RAOUL CHÉLARD

Ancien Rédacteur au Bureau de la Presse du Ministère
des Affaires Étrangères
Chargé de Missions en Hongrie

LE DANGER HONGROIS

À L'ENSEIGNE DES DEUX FIGUIERS

PARIS

ÉDITIONS EUGÈNE FIGUIÈRE

166, BOULEVARD MONTPARNASSE

(sur place)

FLM.12°0425

BIBLIOTHEQUE DE SCIENCES PO
1704663

[illegible]

LE DANGER HONGROIS

par RAOUL CHÉLARD

OUVRAGES DU MÊME AUTEUR

Les Armées françaises jugées parles habitants de l'Autriche (1797-1800-1809). Plon, Nourrit et C^ie^, 1893. 1 vol.

La Hongrie contemporaine. Le Soudier, Paris, 1891. 1 vol.

L'Autriche contemporaine, illustré, Chailley, Paris, 1894. 1 vol.

La Hongrie Millénaire, illustré, Chailley, Paris, 1896, 1. vol

Guide historique et littéraire de la Hongrie, Société du *Mercure de France,* Paris, 1900. 1 vol.

La Crise hongroise et l'opinion.. Paris, juillet, 1905. Pièce.

Le prétendu Sépartisme des Hongrois et la France. Paris, 1905. Pièce.

La dernière alliance franco-hongroise : Louis XIV et Rakoczy II. illustré. Le Soudier, Paris, 1906. Pièce.

La civilisation française dans le développement de l'Allemagne au moyen-âge. Paris, Mercure de France. 1900. 1 vol.

L'Autriche Hongrie et la France. 1 vol. Paris, 1914 (mars)

Responsabilité de la Hongrie dans la guerre mondiale, (1914-1918). Paris, Bossard, 1930. 1 vol.

885275

RAOUL CHÉLARD

Ancien Rédacteur au Bureau de la Presse du Ministère
des Affaires Étrangères
Chargé de Missions en Hongrie

LE DANGER HONGROIS

À L'ENSEIGNE DES DEUX FIGUIERS

FONDATION NATIONALE DES SCIENCES POLITIQUES
BIBLIOTHÈQUE

PARIS
ÉDITIONS EUGÈNE FIGUIÈRE
166, BOULEVARD MONTPARNASSE

Tous droits réservés.
Copyright 1935 par Raoul Chélard.

AVANT-PROPOS

L'instinct de la domination qui est le grand obstacle à ce que la paix s'établisse dans le monde est aussi développé dans le Magyar que dans le Prussien. « Ils sont remplis d'un désir farouche d'opprimer les autres, et d'une cupidité effrénée », disait, en parlant des Magyars, leur allié, l'Empereur Léon le Philosophe. Or, si cet instinct, un composé d'orgueil et d'appétits matériels, semble suffisamment décelé chez l'Allemand, il est moins connu chez le Magyar, où il se manifeste sous une forme plus localisée et sous un maquillage chevaleresque, nobiliaire et imposant.

Le Germain prussianisé, c'est le futur conquérant qui, cyniquement et bruyamment, tirant orgueil de la peur qu'il inspire, s'aiguise les crocs à l'idée du festin de la victoire à venir. Le Magyar, c'est le conquérant dérangé dans sa digestion et qui pleure sa Jerusalem perdue, demandant, à cor et à cris, qu'on lui restitue ses Cananéens, Hethiens, Amoréens et Jésubien au dépens desquels il faisait si bon vivre. Mais, tenant à faire bonne figure dans le concert européen, il ne veut pas qu'il soit dit que cela ne saurait se faire qu'au prix d'une nouvelle guerre et que ces peuples, de nouveau soumis à d'anciens maîtres se révolteraient comme ils se révoltèrent naguère ; et il demande que cette restitution se fasse à l'amiable.

Nous avons donc en ce moment d'un côté une Allemagne qui prépare une nouvelle guerre, et de l'autre, les Magyars qui, au moyen d'un chantage caractérisé refusent de se joindre aux puissances tendant à lui barrer la voie, à moins que leurs revendications ne soient préalablement satisfaites, sinon..., en attendant mieux, on continuera d'assassiner, comme on fit assassiner François-Ferdinand et Alexandre I de Yougoslavie.

Et ceci est le danger hongrois, en même temps que titre et sujet du présent livre.

Suite et mise au jour de mon précédent travail : Responsabilité de la Hongrie dans la guerre mondiale, *il est, comme celui-ci, l'œuvre vécue d'un homme libre de toute attache. On est à la fin de sa vie comme à la fin d'un bal masqué où l'on assiste au démasquage. Ce qu'on y voit est rarement réjouissant. J'y dis donc ce que j'ai vu, et tel que je l'ai vu, sans beaucoup de façons, en homme qui ne fait pas de littérature, persuadé que la vérité vaincra et que je réussirai à confondre les docteurs qui montent encore la garde autour de son puits afin de l'empêcher d'en sortir.*

R. Ch.

Paris, en novembre 1934.

LIVRE I

Le régime sous lequel vit le peuple hongrois

CHAPITRE PREMIER

La psychologie du régime

La Hongrie est un royaume, provisoirement ou définitivement sans roi, au trône duquel cependant aspirent deux candidats d'une même dynastie, l'un ouvertement et l'autre dans la coulisse, sans qu'on puisse dire pour l'instant s'ils ont quelque chance d'arriver au but, l'un ou l'autre.

Le régime auquel est soumis ce pays est une dictature larvée, un despotisme, pourvu, *pro pudor*, d'un cache-sexe libéral qui lui permet de se présenter avec décence parmi les Etats démocratiques, tout en figurant parmi les Etats despotiques comme leur égal.

Cette dictature, une oligarchie de caste de vieille souche aristocratique, dérive des anciens privilèges nobiliaires dont elle est une adaptation à l'esprit nouveau plus ou moins bien réussi. Elle est par conséquent l'aînée de toutes les dictatures dont la civilisation moderne s'enorgueillit en ce moment, sans en avoir ni le caractère ni l'origine. Contrairement à celles-ci, fondées toutes sur la *Statolâtrie* que sut

enfanter au dernier siècle le cerveau vaseux et subtil du Herr Professor Hegel, et dont l'après-guerre expérimente en ce moment avec enthousiasme les théories liberticides de félicité nationale sur les peuples comme on étudie les effets d'un sérum sur de malheureux cobayes de laboratoire (1), la dictature hongroise n'a pour raison d'être que la volonté d'une caste de conserver les avantages alimentaires du pouvoir lequel lui revient par voie d'héritage paternel autant que par grâce divine.

Il faut remonter dans l'histoire à l'ancienne Sparte pour trouver un précédent répondant exactement au régime que subit et que, de tous les temps, a subi la Hongrie. Une des plus belles pages de Fustel de Coulanges va nous le prouver :

« ... enfin, au-dessus de tout cela s'élevait la caste
« aristocratique, composée d'hommes qui s'appelaient
« Egaux. Ils étaient, en effet, égaux entre eux, mais
« fort supérieurs à tout le reste. Démosthène dit que
« l'homme qui entre dans la classe des Egaux devient

---

(1) Statolàtrie pour désigner la folie qui veut que l'individu se dissolve dans l'Etat qui est tout, est un mot qui figure dans une Encyclique de Pie XI.

Schopenhauer qui a le mieux démasqué Hegel dit dans *Parerga und Paralipomena*, I, *Ueher die Universitäts-Philosophie* : « wie « z. B. Hegel zu der empörenden Lehre gelangt, dass die Bestim- « mung des Menschen im Staate aufgeht, - etwan wie die Bienc im « Bienenstock »... et un peu plus loin : « und dies alles weil « dieser philosophiesche Bierwirth vom Staate bezahlt wird und « dem Staate seinen Hof macht ». Grillparzer appelle la venue de Hegel un malheur pour l'Allemagne, car il apprend aux Allemands non à penser, mais à « grübeln » et leur a fait perdre l'usage du bon sens; il chante :

« Was mir in deinem System am besten gefällt,
« Es ist unverständlich wic die Welt...
« Möglicho dass du uns lernst prophetisch das göttliche Denken,
« Aber das Menschliche, Freund, richtest du wahrlich zu Grund.

Karl Marx fut élève de Hegel.

« pour cela seul un des maîtres du gouvernement. Les « Egaux avaient seuls les droits complets du citoyen, « ils formaient seuls ce qu'on appelait, à Sparte, le « peuple, c'est-à-dire le corps politique. De cette classe « sortaient par voie d'élection, les Sénateurs. Entrer « au Sénat s'appelait dans la langue officielle, obtenir « le prix de vertu. Nous ignorons de quoi se com- « posait cette vertu (on l'ignore aussi pour la Hongrie), « mais on voit bien que la naissance ne suffisait pas, « puisqu'il y avait au moins un semblant d'élection... « On sait seulement que cette ville avait au plus haut « point l'*amour de l'argent* et que tout était permis « aux Sénateurs. Démosthène dit encore que le jour « où un homme entre au Sénat, il devient un despote « pour la foule. Sparte avait ainsi un régime républi- « cain, elle avait même les dehors de la démocratie, « des rois-prêtres, des magistrats annuels. Mais le « peuple n'était que la réunion de deux à trois cents « hommes.

« Tel fut, depuis Licurgue, le gouvernement de « Sparte : une aristocratie composée de quelques riches « qui faisait peser un joug de fer sur le peuple. Par « son énergie, par ses qualités combatives, par son « habileté, par son peu de scrupules et son peu de « souci des lois de la morale, elle sut garder le pou- « voir pendant cinq siècles, mais elle suscita de « cruelles haines et eut à réprimer un grand nombre « d'insurrections... ce qui sauva Sparte, c'était la divi- « sion qu'elle savait mettre entre les classes infé- « rieures. Nulle coalition n'était possible, et l'aristo- « cratie, grâce à son éducation politique et à l'étroite « union de ses membres était toujours assez forte pour « tenir tête à chacune des classes ennemies. » (Fustel de Coulanges, *La Cité antique*, IV-XIII.)

Pas un mot, ni à retrancher, ni à ajouter pour caractériser le régime dont pâtit la Hongrie. Tout y est jusqu'à la cupidité de la caste supérieure, sauf cependant que les Magyars de nos jours ne ressemblent guère à l'idée que nous nous faisons des Spartiates.

Nous pourrions même continuer la comparaison, du fait de l'analogie qui existe entre la guerre du Péloponèse et l'explosion de la guerre de 1914. Sparte s'offusquait de la supériorité intellectuelle et morale d'Athènes et de sa démocratie. Bien que Athènes succombât, elle est demeurée le fondement de la civilisation moderne, alors que de Sparte, il ne restera que le souvenir de son brouet, dans lequel barbottent nos Marxistes et nos Hégeliens.

Le gouvernement actuel de la Hongrie est sorti du sein de la Terreur blanche de 1919-1920, et comme tel, tient énormément de sa mère. Quant à la paternité, il conviendrait peut-être de la rechercher parmi les Magyars des temps héroïques. Léon VI, dit le Philosophe, empereur de Byzance (882-912) qui les avaient comme alliés quand il ne les combattait pas comme ennemis, les représente en effet : « *remplis d'un désir farouche d'opprimer tous les autres, et d'une cupidité effrénée* », passage que les historiens magyars bien pensant suppriment volontiers dans leurs écrits : *obsequium amicos, veritas odium parit.* Et, ne sommes-nous pas, tous, un mélange de ces résidus ancestraux « qui forment la couche la plus profonde et la plus stabie du caractère des individus comme des peuples ».

Le parlementarisme hongrois peut se résumer en cette formule : la majorité ne doit pas son pouvoir à ses mandats, mais ses mandats au pouvoir. C'est ce qu'on appelle aujourd'hui, le *morbus hungariscus.* Institution renée de ses cendres en 1867, cette maladie,

alourdie des maux contractés en cours d'exercice, la distingue singulièrement des parlementarismes ses congénères, déjà suffisamment mal en point euxmêmes. C'est le parlementarisme dirigé, autrement dit la dictature larvée. L'opposition, née uniquement des complaisances gouvernementales, n'y est autorisée qu'à titre de décors rituels.

La loi électorale en ce moment en vigueur constitue un système de barrages successifs dont les écluses ne s'ouvrent que pour un candidat officieusement agréé, qu'il soit gouvernemental ou non. Elles se ferment hermétiquement devant tout autre, ne lui laissant que la liberté de se noyer s'il veut passer outre. Dans les grandes villes où le scrutin est secret, les listes électoraes sont soumises à des corrections épuratoires sans contrôle possible; dans les campagnes où il est public, le paysan vote par crainte du gendarme et du percepteur. Sur les 245 députés de la Chambre, 45 seulement sont élus au scrutin secret. 30 % seulement de la population sont électeurs contre 66 % en Allemagne, 60 % en Angleterre...

On comprend dès lors les paroles du régent Horthy quand, le 2 mars 1931, il disait au rédacteur du *Petit Parisien :* « Non, au sortir du désastre de la guerre et « du bolchévisme, suivis de l'invasion roumaine je ne « puis accorder la liberté à la Hongrie. Ce n'est pas « le moment. Cette liberté serait néfaste. Les passions « surexcitées se donneraient libre cours. Les Hongrois « ont le sang chaud... » ... et le régime passerait probablement quelques moments inconfortables. Le *je* semble particulièrement symbolique dans cette déclaration. Or, en 1931, la guerre était terminée, le bolchevisme abattu, les Roumains partis depuis douze ans, et la nation magyare, un des plus anciens peu-

ples parlementaires et constitutionnels, n'est toujours pas mûre pour le self-governement. D'ailleurs, le chef de l'Etat hongrois s'est-il bien rendu compte que ses paroles impliquaient l'aveu des motifs inavouables pour lesquels il maintient sa politique ?

Mais, une nouvelle loi électorale doit venir bientôt élargir l'ancienne, œuvre du comte Bethlen. La liberté du vote n'y sera limité que par le souci des intérêts supérieurs de la patrie, en même temps que des pouvoirs plus étendus conféreront au Régent du royaume la faculté de proroger ou de dissoudre toute Chambre incommode. Tous les changements ont leur mélancolie disait Anatole France.

M. Gömbös, en ce moment Président du Conseil des Ministres hongrois, dont les harangues châtoyantes éblouissent les foules et divertissent le penseur, proclamait en date du 5 avril 1933, et souvent depuis, devant sa garde prétorienne, recte majorité parlementaire, que la Hongrie était aujourd'hui un modèle de tranquillité intérieure. Depuis, cette déclaration a fait l'objet d'une intense propagande officieuse, comme bien l'on peut penser. *Ubi solitudinem faciunt, pacem appelant,* dit Tacite. Ces mots s'appliquent, disent les Encyclopédies, aux conquérants qui colorent leurs ravages d'un spécieux prétexte de civilisation. La Hongrie est aujourd'hui baillonnée, mise en camisole de force. Les Hongrois ne peuvent ni parler, ni écrire, ni s'offrir un banquet, sans autorisation de la police; même les partis parlementaires ne peuvent se réunir, en dehors de la Chambre que dans certaines conditions. Une ordonnance du Ministre de l'Intérieur interdit à tout parti politique non représenté au Parlement de tenir des réunions. Cette ordonnance est tout particulièrement dirigée contre le parti Kossuth, le plus populaire dans

le pays et dont les candidats, par conséquent, n'entrent plus au Parlement. La délation et la calomnie, sœurs inséparables de toute dictature, sévissent en Hongrie comme en Russie, en Italie et en Allemagne. Les scandales de fraude administrative, dont les journaux hongrois nous entretiennent périodiquement, nous édifient suffisamment sur ce qui peut se passer sous ce rapport dans la coulisse. Là, comme dans les pays trop démocratiques, tout le monde veut se faire nourrir par la princesse, et messieurs les dictateurs ont mauvaise grâce de parler avec dédain de la moralité des démocraties occidentales, où du moins, l'Etat soumis au contrôle de l'opinion, ne peut se rendre coupable de crimes contre le droit des gens, contre la civilisation, contre l'individu et contre le bon sens, sans que la conscience publique ne finisse par se soulever. Toute la France s'est soulevée contre des gouvernants prévaricateurs, complices d'un pillard de l'épargne et faisant assassiner un témoin gênant. Or, rien que depuis l'arrivée au pouvoir en Hongrie de M. Gömbös, il y a eu au moins quatre personnes, témoins gênants en des affaires de corruption politique, qui ont mystérieusement trépassé sans que l'opinion ait eu la permission de s'émouvoir. C'est que chez nous, on lave son linge parce qu'on aime la propreté et que là-bas, on est d'avis qu'il n'y a que les gens sales qui aient besoin de se laver.

On n'y verra jamais certes des hommes de valeur condamnés à la prison pour avoir dans un journal étranger et échappant à la censure égratigné quelque triste médiocrité au pouvoir qui, gonflée de sa vanité, s'identifie avec la nation.

Montesquieu, dans son *Esprit des Lois* (V-XIV) dit : « Pour un gouvernement modéré, il faut des hommes

de talent, pour un gouvernement despotique, où les passions seules agissent, *tout le monde est bon pour cela.* » Montesquieu, que les politiciens de la Hongrie ne semblent pas suffisamment connaître, dit encore bien des choses dont ils pourraient faire leur profit. Ainsi, dans les *Lettres persanes*, chapitre CXXXXI, on peut lire : « Il semble que la liberté est faite pour le génie des peuples d'Europe et la servitude pour celui des peuples d'Asie. » Dans l'*Esprit des Lois* encore, III-IX : « Il faut la crainte dans un gouvernement despotique; pour la vertu, elle n'y est point nécessaire, et l'honneur y serait dangereux. »

Tout comme dans l'Allemagne hitlérienne, l'utile est considéré dans le monde officiel magyar comme beau, bon et juste, foulât-on par là aux pieds les principes les plus élémentaires du droit ou de la justice. C'est là la pragmatique des primaires. Dans aucun autre milieu comme dans celui-ci, l'on ne s'entend mieux à refaire des virginités politiques avariées. Il est des mains pleines de sang et de honte qui distribuent l'honneur et la vertu aux autres, par l'effet de l'oubli public. On reforge l'histoire et l'on n'y vit que pour l'instantané, ne regardant jamais au delà de l'événement.

Toute la vie publique en Hongrie se trouve ainsi étranglée par une innombrable police hautaine et tracassière, mettant obstacle à tout élan, à tout essor, sous prétexte de sûreté de l'Etat et qui, pour se donner une raison d'être, découvre périodiquement quelque ténébreuse conspiration communiste. Son véritable but est, bien entendu, de préserver contre toute égratignure un régime perpétuellement agité par la crainte d'avoir à payer ses méfaits et ceux de ses pères, et d'assurer le pouvoir à la caste dominante. Tantôt on se pose en flambeau éclairant le chemin du pauvre

peuple, aveugle par définition, tantôt on est le sauveur sans qui la Hongrie serait depuis longtemps au fond du gouffre. Seuls les coups d'encensoir sont permis. Et Dieu sait si ces messieurs en consomment de la gloire. On peut même prévoir le jour où ils finiront asphyxiés dans une nuée d'encens.

Et d'où pourrait-elle bien venir cette révolution dont la perspective est leur cauchemar, nous l'avons vu dans la déclaration de M. Nicolas Horthy citée plus haut.

De la noblesse ? Ce monde craint la révolution d'en bas tout comme les officiels, et songe à une révolution d'en haut, par la restauration du trône, au sujet de laquelle on pourrait causer...

Du tiers état, de la bourgeoisie d'origine étrangère et encore peu cristallisée en Hongrie ? La misère humaine veut que la plupart des bourgeois sont des hommes médiocres au service de l'événement. Des titres, des décorations, des avantages personnels, et on les tient.

Craint-on le paysan ? Le rural magyar a dix siècles de misère et d'obéissance aux seigneurs dans les veines, mais il a faim, et la faim est mère des révolutions. Le régime qui est purement politique et dont les idées économiques se réduisent à quelques notions élémentaires et périmées, ne peut rien pour eux... Mais la gendarmerie entoure les campagnes d'une sollicitude toute particulière. Vous ne pourrez aller voir un ami à la campagne, sans qu'elle ne s'enquière de voter nom, du but de votre visite, en vous expulsant *manu militari* de la commune au moindre doute qu'elle conçoit à votre sujet.

Les intellectuels ? Matés, muselés, ruinés, miséreux pour le moment. Les tyrans ignorent que sans discus-

sion, sans liberté, sans critique et sans contrôle, toutes les institutions humaines se corrompent, y compris les leurs, au point de crouler. Ils ne savent pas que derrière les événements visibles cheminent dans l'ombre des puissances impondérables. Les intellectuels ont commencé par mettre à la porte leurs pontifes estampillés et engraissés aux mangeoires de l'Etat. Ils proclament avec Schopenhauer : « *der Patriotismus,* « *wenn er im Reiche der Wissenschaft (und Kunst)* « *sich geltend machen will, ist ein schmutziger Gesell* « *den man hinaus werfen soll.* » Et ils refusent de se laisser embrigader dans la campagne révisionniste, dont l'unique but est de raffermir la position du régime. Malheureusement pour eux, ils sont une petite tribu noyée au milieu d'un océan de matérialité brutale. Leur calvaire est haut et son chemin est semé de pierres.

Les ouvriers ? Les souvenirs du bolchevisme sont toujours vivants. A leur endroit on est inquiet. Quoique la Hongrie ne soit pas un pays à grosse industrie, leur nombre est appréciable. Le poids de la police qui pèse sur eux est en raison directe de leur mécontentement et d'un danger d'explosion. Les révolutions naissent du refus des pouvoirs de s'adapter à des circonstances nouvelles.

Le traité de paix avait imposé à la Hongrie certaines réformes de sa législation ouvrière trop négligée. Les lois industrielles et professionnelles de 1872 et 1884, étaient en effet démodées et ne répondaient plus sous aucun rapport aux exigences modernes. L'Etat depuis s'est en somme borné à une réglementation policière de la question, et les masses ouvrières, inspirées et dirigées par des socialistes juifs, se sont organisées sur une base révolutionnaire et bolcheviste. Les ministères

Huszàr, Semadan, Teleki, s'efforcèrent en vain de créer un socialisme chrétien national. La dictature Bethlen qui leur succéda, n'était pas faite d'avantages, au contraire, pour gagner les classes laborieuses dans ce sens. L'état de guerre entre pouvoirs et social démocrates, depuis reliés aux internationales, subsiste, à tout instant il y a des grèves et des commencements de révolte, toujours réprimées avec la dernière rigueur. Si la pression policière était moins forte, la réaction ouvrière le serait de même. La plupart de ces mouvements ont l'excessive rigueur des pouvoirs pour cause initiale. A la Chambre hongroise, la social-démocratie est représentée par 14 unités, soit 5,7 % du total de l'Assemblée entrées au Parlement par grâce ou complaisance gouvernementale... Mais l'animal socialiste parlementaire peut crier, il ne sortira pas de sa cage, et peut-être n'y tient-il pas, depuis que le métier de représentant du peuple est devenu une profession lucrative, s'exerçant à l'abri des courants d'air de la rue.

On se maintiendra donc d'abord, comme le veut Salluste, par les moyens par lesquels on est arrivé au pouvoir : par le fer. Un gouvernement est toujours suffisamment armé pour cela et ne peut être renversé que par sa propre veulerie... et pour être veules et sans combativité, ces messieurs de Buda ne le sont certes point, mais au contraire, la veulerie des autres rentre dans leur plan de campagne.

Comme dans les démocraties dégénérées en oligarchie de « frères » et de camarades, les maîtres de céans ne dédaignent pas, d'autre part, les procédés moins violents : il y a les amis du pouvoir, les bénéficiers, les prébendes, les cumuls, les bonnes places, les subventions à la clientèle, aux neveux, cousins et arrière-

cousins. C'est là une organisation très forte qui fait de l'administration du budget et des postes importants, le champ privé du pouvoir et un rempart solide contre toute tentative de subversion. La Hongrie, ne l'oublions pas, est, de temps immémorial, la propriété privée d'une classe aimée des dieux.

La fin des fins des dictatures consiste essentiellement dans cette formule : *demain on rasera gratis*. Magyars de tout âge, de tout sexe et de tout état, clament les despotes, réjouissez-vous, la caste aimée des dieux, dans peu, vous restituera la Hongrie qu'ont connue vos glorieux aïeux. Trianon craque dans toutes ses jointures, « la perspicacité de l'œil britannique qui sait « percer à jour les plus noirs complots continentaux « (*Pesti Hirlap*, août 1933) a découvert l'injustice qui « nous fut faite, l'opinion française est déjà en révolte, « la vérité est en marche ». Et le bon peuple magyar attendra, comme il attend, le salut d'une nouvelle loi électorale.

« Il faut toujours que le tyran fomente une guerre » disait déjà Socrate (Plat. Rép. IV-3). Les troupeaux ne s'unissent que dans leurs appétits communs. Les hommes aussi. « Tu possèderas de grandes et belles villes « que tu n'auras pas eu la peine de bâtir, des maisons « pleines de toutes sortes de biens que tu n'auras pas « remplies, des vignes et des oliviers que tu n'auras pas plantés » (*Deutéronome*, VI) disait l'Eternel aux Juifs, en leur promettant de leur faire faire la conquête du pays où coulait le lait et le miel. A ce prix, ils le suivirent et l'Eternel les précéda, le jour dans une nuée — probablement d'encens — et la nuit dans une colonne de feu. Ils lui offrirent même des victimes dont le sang répandait « *une odeur agréable à l'Eternel* »

(Nombres, XV). Hitler, lui-même n'a jamais parlé autrement aux Allemands.

C'est ce qui rend les dictatures si dangereuses pour la paix et les affirmations pacifiques des dictateurs si suspectes... Mussolini fonda son fascio sur la jalousie qu'ont toujours éprouvée les Italiens pour la France et qui avait déjà précipité feu Crispi dans les bras de Bismarck; la pensée sublime de Hitler, c'est de faire du troisième Reich un haras pour l'amélioration de la race allemande afin de produire des conquérants de la force des Francs vainqueurs des Gaules; l'unique directive de la politique extérieure hongroise telle que l'a fondée le comte Bethlen, c'est la reprise au profit de la caste dirigeante des plantureux majorats que Trianon lui a fait perdre.

Ne nous laissons donc pas prendre aux affirmations de ces messieurs de ne vouloir faire la révision que par des moyens pacifiques. Ils veulent la révision tout court, de gré ou de force. Ils l'on souvent déclaré, et la menace du *furor hungaricus* comme *ultima ratio* est le fond de leur pensée. Durer jusque-là et profiter de la victoire pour s'y installer définitivement, voilà le but de tout ce que nous voyons se passer en Hongrie.

Et, jetons un coup d'œil sur les armements qui devront amener cette victoire.

L'article 104 du Traité de Trianon prescrit : « Le « nombre total des forces militaires dans l'armée hon- « groise ne devra pas dépasser 35.000 hommes, y com- « pris les officiers et les troupes de dépôts.

L'article 112 : « Les établissements d'enseignement « autres que ceux visés par l'article 111, de même que « toutes les sociétés sportives ou autres, ne devront « s'occuper d'aucune question militaire. »

Art. 115 : « La fabrication d'armes, de munitions et

« de tout matériel de guerre n'aura lieu que dans une « seule usine... »

Art. 118 : « L'importation en Hongrie d'armes, de « munitions, et de matériel de guerre de toutes sortes « est formellement interdite... »

Art. 119 : « L'emploi de lance-flammes et celui de « gaz asphyxiants toniques ou similaires, ainsi que de « tous les liquides, matières ou procédés analogues « étant prohibé, la fabrication et l'importation en sont « rigoureusement interdites en Hongrie... », etc.

« Ah, le bon billet...! » S'il n'y a plus personne pour contrôler et la Hongrie demande l'égalité des droits pour faire croire qu'elle se gêne pour se moquer de tout cela. Que serait-ce, si elle avait à sa volonté la faculté de s'armer...

Le service obligatoire étant supprimé, le recrutement de l'armée doit se faire par voie d'engagements volontaires d'une durée de vingt ans pour les officiers et de douze ans pour la troupe, chose qui dès 1921 porta le Parlement hongrois à recourir aux échappatoires auxquelles la commission de contrôle dut mettre ordre. Cette commission n'existant plus, les violations du traité sont le secret de polichinelle.

Dans la Hongrie d'après Trianon, le service obligatoire fonctionne comme au temps de François-Joseph. Les jeunes gens désignés par les commissions de recrutement signent un formulaire sur lequel figure bien le mot « engagement volontaire » mais gare au gars qui refuserait de signer.

La durée du service est de deux à trois ans en moyenne, mais il y a des licenciements avant terme, ce qui permet d'instruire de nouvelles recrues.

Les limites contractuelles des effectifs d'officiers sont plus largement dépassées. On fait figurer ceux-ci dans

les organisations les plus diverses, gardes fluviaux, douanes, fonctionnaires administratifs, organisations dites des héros de la guerre, gendarmerie, police, moniteurs de culture physique. L'ordre des « héros » sorte de vétéranat, censément privé, mais organisation militaire, groupe environ 13.000 officiers privilégiés, ayant reçu des lopins de terres et jouissant d'avantages matériels divers. La gendarmerie d'un effectif avoué de 12.000 environ, la police même effectif, la police fluvilae de 4.000 hommes, sont des armées en marge... Mais la véritable force armée de la Hongrie réside dans une admirable instruction préliminaire de la jeunesse, organisation dite *Levente*, copiée du reste sur les diverses organisations similaires italiennes. De 12 à 21 ans, la *Levente* est obligatoire pour le jeune homme, la discipline y est militaire comme l'instruction. Aussi personne ne s'est-il étonné d'entendre, il y a deux ans, dire à M. Gömbös, alors encore Ministre de la Défense nationale, que la Hongrie avait beau avoir été ligotée par les soins des vainqueurs, en cas de guerre, 600.000 hommes pourraient être réunis en quelques jours pour « défendre les frontières du pays ».

Vous me demanderez d'où viennent les armes et l'équipement pour tout ce monde. Je vous répondrai : mitrailleuses de Sankt-Gothardt, affaire de wagons chargés d'armes et arrêtés malencontreusement par des agents autrichiens trop curieux ou trop honnêtes à Hirtenberg, allées et venues d'avions entre Hongrie et Italie. Fabriques de gaz toxiques, de lance-flammes, d'avions de bombardement, etc., tout fonctionne comme si le Traité n'existait pas. Les étiquettes des bouteilles seules ont été changées. Là où il y a du poison, on met « cordial », « calmant », « réconfortant »; là où il y a du feu, on colle « allumettes de

sûreté » et tout est dit. La Société des Nations est trop occupée de ses rhumatismes pour s'occuper de ces misères-là.

Mêmes réflexions à faire pour ce qui concerne les frais de ces armements. Là, mystère, ils sont cause des perpétuels dépassements budgétaires, et pour le permanent, figurent sous les étiquettes les plus anodines dans les budgets des ministères de ressort et de paix. Quand il s'agit de truquer, de finasser, de ruser, le Magyar de vieille souche rendrait des points à un Peau-rouge.

Il est cependant bien clair, d'après ce qui précède, que l'entretien d'une force armée démesurée partie pour le maintenir au pouvoir la tyrannie de caste, partie destinée à parer à des événements futurs qu'on cherche plus ou moins à provoquer soi-même, est bien plus la cause de la misère qui règne en Hongrie que ne le sont le traité de Trianon et la crise mondiale.

Résumons et concluons : La majorité parlementaire de la Chambre hongroise dénommée parti de l'unité nationale parce qu'elle n'a rien de national, n'a aucune racine dans l'opinion publique du pays, n'a aucun programme autre que celui que le gouvernement lui impose, est sortie de la terreur blanche dont elle n'est qu'un enfant moins sauvage. C'est une troupe prétorienne identique à celle que, sous les Tisza, on appelait les *Mamelouks*. Primitivement, un certain nombre de députés paysans donnait à ce parti une couleur rurale démocratique, mais le comte Bethlen a su réduire leur nombre à quelques éléments faisant office de figurants.

Comme d'autre part, le Gouvernement, par le jeu d'une loi électorale qui est un chef-d'œuvre de machiavélisme, mesure au compte-gouttes à l'opposition ses forces et son rôle au sein du Parlement, que d'autre

part, le seul parti qui ait un programme éprouvé en politique intérieure comme en politique extérieure, en même temps que de profondes racines dans l'opinion du pays, le parti Kossuth, est jugé trop dangereux pour figurer à la Chambre, l'on ne saurait parler en Hongrie d'une volonté nationale. La politique de la majorité n'est donc que celle du gouvernement qui lui a fourni ses mandats.

Or, elle n'a d'autres directives que d'assurer le pouvoir aux anciennes castes oligarchiques magyares par l'intangibilité de la propriété foncière ecclésiastique et feudataire, en faisant vivre la « gentry » par toutes sortes de privilèges dans l'administration de l'Etat et des départements. L'administration tout entière, Finances, Justice, Instruction publique, ingérence de l'Etat en matière économique, en matière de collectivités sociales ne servent qu'à ce seul et unique but. Il n'y a, comme je l'ai dit, aucune liberté de presse, de parole ou de réunion, et les maigres droits qu'on a concédés sous ce rapport — toute la législation de guerre est encore en vigueur — sont soumis à des autorisations spéciales révocables lorsque l'intérêt de parti l'exige.

Le gouvernement, non seulement tend à assurer son pouvoir brutal par les organes de l'Etat et des départements, mais il s'est emparé des collectivités sociales, en majeure partie autorisées seulement sur des bases militaires. Des officiers et sous-officiers en masses, siègent dans les associations bourgeoises, nationales, patriotiques, surveillant de paisibles bourgeois pour leurs opinions et leurs gestes. C'est l'espionnage, la calomnie et la délation à la ville comme à la campagne.

La jeunesse n'y échappe pas, chaque élève, chaque étudiant, chaque enfant de paysan est soumis à la discipline militaire pendant ses années scolaires, et le plus

grand tyran du village c'est l'instructeur *Levente !* Le centre directeur de cette organisation est la Société *Tesz* (*Társadalmi Egyesületek Szövetsége :* fédération des Sociétés nationales) le nid même où fin 1925, furent fabriqués les faux billets de mille francs devant servir à la propagande révisionnaire et à inflationner la devise française. Cette société est arrivée à son apogée quand M. Gömbös, un de ses fondateurs, fut nommé président du Conseil. Aussi M. Gömbös tout en accomplissant dans ce milieu ses plus beaux tours d'acrobaties oratoires, n'oublia-t-il pas son *Tesz,* tabernacle des justes; toutes les bonnes places furent toujours pour ses membres. C'est en faveur de la *Tesz* qu'une surtaxe d'impôt est perçue pour alimenter la propagande révisionniste.

Il n'y a pas lieu ici de faire état de l'influence régulatrice de la Chambre haute dite des Magnats. Assemblée limitée dans ses droits, elle n'est qu'un corps consultatif qu'on ne consulte du reste pas. En sont membres, sans distinction de partis les envoyés des départements, de la haute noblesse, des collectivités économiques, des confessions et certains personnages nommés par le gouvernement et lui ayant rendu des services. La majorité est élu au moyen des procédés électoraux présidant aux élections législatives. Ce n'est que la réunion parfaitement anodine de vieillards où peut se donner libre cours leur soif de publicité.

---

(1) Dénommée d'après *Levente,* un jeune fils d'Arpad qui, vers 894 conduisit une armée magyare, alliée de l'empereur Léon VI de Byzance, à la victoire contre les Bulgares, mais périt dans une dernière expédition avant la conquête de la Hongrie par son père. L'organisation *Levente* ressemble à celle des Ballilas en Italie. C'est une préparation militaire intense. J'en ai donné une description détaillée dans *L'Europe Centrale* du 21 mars 1931, y compris tout le jeu des armements secrets de la Hongrie.

Comment ce régime anachronique, dans lequel des bourgeois en grand nombre et aux longues dents sont venus se joindre à la gent nobiliaire, finira-t-il ? Il est difficile de le prévoir, puisqu'il y a neuf siècles qu'il dure et que nous sommes à un moment où l'humanité semble vouloir faire retour au droit du plus fort. Et je dirai avec Lezai Marnésia, l'informateur sur la Hongrie de Napoléon Ier : « je vois bien les éléments d'une révolution lointaine, je n'en vois pas pour une révolution prochaine ». Mais l'atmosphère est partout tellement chargée d'électricité qu'il ne faut jurer de rien.

L'Entente et la France ont laissé échapper une demi-douzaine d'occasions d'exiger, en temps utile, une réforme radicale des méthodes gouvernementales hongroises garantissant une paix durable. Hélas, l'Entente n'existe plus et Marianne ne se présente plus en Europe qu'un panier de poires au bras. L'encyclopédique et provinciale ignorance géographique des dirigeants français, la médiocrité, souvent la malhonnêteté de leurs agents d'exécution qui ne voient ou ne veulent voir que du beau, ont fait que nous payons aujourd'hui très cher les frais de notre badauderie. La France a su si bien manœuvrer en Hongrie que ce sont précisément les milieux qui furent cause de la guerre que nous avons vus revenir au pouvoir et continuer leur politique incendiaire. Voyez la ferveur avec laquelle ils tressent des couronnes de lauriers à la mémoire du comte Tisza ! !

Ce que veulent ces messieurs de Budapest est très clair : *Révision pacifique d'abord,* demain on rasera gratis. Bon peuple attend et paye, nous décrocherons la timbale et tu nous élèveras sur le pavois. *Révision tout court* ensuite, coûte que coûte; une guerre nous l'amènera, nous avons Hitler et Mussolini, deux

géants dans notre manche, nous prendrons tout et bon peuple, que tu veuilles ou que tu ne veuilles pas, nous continuerons triomphalement l'œuvre de nos pères qui fut de nous engraisser de ta substance. *Troisième éventualité. Pas de guerre, pas de révision.* Nous *ferons faillite ne pouvant* même plus payer nos gendarmes qui mettront la crosse en l'air. Nous nous serons dévorés nous-mêmes et la Hongrie ressuscitera plus saine que jamais, ou disparaîtra avec nous.

CHAPITRE II

« *Fluctuat nec mergitur* » ou les vicissitudes du régime depuis la guerre.

La situation lors de l'avènement de l'Empereur Charles.

L'histoire intérieure de la Hongrie, dans les derniers mois et au lendemain de la guerre, est celle de tous les pays vaincus lorsque la défaite semble les délivrer d'une longue et pénible dictature. Certes, à côté de la révolution russe et de la Commune de Paris en 1871, la Révolution hongroise d'octobre 1918, ou ce qu'on nomme ainsi, ne peut passer que pour ce que le grand Condé appelait une guerre de pots de chambre. Néanmoins, la Hongrie vit s'effondrer le régime oligarchique dont elle avait tant souffert et auquel incombait une grande partie de la responsabilité de la guerre. Mais, elle eut ensuite le bolchévisme de Béla Kun, l'occupation roumaine, puis avec la Terreur blanche, le retour victorieux, au milieu du sang, des autocrates d'antan qui aujourd'hui cherchent à reprendre les territoires que la défaite a fait perdre au pays, dans l'intention de raffermir par là leur pouvoir à tout jamais et de réarrondir leurs prébendes au point où elles étaient avant la guerre.

Voici aussi brièvement que possible, la psychologie de ces mouvements.

Le journal *Magyarorszàg* du 4 avril 1915 nous donnait comme suit la température de l'opinion hongroise vers la fin de la première année de guerre. « Il y eut trois phrases dans le sentiment des masses depuis le commencement de la tourmente : la première fut celle des banderoles, des oriflammes, des drapeaux, des fleurs jetées aux soldats. Malicieusement, l'auteur de l'article compare cette phrase aux débuts de la guerre de 1870 à Paris où l'on criait « à Berlin ». En septembre 1914 encore, en Hongrie, quelques gens raisonnables, trouvant hors de propos cet enthousiasme prématuré, risquaient d'être traités de traîtres à la patrie. L'enthousiasme officiel seul était de mise. « Subitement cela changea. On cessa d'entonner des hymnes patriotiques dans les lieux publics, les belles dames de l'aristocratie cessèrent de s'exhiber dans les gares pour offrir, en des toilettes effarantes, des rafraîchissements aux blessés retour du front, de même que la foule s'abstint d'attendre pendant des heures le passage des blessés pour écraser sous des bouquets ces malheureux peu sensibles dans leur douleur à pareille réception. Victoires et défaites ne semblaient plus intéresser personne. Le public était devenu apathique. » L'auteur de l'article, gêné par la censure, ne peut dire que cette phase d'indifférence coïncidait avec la formidable rossée que la Serbie avait infligée en janvier de cette année aux armées du général Potiorek. La glorieuse armée impériale et royale, invincible par définition, avait dû fuir devant cette « soi-disant armée serbe, ramassis de brigands, de marchands de cochons et de mendiants ». Le souvenir de la légendaire incapacité des Excellences chamarrées de la Hofbourg se raviva dans l'esprit populaire et la confiance en les généraux autrichiens s'envola.

« Enfin récemment, se produisit la troisième phase : à l'indifférence la plus complète est venue se substituer dans les masses une nervosité excessive. Elle se produisit avec la chute de Przemysl. Cette tristesse publique est si forte qu'elle ne saurait s'expliquer uniquement par l'effet de la perte de cette seule place; elle est faite plutôt d'appréhensions subconscientes, de chagrins rentrés, d'angoisses de l'inconnu, de soucis de la vie matérielle... (censure)... la faim est mauvaise conseillère, la question du pain quotidien a certainement contribué à aigrir les consciences... l'opinion fait savoir que ceux de l'arrière sont des héros comme victimes, autant que ceux qui se battent... »

Encore un instantané : d'après le *Pesti Hirlap* au début de juillet 1916. Séance houleuse à la Chambre. Rakowszky s'écrie, « il faut demander des comptes aux généraux autrichiens incapables »... « L'opposition quitte la salle en signe de protestation... le comte Andrássy, comme toujours, cherchant à concilier, affirme que l'opposition est patriote... Tisza, pour calmer l'orage, promet de tout dire devant une Chambre réunie en Comité secret. Par ordre de la censure, dit un député, on étouffe les scandales des conseils de révision et ceux des livraisons acceptée par l'intendance. L'orateur souligne la partialité des communiqués toujours favorables aux Autrichiens, et donne lecture de la lettre d'un officier supérieur racontant les épisodes de la dernière offensive russe : « Comme toujours, dit la let-
« tre, ce furent les régiments hongrois qui écopèrent,
« tous les autres prirent la fuite. Il ne reste pas un
« homme vivant du 82^e *hongrois*. ». »

Depuis la chute du Tsarisme, dont les prétendues visées panslavistes avaient servi à justifier la nécessité de l'Alliance avec l'Allemagne, les Hongrois ne savaient

plus exactement pour qui et pourquoi ils se battaient, et il devint de plus en plus clair que le triomphe de l'Allemagne constituait leur seul but de guerre. Si vous relisez avec quelque attention les journaux hongrois de fin 1917, il vous apparaîtra que l'opinion publique, en Hongrie, avait fini par considérer une victoire des Centraux comme le plus grand malheur qui puisse frapper le pays. La perspective de voir le régime Tisza s'appuyer sur la Prusse plutôt que sur l'Autriche n'était certes pas fait pour la rassurer.

Dès fin 1915, cette préoccupation du reste se fit déjà jour dans les débats parlementaires. Le comte Tisza, en bon mécanicien qui sait lâcher de la vapeur pour éviter que la chaudière ne saute, avait accordé à l'opposition quatre jours francs pour formuler ses plaintes, et aussitôt fut posé la question — je traduis textuellement : « De la sauce à laquelle la Hongrie serait mangée après la prochaine victoire. L'aigle impériale autrichienne, le bec usé, irait-elle déposer le pays aux pieds des Hohenzollern, en faisant elle-même sa soumission et ceux-ci imposeraient-ils directement aux Magyars les bienfaits de la Kultur ? Les députés hongrois estimaient que l'héroïque et loyale conduite de leur pays dans cette guerre méritait un sort meilleur, au sujet duquel du reste ils paraissaient peu rassurés... »

Andrássy n'arrive guère à dissiper ces nuages : le discours du grand stratège du Parlement est beau à entendre ainsi à distance de dix-neuf ans; il débute par une apologie de la situation militaire des Centraux en déclarant « qu'en présence de ces éléments objectifs, au nom de la civilisation et de l'humanité, les alliés de l'Entente ne devraient pas continuer la guerre... mais les Alliés qui s'hypnotisent naïvement sur leur supériorité numérique... refusent de comprendre à quel

point ils sont battus... Français, Anglais, Russes, réfléchissez ajoute-t-il, avant qu'il ne soit trop tard, demandez la paix maintenant, vous l'aurez relativement à bon marché. Plus tard, vous serez vaincus, pulvérisés, et vous payerez cher, très cher. »

Et le souci de la paix vient s'ajouter à celui du sort de la Hongrie après cette paix, et quelle que soit l'issue de la guerre.

Vers le printemps 1916, ce désir de paix devient une obsession et se manifeste avec persévérance tant au Parlement que dans les journaux. Les sujets de discours et d'articles ne sont envisagés que sous l'angle de la paix. Poincaré, Asquith, le Tsar, Sazonof, Salandra, de diables des enfers qu'ils sont qualifiés, passeraient immédiatement à l'état d'anges de la paix s'ils venaient à se présenter un brin d'olivier à la main.

Or, la misère et la cherté de la vie ont leur part dans ce besoin de paix; mais la crainte instinctive, secrète, subconsciente, d'un avenir plein de mystère, en est certes la principale cause.

Le jeune empereur Charles, succédant à François-Joseph fin 1916, arriva dans un milieu de conseillers littéralement envoûtés par l'Allemagne et exacerbant leur passion prussophile à mesure que la guerre semblait tourner mal pour eux. D'autre part, il est hors de doute que le jeune souverain avait la vision claire du parti Kossuth : *los von Deutschland*. Charles avait pu se rendre compte que le *Mitteleurope* de Naumann avait éveillé en Allemagne les plus formidables appétits et que toute l'officialité germanique avait repris, par l'incidence de cette publication, les théories pangermaniques exposées en 1911 par Richard Otto Tannenberg dans son *Grossdeutschland*. Il avait compris à son tour, qu'en cas de défaite, la Monarchie tomberait

en ses morceaux constitutifs de même qu'en cas de victoire, elle disparaîtrait dans le gésier de l'aigle prussienne, de sorte qu'une paix séparée suivie d'une alliance avec la France lui semblait le seul moyen de sauvegarde. Il écrivit à Czernin, à ce moment son ministre des Affaires étrangères, en même temps un des plus plats valets de Berlin : « Je pense que pour sortir de cette épouvantable situation, il nous faut une paix sans annexions, et le rétablissement de l'équilibre par une alliance avec la France. » Un membre du parti Kossuth en qui Charles paraît avoir eu une grande confiance, lui conseilla d'abdiquer en faveur de son fils Othon s'il voulait sauver la dynastie, mais ce conseil fut contrecarré par des augures qui, dans leur amour obstiné pour l'Allemagne, voyaient tout de travers. Ici le rôle d'Andrássy fut encore néfaste. Ce politicien germanophile par héritage paternel et par piété filiale, a toujours cherché à justifier par une intransigeante idolâtrie à l'égard de Berlin, le fait que son papa n'avait fondé l'alliance austro-allemande qu'aveuglé par les avantages personnels que Bismarck lui en avait offerts.

On peut du reste se figurer les haines que suscitait la francophilie de cette jeune et imprévoyante Majesté dans la cage à perroquets des anciens conseillers intimes de François-Joseph qui étaient venus prendre auprès d'Elle la succession de leur charge. Il en fut parmi ces Excellences qui songèrent sérieusement à l'envoyer dans un monde meilleur ! ! !

Le voyage que Charles, accompagné de l'impératrice Zita fit à Hambourg vers l'époque où il négociait avec la France par le canal du prince Sixte de Bourbon peut passer pour une tentative de ramener l'Allemagne à des notions moins subjectives de la situation. Il y vit Guillaume II, le chancelier Bethmann-Hollweg, et Hin-

denbourg. Il ne vit pas que cet aéropage le considérait un peu comme un souverain mineur, mais il comprit très bien que le véritable dictateur de l'Allemagne était Ludendorff, et que même Guillaume n'affectait ses grands airs d'*Imperator et Rex* que pour cacher leur vide. Ludendorff, dont les appétits s'étaient augmentés en proportion de ses déceptions, avait fini par tout vouloir manger, et la Belgique, et l'Alsace-Lorraine avec tout le Nord de la France, et l'Autriche avec les Balkans. Charles revint désespérant de l'Allemagne juste pour se faire trahir par Czernin. La France n'a-t-elle pas eu, n'a-t-elle pas pu ou n'a-t-elle pas voulu profiter des bonnes et sincères dispositions de Charles, il faut lire pour le savoir : *Offre de paix séparée de l'Autriche* par le prince Sixte de Bourbon (Paris, Plon, 1929) (1) ; quant à la sincérité des dispositions pacifiques de ce malheureux souverain, je renvoie le lecteur à l'œuvre du commandant Werkmann, son secrétaire particulier : *Deutschland als Verbündeter.* Je ne puis entrer ici dans les polémiques encore en cours.

Les derniers jours du régime Tisza.

Charles songea avant tout à se débarrasser du comte Tisza, trop puissant personnage, soudé à l'Allemagne, par voie d'héritage paternel.

Les Tisza, père et fils, le père à la tête de la Hongrie depuis 1875; le fils, à de courts intervalles près, depuis 1900, sont, en effet, les inspirateurs de toute la politique des hobereaux magyars s'accrochant à l'Allemagne dans l'unique but de perpétuer leur régime,

---

(1) Et *L'Empereur Charles de Habsbourg*, par le comte Arthur Polzer-Hoditz, Paris, Grasset, 1934, dont une excellente analyse a paru dans *L'Illustration* du 1er juin 1934.

s'il le fallait au prix d'une conflagration européenne. Soulignons que leur jeu continue, à la différence près que, pour être sûrs du succès, ils se sont adjoint Rome à Berlin.

L'histoire de la démission de Tisza mérite qu'on s'y arrête un instant.

Les fragments des *Mémoires* du comte Andrássy, publiés par sa veuve dans le *Pesti Hirlap* des 6, 13 et 20 mars 1932, nous donnent un tableau saisissant des difficultés que rencontra Charles pour se défaire de ce chef des autocrates magyars au milieu d'une guerre que, dit-on, il n'avait jamais voulue.

Vers le mois de février 1917 — donc à peine deux mois après son avènement au trône — écrit Madame Andrássy, mon mari fut informé que le roi Charles songeait sérieusement à « démissionner » le comte Tisza, en mettant l'archiduc Joseph à la tête d'un ministère hongrois, de concentration nationale. L'opposition kossuthiste consentit avec joie, mais Tisza sut parer le coup en menaçant l'archiduc des foudres de l'impopularité s'il se prêtait à la combinaison, et l'archiduc prit peur.

Tisza qui, on le sait, avait déjà réussi à supplanter le prince dans l'acte du sacre royal en posant la couronne sur la tête du jeune roi, bien que le pape eut invité Charles à ne pas se laisser couronner par un calviniste, ce que Tisza avait su déjouer en faisant donner au Saint Père par le Primat de Hongrie, sa créature, des renseignements faux sur sa véritable religion, était d'une astuce et d'une fourberie fort à craindre. Charles dut réserver la partie, mais revint à la charge quelques semaines plus tard. « Décidément, dit-il à Andrássy, Tisza devient intolérable, il maltraite l'opposition et finira par nous créer des troubles inté-

rieurs par la brutalité de ses procédés : il s'oppose à la moindre réforme d'apaisement et même à la formation d'une armée nationalement hongroise, vœu du pays tout entier. »

Hélas, une fois de plus, Tisza l'emporta. Devant sa menace de passer à l'opposition avec tout son parti, si on lui retirait ses pouvoirs, Charles céda encore. Cependant, l'archiduc Joseph qui s'était resaisi depuis, venait d'écrire au souverain : « Qu'il doutait fort que la majorité suivit Tisza dans l'opposition, attendu que tous ses membres devaient leurs mandats au pouvoir et non pas leur pouvoir à leurs mandats, mais, ajouta-t-il, il ne faudrait pas les consulter avant que Tisza ne fût relevé. »

Andrássy aussi écrivit à Charles : « Que la Chambre hongroise en ce moment ne légiférait plus qu'en vertu de pouvoirs périmés (les dernières élections générales remontaient à 1910 et le renouvellement de la Chambre aurait dû se faire en été 1914, quand la guerre éclata), prolongés par décret et qu'elle offrait le spectacle effarant d'une société de quelques centaines d'individus, clients d'un chef omnipotent, gouvernant sans contrôle, sans responsabilité, et sans mandat régulier, contre la volonté de son souverain et du pays qui le détestaient. »

Des semaines s'écoulèrent encore. Tisza était manifestement en disgrâce et s'en moquait; rien ne se fit, Czernin le protégeait par mandat de Berlin. Subitement, le 8 mars 1917, le couple royal se trouvant à Budapest, Andrássy fut appelé auprès du souverain pour six heures et demie du matin. On parla d'abord des nécessités militaires. « Le désarmement général serait l'idéal, mais hélas, ajouta-t-il, cela ne servirait aux Etats qu'à se tromper les uns les autres. » On re-

vint sur la question Tisza. Charles informa Andrássy qu'il avait de nouveau sondé le terrible homme, et dit textuellement : « Tisza, der sehr aufgeregt war über die Sache... m'a opposé toutes sortes de raisons, disant que l'archiduc Joseph qu'on voulut mettre à sa place n'était pas *ein politischer Kopf* et que si la chose devait se produire, il passerait à l'opposition avec armes et bagages. J'ai dû par conséquent remettre à plus tard mon projet... nous ne saurions certes sacrifier les intérêts du pays à ceux d'un parti. *Ich bin nicht nur aus Gefühl ein guter Ungar, sondern auch aus Uberzeugung* ».

Encore une fois Charles avait reculé devant Tisza. Il exigea cependant que la Hongrie obtînt le suffrage universel à vote secret, seul moyen croyait-il de calmer les masses, notamment les allogènes, déjà menaçants. Tisza s'y opposa et sabota le projet dont Charles avait conçu les bases, et ce fut la perte du grand homme qui se prit ainsi à son propre piège. Le 20 mai, Andrássy se trouvant à Vienne, Charles le fit venir. La rupture entre lui et Tisza était dès lors inévitable. Le jeune empereur avait compris que Tisza menait la monarchie à sa perte. L'archiduc Joseph est rappelé du front.

Le lundi, 21 mai 1917, Tisza se rend à Vienne pour soumettre son projet au souverain qui, le trouvant insuffisant, réserve sa décision. Même, en face de l'agitation devenue inquiétante des masses allogènes, ce chef des hobereaux, comme toujours, craignant pour la suprématie de sa caste, ne put encore se résoudre à accorder au peuple la moindre concession démocratique. Tisza, le soir même revient à Budapest, convoque le Conseil des Ministres, amende son projet de quelques concessions purement symboliques, mais, en même temps, fait signer leur démission à tous ses collègues,

démission qui restera secrète et sera rapportée si Charles accepte les nouvelles stipulations. Mardi 22 au soir, Tisza demande une nouvelle audience. On lui téléphone de monter dans le train impérial à quinze heures quinze à son passage à Budapest, Sa Majesté se rendant à Gyöngyös visiter les sinistrés du grand incendie. Tisza joignit le souverain, mais eut aussstôt l'impression que son rôle était fini. Ses concessions démocratiques furent jugées insuffisantes, et il ne resta au dictateur que de donner sa démission. Il fut fort étonné en arrivant le soir à Budapest d'apprendre que les journaux en avaient publié la nouvelle dès seize heures, moment où elle n'était même pas encore donnée. Ce soir-là la Hongrie couvrit de fleur son jeune roi, et les rues de Budapest étaient en fête, malgré la guerre.

Et c'est ainsi que quitta la scène politique, l'homme qui fut, comment dirai-je ?... le « Pressard » de l'assassinat de Sarajévo, cause de la grande guerre. Quinze mois après, il fut assassiné lui-même, juste retour des choses.

L'autocratie magyare célèbre sa mémoire comme celle d'un saint — chaque tribu a ses idoles, et à chaque saint sa chandelle.

Les prodromes de la Révolution.

Après la démission de Tisza, une crise de deux semaines pendant laquelle les influences les plus diverses se combattirent autour de Charles, et auxquelles le ressentiment de Tisza, d'avoir été congédié comme jadis Bismarck par Guillaume II, ne fut pas étranger, aboutit à un ministère comte Maurice Esterházy qui dura deux mois, suivit un cabinet Wekerle, troisième du nom qui,

renové fin janvier 1918, conserva le pouvoir ou ce qu'on pouvait appeler de ce nom, jusqu'à ce que, à mi-octobre, il fut balayé par les événements.

A partir de janvier 1918, l'on peut suivre jour par jour et degré par degré, le glissement vers la catastrophe : il y a vingt fois plus de cambriolages à Budapest qu'en temps normal, et dont la plupart ont pour auteurs des déserteurs du front. Les gares, les magasins publics, sont les lieux où ils opèrent de préférence. La misère générale et la faim sont à la base de tous ces crimes. L'autorité, faute de prison, relâche les criminels, et ils recommencent. L'enfance fournit son contingent à cette armée du vol. Le père est mobilisé, la femme travaille aux munitions, et les enfants lisent Nick Carter. Les vieux chevaux de retour de la cambriole se font les moniteurs de cette jeunesse.

Le *Magyarország* du 6 avril 1918 écrivait : « Un effroyable déluge de crimes déferle sur la Hongrie. Les vols à main armée, les assassinats, les drames de famille, les jeux clandestins, l'usure, le faux, les abus, les plus monstrueux des riches à l'égard des pauvres et des faibles, les suicides tragiques, les femmes se vendant à qui les paye, les vengeances sanglantes sont venues enrichir la criminalité militaire et enfantile. C'est avec exaspération que nous constatons cette déchéance. »

Le 27 du même mois, le même journal écrit : « Ces mœurs ont rejailli sur le Parlement. Jamais encore cette assemblée n'avait atteint pareil degré de dépravation... Le corps législatif où devraient converger toutes les forces morales que contient encore la nation... n'est plus qu'une horde amorphe, incapable d'élan, de décision créatrice... le pays saigne de mille blessures et son Parlement ne représente qu'une pourriture... végète

comme un corps agonisant... se trompe sur sa propre agonie... n'a plus de force, plus de raisons d'être... n'est plus pour le pays qu'une charge, un poids mort, dont toute la fonction consiste à se cramponner à sa misérable existence... n'a plus d'autres idées que sa vanité, ses intérêts privés, ses haines et ses rancunes personnelles, l'égoïsme des groupes, les rivalités féroces pour la possession du pouvoir, le marchandage des places, la souplesse de l'échine. Voilà l'image du Parlement hongrois; la pomme est mûre pour la chute, et si elle ne tombe pas toute seule, on l'abattra. »

Voilà pour l'intérieur; voyons ce qui se passait sur les fronts de guerre. Les journaux du temps n'ayant rien pu dire, ayons recours à ce qui s'est révélé depuis. Le comte Batthyány, dans ses *Mémoires* dit (I, p. 212) : « Sur les fronts austro-italiens, dès mars 1918, les soldats étaient en haillons et gelaient. Les épidémies causées par la famine, décimaient la troupe, l'agitation bolchéviste empoisonnait les esprits. Sur les fronts hongrois (sud et sud-ouest) c'était la débandade. Dans les grandes villes, notamment à Budapest, on comptait les déserteurs par dizaines de mille. Armés et pourvus de munitions enlevées aux tranchées, ils se livraient par bandes organisées au brigandage à main armée. Les troupes de renfort qu'on envoyait au front quittaient les trains en cours de route par milliers. »

L'archiduc Joseph écrit du front hongro-italien en date du 9 mars 1918 : « Le bétail qu'on amène pour le ravitaillement, arrive à pied, exténué, pour mourir de faim avant d'être abattu. Le soldat ne reçoit plus que cinquante à soixante grammes de viande par jour y compris les os, des légumes secs dits *Dörrgemüse*, vers compris — mais l'intendance déclare que ces vers ne sont pas nuisibles à la santé — et un petit pain géné-

ralement pourri sur les rebords. Aussi, les hommes sont-ils passés à l'état squelettique. » Le prince Louis Windischgraetz, envoyé en mission d'études sur le front, fait à son retour à la Chambre, réunie en comité secret, un tableau effrayant de la situation militaire. Ce fut apparemment son récit qui servit au *Pesti Hirlap* pour son sensationnel article *La Révolution triomphante,* dont tout Budapest, alors, eut la chair de poule.

Et tout le monde savait déjà qu'on ne se battait plus, qu'on ne supportait plus ces privations que pour que au jour de la victoire, quelques magnats hongrois puissent confortablement brouter sur les marches du trône des Hohenzollern, pour que Budapest devint une sous-préfecture de Berlin, pour que les Hongrois apprissent le pas de parade, sous le casque à pointe. Cela ne suffisait pas, certes, pour mettre l'héroïsme dans les cœurs, et forcément l'opposition kossuthiste, préchant depuis la conclusion de l'alliance avec Berlin, qu'une guerre aux côtés de l'Allemagne, qu'elle fût victorieuse ou non, serait le tombeau de la Hongrie comme de la monarchie toute entière, vint se révéler à l'opinion, comme ayant seule vu juste.

C'était donc ou la paix immédiate, séparée ou non, ou la révolution d'un peuple qui se voit trompé, abusé par des chefs incapables, imbéciles, aveugles ou canailles.

Le traître national, comte Michel Karolyi, sa Révolution et sa République.

A entendre un Magyar bien pensant, vous apprendrez que le comte Michel Károlyi est responsable de tous les

malheurs de la patrie. C'est lui qui vendit la Hongrie aux Alliés de la grande et de la petite Entente d'abord, puis aux bolchevistes de Béla Kun. Sans lui et ses complaisances, Trianon eût été meilleur pour le pays, et les voisins se fussent moins généreusement servis. Enfin, les sept péchés d'Israël ne sont que pécadilles à côté des crimes dont le charge ses adversaires.

A tout péché miséricorde, Károlyi, poussé beaucoup plus par leurs propres fautes que par son génie, est l'homme qui, depuis Louis Kossuth, a dérangé les calculs des autocrates magyars, pour qui la patrie est une table de maître bien garnie.

Comme en vertu de l'article 75 du traité de Trianon, les crimes politiques commis pendant la guerre ne sauraient tomber sous le coup de la loi, il a fallu, pour punir Károlyi d'avoir fait une République hongroise, *horribile dictu*, inventer une série de chefs d'accusation de droit commun, dont le plus important et le plus vrai est d'avoir pris la fuite devant les hordes de la Terreur blanche. « Si l'on m'accusait, disait Alexandre Dumas, d'avoir volé les tours de Notre-Dame, je mettrais la frontière entre moi et les accusateurs... » Le journal *Az Est* qui poursuivait en son temps Károlyi d'une haine aussi farouche que certainement désintéressée, publiait dans son numéro du 25 octobre 1919 une liste de crimes pendables dont l'accusait une société qui lui en veut, liste que je n'ai pas à reproduire ici. Pour suppléer à l'invraisemblable niaiserie de ces accusations, le journal annonce que l'instruction en a été confiée à la plus haute personnalité judiciaire du pays, ce qui, en matière politique, surtout en Hongrie, est toujours dangereux pour l'accusé. Il s'agissait naturellement, avant tout, de confisquer sa fortune. Károlyi étant réfugié en France, j'ignore et je veux

ignorer si la diplomatie française a défendu cette cause internationale avec son zèle coutumier, mais la fortune a été bel et bien confisquée.

Je reprends mon récit. Le 12 février 1918, le Président Wilson prononça son grand discours dans lequel il exposa les conditions préliminaires d'une éventuelle entente entre les belligérants. Charles répondit personnellement dans un long mémoire, dont le docteur Gratz, à la Chambre hongroise nous fit connaître le sens, au début du mois de mai 1921, et dont, ensuite, la *Montagszeitung* de Wien, publia le texte complet en date du 7 mai, même année. Ce document trop long pour être reproduit ici, se termine par cette conclusion : « Je crois donc pouvoir affirmer, après ce qui précède qu'entre les conditions posées par M. le Président des Etats-Unis d'Amérique et ma manière de voir, il existe un degré d'harmonie suffisant pour permettre, des conversations dont on puisse espérer quelque résultat, et qu'une telle conversation pourrait amener le rapprochement des peuples de cette paix qu'ils désirent tant. »

Encore une fois, comme en 1917, les efforts du pauvre Charles échouèrent. Ses bonnes et saines dispositions se brisèrent contre l'incurable prussophilie de son ministre des Affaires étrangères, comte Czernin et de ses ministres hongrois, Wekerlé, Szurmay, Szterényi, Vázsonyi, Jean Tóth, prince Louis Windischgraetz, sans oublier le général baron Arz, d'origine allemande, chef du grand état-major de l'armée.

Les propositions Wilson avaient été la dernière main tendue à la Monarchie, le jeune empereur le sentait, le savait, les chefs de l'opposition hongroise de même. Les vieux augures de la politique de François-Joseph

n'avaient encore rien compris. Et, ce sont eux les responsables des malheurs de leur pays, eux seuls qui au début de 1918 se laissaient encore, disons le mot, « dindonner » par les communiqués allemands et les rodomontades de Guillaume II et de Ludendorff, alors que tout était perdu pour quiconque réfléchissait sans parti pris.

Le 4 octobre 1918, le baron Burián, qui a succédé à Czernin, fut chargé de faire des offres de paix à Wilson, lequel fit répondre par Lansing : « Trop tard, la situation n'est plus la même qu'en janvier dernier. »

Vers la mi-octobre, Charles semble avoir perdu la tête. Le 16 octobre, il lance son ordre du jour à l'armée autorisant les militaires, chacun pour sa race, à aller collaborer à la création de la Confédération des peuples d'Autriche, puis il autorise la constitution de conseils de soldats. Wekerlé démissionne. Les 24, 25 et 26 octobre se tient à Gödöllö, où séjourne le souverain, une « foire aux portefeuilles » dont même en France où ce spectacle est suffisamment écœurant, l'on ne peut se faire une idée. Charles pliait littéralement sous la poussée des visiteurs qui, pour sauver la patrie, voulaient être ministres. Toute la vieille garde de Tisza était là. Voyant que le programme de l'opposition kossuthiste était seul encore possible, elle s'agita fiévreusement pour être chargée de l'exécuter, et bien entendu, pour le saboter à son bénéfice. L'opinion comprenant le danger criait cependant, pour en finir avec leur régime, « vive Karolyi ».

Le 16 octobre, le *Conseil National* yougo-slave siégeant à Zagreb, avait proclamé l'émancipation de la Croatie de la tutelle hongroise et l'union des Slaves du sud sous l'égide de la Serbie. Le 25, à Gödöllö, Charles autorisa le général Snjarics, commandant en Croatie,

de passer à la Serbie avec toutes les forces armées sous ses ordres, y compris la flotte austro-hongroise de guerre.

En date du 28 octobre, le comte Andrássy qui venait de succéder à Burián comme ministre des Affaires étrangères, répondant à la lettre Wilson du 18 octobre, lui adressa cette note : le gouvernement de S. M. adhère à tous les désirs de M. le Président des Etats-Unis d'Amérique y compris à ceux concernant les droits à l'émancipation nationale des Tchécoslovaques et des Yougoslaves, de sorte que rien ne saurait plus s'opposer à la négociation d'un armistice et de la paix... Il est donc bien vain d'imputer à Károlyi le morcellement de la patrie. Ces peuples ont bel et bien reçu leur liberté de la volonté et du consentement du souverain, sous la responsabilité de ses ministres. Du reste, un récrit impérial et royal, édicté en bonne et due forme, daté du 30 octobre ajoutait textuellement : « *la monarchie austro-hongroise appartient au passé* ».

La Hongrie aussi eut son *Conseil National* constitué vers la mi-octobre par l'union des gauches parlementaires. La suppression de toutes les entraves à la liberté, de tous les privilèges de caste et de rang, paraissant être la volonté de toute la nation, son rôle était de guider l'opinion et de canaliser les tentatives de désordre. Son malheur fut de n'avoir pas de pouvoirs réguliers, de n'être qu'une institution morale.

L'abbé Hock, aujourd'hui condamné à la prison pour avoir offensé, dans un journal de Vienne, le régime qui s'identifie prétentieusement avec la Hongrie, en fut le président et toute l'élite magyare, celle qui crie en ce moment haro à cette institution, tel le comte Bethlen lui-même y adhéra avec enthousiasme. Il est donc vain de la représenter comme un nid bolchevi-

sant. Les listes de ses membres existent et peuvent être publiées.

En retournant à Vienne, fin octobre, Charles avait embarqué Károlyi dans son train, visiblement pour le consulter et le charger de la constitution d'un cabinet. Quels furent là encore les conseillers qui lui suggérèrent de l'oublier pendant le parcours et de le laisser se morfondre ensuite à Vienne à l'hôtel Bristol sans le voir. La chose fut interprétée, par la rue à Budapest, comme une tentative de séquestrer l'homme du jour et de le soustraire à sa mission de sauver le peuple. Maladresse insigne. Charles nomma l'archiduc Joseph *homo regius* comme on dit en Hongrie, en lui confiant la mission de dénouer la crise. Joseph, en arrivant à Budapets dut sortir de la gare par une porte dérobée pour ne pas être écharpé par la foule. Il essaya de constituer un cabinet comte Jean Hadik, ni chair, ni poisson, mort-né du reste, après quoi il fallait, sous la pression violente des masses recourir à Károlyi, d'autant plus que selon l'ordre formel du souverain portant *es darf kein Blut mehr fliessen*, aucune répression par les armes ne devait se faire.

Malgré le conseil de ses amis, Károlyi, probablement enivré de cette popularité, commit la maladresse d'accepter. Ignorait-il qu'une révolution à laquelle il est laissé libre cours, ne peut se terminer qu'à la plus extrême gauche, et que celui qui cherche à l'arrêter par de beaux discours, non seulement est impitoyablement balayé, mais encore payera pour le régime qui aura provoquée la subversion ? Le comte Batthyány qui, par son esprit pondéré, eût pu servir de frein dans cette course à l'abîme, sur un ordre téléphonique du souverain et malgré ses graves appréhensions, dut accepter le portefeuille de l'Intérieur dans cette galère qu'il quitta du reste au bout de six semaines, quand il

fut clair qu'elle allait se briser contre l'écueil rouge de Béla Kun. D'autres membres de ce cabinet la quittèrent pour des raisons analogues, de sorte qu'il ne restait que les éléments d'extrême gauche et de désordre.

L'on peut reprocher à Károlyi ses erreurs d'optique, son inexpérience et sa naïveté presque enfantine, en grande partie cause de la catastrophe. Ainsi il était persuadé qu'il fallait se bien tenir avec les communistes, étant donné que le bolchevisme se communiquerait bientôt aux pays de l'Œntente, de sorte qu'il était prudent d'être bolcheviste soi-même pour obtenir les meilleures conditions de paix... Mais on ne saurait l'accuser de trahison. Le caractère dilletantesque de ce grand seigneur, subitement converti vers l'âge mûr, à un amour exagéré des masses, peut-être uniquement pour se distinguer et faire parler de soi, m'a toujours paru un paradoxe.

Le ministère Károlyi prêta serment entre les mains de l'archiduc Joseph le 31 octobre 1918 — le jour de l'assassinat de Tisza — et dès lors se trouva devant deux problèmes bien difficiles à résoudre : d'abord celui de l'abdication inévitable du roi qui, mal conseillé, mal entouré, prisonnier désespéré de l'Allemagne et de la révolution, avait tout lâché, donc devant le choix d'une nouvelle forme de gouvernement, et ensuite, devant la question de la défaite des armées, c'est-à-dire de l'armistice et d'une paix déplorable qui en sortirait.

Le passage de la monarchie à la république fut une conséquence très naturelle de la situation, et ceux qui font à Károlyi le reproche d'avoir opéré ce changement, ne font qu'accuser par là le dépit qu'ils éprouvent d'avoir vu s'imposer une forme de gouvernement contraire à leurs tendances autocratiques.

Il avait existé avant la guerre, sous les auspices d'un

député M. Georges Nagy, un petit parti républicain que Tisza avait fait disparaître en faisant voter une loi contre toute menée républicaine. Il va sans dire que ce parti, sous la pression des événements, s'était reformé et considérablement élargi. De plus, de hautes compétences hongroises en matière de droit public, nommément les professeurs de l'Université, Alfred Doleschal, Király, Kmetty, Kenéz, Pikler, avaient prévenu le comte Károlyi que la dynastie des Habsbourg était de fait et automatiquement déchue de ses droits au trône de Hongrie, et ce, pour sept raisons différentes, dont la plus importante consistait à *avoir abandonné des territoires de la sainte couronne stéphanoise.*

Le jour même de la communication des Universitaires, le 13 novembre 1918, le margrave Palavicini, beau-frère de Károlyi, donc gendre aussi du ministre des Affaires étrangères de l'empereur-roi, comte Andrássy, publiait dans le journal *Az Est* une déclaration exigeant la proclamation de la république et de la déchéance du trône de la dynastie. Le margrave Georges Palavicini, dont nous ferons connaissance tout à l'heure dans l'affaire du vol des millions de la Bankgasse de Vienne, est aujourd'hui l'un des plus ardents champions de la restauration de l'archiduc Othon sur le trône des Habsbourg.

Dès le premier jour de novembre, Charles avait déclaré par écrit à ses peuples d'Autriche qu'il se soumettrait à leur volonté et qu'il s'éloignerait du trône s'ils le demandaient. Le même jour, et sur la demande de Károly, Charles avait relevé de leur serment de fidélité, à lui prêté la veille, tous les ministres hongrois qui, dès lors, reconnaissaient comme souverain le *Conseil National* dont ils étaient une émanation. Une députation hongroise fut envoyée auprès du souverain à

Eckarts-Au pour lui faire signer son abdication de la couronne hongroise laquelle est datée du 13 novembre; entre temps, le Parlement hongrois, Chambre des Magnats autant que celle des Députés, s'étaient prorogés de leur propre autorité en prévision d'une nouvelle consultation nationale. Tous les grands seigneurs étaient devenus républicains. En un tournemain, il n'y avait plus de légitimistes en Hongrie. Où donc étaient-ils, lorsque le 16 novembre, sous la coupole centrale du palais du Parlement, le Conseil National proclama la IIe République hongroise, provisoirement et en attendant que la nation eût décidé de la forme définitive du gouvernement ? (1).

Où étaient-ils ces censeurs, aujourd'hui si sévères, lorsque le jour de l'auto-prorogation des Chambres le baron Wlassics, du haut du fauteuil présidentiel de la Chambre des Magnats, et Charles Szász, du haut du fauteuil présidentiel des Députés, invitèrent les parlementaires à participer à la proclamation de la République provisoire ? Et en quoi cet acte diffère-t-il de la question posée relativement à une constitution provisoire, le 29 octobre aux Conseils des soldats sous la responsabilité encore du ministère Wekerle et du comte Andrássy, ministre des Affaires étrangères ? En quoi diffère-t-il de cet acte signé en octobre 1919, entre le ministère Huszár et tous les partis politiques hongrois, sous les auspices de Sir Georges Clark, représentant de l'Entente, et portant que la forme définitive du gouver-

(1) La première République hongroise fut proclamée par Kossuth le 14 avril 1849 dans le grand Temple réformé de Debreczen, à peu près dans la même forme. Proclamation de la déchéance de la dynastie et forme du gouvernement à décider ultérieurement par une consultation nationale dont on espérait que sortirait une république définitive. La défaite de la révolution de Louis Kossuth balaya ces projets.

nement en Hongrie dépendra d'une consultation nationale ?

Messieurs les légitimistes adhérèrent aussi à ce qu'on consultât les Conseils de soldats au sujet de la question de savoir si la Hongrie serait républicaine ou royale, et quand, mi-octobre 1918, le comte Batthyány avait conseillé à Charles d'abdiquer tout de suite en faveur de son fils Othon, ce qui, par le moyen d'une régencl libérale, gouvernant en son nom, aurait sauvé la dynastie et peut-être encore bien autre chose, on les avaient vus s'y opposer de toutes leurs forces de même qu'ils s'étaient opposés aux propositions de paix séparée faites à la France par le canal du prince Sixte de Bourbon, quelques mois avant. (1).

Esaü s'illustra jadis en enseignant aux âmes simples qu'un plat de lentilles présent vaut mieux qu'un droit d'aînesse lointain...

La question de savoir s'il fallait continuer la guerre en tâchant de résister à l'armée de Franchet d'Espéray, remontant des Balkans vers le Danube, ou demander un armistice conformément à la lettre que Charles avait fait écrire à Wilson par le comte Andrássy, en date du 28 octobre 1918, fournit aujourd'hui un autre sujet de récriminations aux adversaires de la gestion du comte Károlyi.

---

(1) Le comte Batthyàny dans ses *Mémoires* (1, p. 282) donne une description pathétique de cette intervention au cours de laquelle l'archiduc Joseph téléphonant au nom de Batthyàny et en sa présence dans ce sens au souverain à Schönbrunn, se vit assez vertement retoqué par le comte Andrassy qui s'était emparé de l'appareil et répondit en lieu et place de l'empereur. Batthyàny parlant ensuite lui-même, Andràssy, d'un ton courroucé, lui répondit que le trône ne saurait être mis en question et que par conséquent l'éventualité d'une abdication ne saurait en aucun cas se produire. Et c'est ainsi que ces messieurs voyaient la situation à travers les fumées répandues par l'invincible Allemagne.

Nous avons vu quelle était la situation de l'armée austro-hongroise dès octobre 1918. Certes, il est des mémorialistes militaires autrichiens et hongrois qui ont soutenu dans leurs écrits qu'il eût été possible de continuer la guerre, mais ce sont auteurs qui prèchent *pro domo*. La vérité est qu'on ne disposait plus sur les fronts que d'un petit noyau de troupes sûres, mais exténuées et que l'armée de Franchet d'Espérey, bien nourrie, bien équipée, renforcée de nombreux corps serbes eût balayé comme vent qui chasse le sable.

Ainsi, le général Köves, commandant en chef de l'armée austro-hongroise, écrit dans son rapport Hgk-Op-Geh-73, du 4 novembre 1918 et se rapportant à la situation sur le front sud, du 2 novembre : « L'on ne dispose plus que d'un corps d'armée et d'une division et demie d'infanterie, en tout 10.000 fusils. La ligne de la Save pourra-t-elle tenir, cela dépend des Serbes, car il ne faut pas songer à une résistance sérieuse. La troupe est exténuée et considérablement affaiblie par la défection et le départ des Croates... » (1)

Il fallait donc s'arrêter à l'alternative de l'armistice. « J'y consentis, dit le comte Batthyány, ministre de l'Intérieur dans le nouveau cabinet Károlyi (*Mémoires*, II p. 15) et j'en prends ma part de responsabilité, à condition que ceux qui avaient suivi cette politique d'imbéciles en se faisant mener par le bout du nez, par l'Allemagne, à sacrifier leur pays à des intérêts étrangers, prennent les leurs... »

Donc, étant donné que l'armée désorganisée par la

(1) Je note ici, afin d'illustrer l'extrême bonne foi avec laquelle messieurs les autocrates magyars manient la vérité historique que 2 ans après, le même général Köves, se déjugeant lui-même, soutenait dans les journaux de Budapest que fin octobre 1918 les armées sous ses ordres se trouvaient dans les meilleures conditions pour continuer la lutte.

faim, par les conseils de soldats, par l'ordre de l'empereur-roi aux soldats de ne plus lutter que pour leur nationalité, par la propagande bolcheviste et la défection des Serbo-Croates, ne tenait plus, d'autant moins que Charles, depuis le 1ᵉʳ novembre, ne s'occupait pour ainsi dire plus des affaires de l'Etat, et que, d'autre part, l'état déplorable du front austro-italien semblait seul encore intéresser le haut commandement, il était indispensable que Károlyi procédât à l'arrêt des hostilités par la conclusion d'un armistice. A une question adressée à Franchet d'Espérey, pour savoir avec qui il fallait valablement traiter, le généralissime avait répondu qu'avec lui seul. Et, ainsi fut fait.

Les hautes compétences qui furent cause des malheurs de la Hongrie ont auguré *post festa* que l'armistice conclu à Belgrade le 13 novembre 1918, constituait un acte de haute trahison. On est excessivement généreux en Hongrie du qualificatif de traître à la patrie, et les traîtres courrent ainsi les rues. Le maréchal Franchet d'Esperey a fait justice lui-même de ces insanités méchantes en déclarant que les troupes hongroises débandées qui couvraient le front sud-hongrois eussent été culbutées en un seul jour en cas de résistance et qu'il avait ménagé les Hongrois, et même leur avait promis de respecter provisoirement l'intégrité de leur territoire national, dans l'intention de se réserver un passage à travers la Hongrie vers Berlin pour le cas où il eût fallu continuer les hostilités contre l'Allemagne qui hésitait encore à mettre bas les armes (1).

(1) Je ne puis reproduire ici, *in extenso*, faute de place, les déclarations faites à Paris par le Maréchal lui-même à l'historien hongrois Géza Supka, en octobre 1924 à ce sujet et qui couvrent en tous points les déclarations de son aide de camp, colonel Azan, auteur d'un article dans le même sens, paru dans *L'Illustration* du 5 nov. 1921, sous le titre : *L'Armistice avec la Hongrie.*

Or, si la Hongrie de Károlyi n'a pu tenir compte de ces conditions favorables, c'est que le Grand Conseil de Paris lui imposa ultérieurement les clauses de l'armistice négocié par le général Diaz à Padoue d'abord, à Prague ensuite, lequel primitivement ne devait s'appliquer qu'à la partie autrichienne de la double monarchie, mais dont l'article 4 porte la faculté pour l'Entente d'occuper, pour des raisons militaires, certaines parties de la Hongrie septentrionale. Károlyi devait s'incliner, à plus forte raison que — rappelons-le — dans la lettre d'Andrássy à Wilson du 28 octobre, le droit de formuler eux-mêmes leurs revendications territoriales étaient reconnues aux Tchécoslovaques comme aux Yougoslaves.

Dans une lettre personnelle adressée au comte Batthyány en date du 5 janvier 1922, le colonel Paul Azan, du 6e régiment des fusiliers d'Alger et qui fut un des principaux aides de camp du maréchal Franchet d'Esperey, il est dit *in fine :* « Aucun autre gouvernement « hongrois que celui avec le quel le général a traité « n'eût pu obtenir de lui de meilleures conditions d'ar- « mistice »

La responsabilité de Károlyi est certainement bien plus engagée relativement à l'introduction en Hongrie du bolchevisme, qu'elle ne l'est pour ce qui la regarde la république et la conclusion de l'armistice. Ici, rien ne saurait excuser sa myopie politique et son néophytisme marxiste un peu enfantin. Son mauvais génie fut Sigismond Kúnfi, ministre de la prévoyance sociale et du travail, meneur socialiste extrémiste juif. Peut-être a-t-il compris aujourd'hui que le socialisme et ses succédanés, adjuvants ou similaires ne font la guerre au capital que pour le posséder à leur tour, mais qu'au lieu de l'acquérir par le labeur et avec le temps, ils

prétendent en prendre possession rapidement en se servant pour cela des plus bas instincts des masses.

Ce fut vers la mi-novembre qu'arrivèrent à Budapest, libérés de captivité en Sibérie, Béla Kun et ses compagnons, Seidler, Nánássy et deux autres. Les plus âgés du groupe portaient l'uniforme des médecins majors de l'armée austro-hongroise, les autres étaient costumés en ordonnances d'officiers. La tenue militaire était devenue, parmi les agitateurs socialistes et bolchevistes en Hongrie, une manière de sauf conduit sous la protection duquel on était plus libre d'opérer. Kun disposait de beaucoup d'argent russe, probablement indirectement de provenance allemande. Protégé par une garde armée, il s'installa sans façon dans un immeuble de la rue Visegrad, à Budapest, dont il fit une forteresse et d'où il se livra aussitôt à une propagande communiste intense. Batthyány voulut le faire arrêter, mais ayant besoin pour cela du consentement de son Conseil des Ministres, s'y heurta à Kúnfi qui, dans l'intervalle, avait conclu avec Kun un accord selon lequel le gouvernement ne sévirait contre lui qu'en cas de propagande par le fait, accord dont Kun, bien entendu, ne tint aucun compte.

Batthyány suivi de Bartha, ministre de la guerre et de Lovaszy, instruction publique, quitta le ministère le 12 décembre et fut remplacé à l'Intérieur par le docteur Vincent Nagy. Dans les premiers jours de janvier 1919, Károlyi prit le titre de Président de la République au sens provisoire et alla s'installer dans les appartements du roi, au château de Bude. Son ministère prit comme Président le docteur Denis Berinkey, ministre de la justice, mais les affaires n'en allèrent que plus mal, en raison surtout de la lutte intestine entre les membres bourgeois et socialistes internatio-

nalistes du Cabinet. Finalement, les exigencs territoriales du Colonel Vyx, représentant de l'Entente mirent le comble à la brouille. Vers le 15 mars 1919, Kun Béla ouvertement protégé par Kúnfi n'ayant tenu ses engagements, Károlyi le fit arrêter, mais intervint aussitôt pour qu'il fut traité en prisonnier politique et non de droit commun. Le ministère Károlyi-Berinkey divisé sur de nouvelles injonctions du Colonel Vyx, tint, le 21 mars 1919 son dernier Conseil consacré à la démission de tous les ministres. Ce fut pendant cette séance même que fut proclamée, à Budapest, la République des commissaires dont Kun, libéré par Kúnfi, prit la tête.

On a été longtemps à ignorer les détails de ce coup d'Etat; quelques lumières y ont été apportées lors du procès des commissaires du peuple pendant l'été 1920 et où furent condamnés à mort les « camarades » Vantus, Haubrich, Désiré Bokányi, docteur Pierre Agoston, alors que Béla Kun avait réussi à s'enfuir.

Il ressort des dépositions de Berinkey et des déclarations de Garami que ce fut, en effet, Kúnfi qui, à l'insu du Conseil des Ministres, mais probablement du consentement personnel de Károlyi, avait fait sortir de prison Béla Kun et consorts quelques heures après que le Conseil des ouvriers eut proclamé la République des Commissaires du peuple. Il est très probable que Károlyi ait cherché ainsi à se venger des exigences territoriales de l'Entente. Il aurait même déclaré, lors d'une de ces séances orageuses de son Conseil des Ministres, que le sort de la Hongrie ne serait point réglé par les diplomates de l'Entente victorieuse, mais par l'Internationale socialiste. Une autre fois, dans un cercle plus restreint de ses ministres, il aurait dit : « L'Entente m'a abandonné. Mais je me vengerai, je

« vais lui f... un bolchevisme qui finira par réduire « toute l'Europe à la mendicité... » (*Pesti Hirlap,* 4 juin 1920, *Procès des Commissaires.*) Autre déclaration : « L'Entente fait de la Hongrie son champ « d'opérations de guerre contre l'armée soviétique « russe avançant sur la frontière roumaine... je ne « puis assurer le salut du pays qu'en remettant le « pouvoir entre les mains des prolétaires du peuple « hongrois. » ? ? ? (Je ne garantis pas l'authenticité de ces déclarations.)

Il est à remarquer qu'en novembre 1918, il y avait déjà antagonisme entre les socialistes et les communistes en Hongrie. En date du 29 janvier 1919, le Conseil des ouvriers vota l'exclusion des bolchevisants et une action énergique contre le communisme. Il semble bien encore ici que ce furent les manœuvres et opérations de Kúnfi et de ses amis qui provoquèrent la soudure.

M. Garami, socialiste raisonnable et national donnait dans le journal *Az Est* du 23 octobre 1919 comme suit la psychologie de la révolution károlyiste : « Cette « révolution est née avec un défaut naturel. Elle « aurait du être un mouvement protestataire de la « bourgeoisie contre la séculaire oligarchie des ma- « gnats et de la gentry, mouvement tendant à obtenir « par l'introduction du suffrage universel à vote se- « cret l'établissement d'un régime démocratique « excluant toute tyrannie de classe, et ce sont, au con- « traire, les masses ouvrières qui ont lutté dans ce « sens, par la simple raison qu'elles étaient organisées « et que la bourgeoisie ne l'était pas. L'influence de « celle-ci a été nulle. Elle a laissé faire et a courbé « la tête. C'est ainsi que les ouvriers ont fini par se « croire destinés à prendre le pouvoir, ce qui a de

« beaucoup facilité les succès du bolchevisme auquel
« la Russie servait des subsides énormes et des moyens
« d'action puissants. Et c'est ainsi que le communisme
« en Hongrie fut l'œuvre d'une infime minorité, d'une
« poignée d'homme résolus sachant ce qu'ils voulaient,
« sans avoir pour cela dans la nation ni fond ni
« racine. »

La lâcheté et le laisser faire de la bourgeoisie qui craint de se déranger pour se défendre, sont partout les mêmes. Toujours est-il que sans la tyrannie des Tisza et consorts ayant pesé sur le pays depuis le début du siècle, la réaction révolutionnaire eut été moins violente.

Que voulait Károlyi ? La fin des hostilités, la séparation de la Hongrie d'avec l'Autriche, une réforme agraire équitable, le suffrage universel à scrutin secret, c'est-à-dire une Hongrie indépendante, adaptée au système démocratique des pays de l'Entente. Sa grande erreur fut de ne pas convoquer immédiatement l'assemblée nationale, comme le lui conseillaient ses collègues kossuthistes, de suivre les conseils des extrémistes de son cabinet, et de ne pas créer une force armée de l'ordre. L'armée du parti ouvrier qu'il laissa organiser par le camarade Pogány, était une armée de faction, donc de désordre, et un danger pour la paix intérieure. Peut-être Károlyi ne se rendait-il pas bien compte de ce que représentent pour un pays européen les théories marxistes mises en pratique par des Asiatiques comme Lénine et Trotzky; peut-être se laissa-t-il aller, dans la colère, à jeter le manche après la cognée en voyant les exigences grandissant du Colonel Vyx; peut-être encore n'était-il vraiment pas à la hauteur de sa tâche ? en tout cas ce n'est pas Károlyi qui a introduit le bolchevisme en Hongrie.

Le premier qui eut l'idée de mettre en pratique cette diabolique insanité, fut, je crois, M. de Kánya, un Magyar, actuellement ministre des Affaires étrangères de Hongrie et qui, en 1916, Trotsky et Lénine étant réfugiés à Vienne, les styla en l'art de répandre le communisme en Russie comme machine de guerre à détruire le moral de l'armée russe. Le *Neues Wiener Tageblatt* et la *Neue Freie Presse* ont publié à ce sujet, en 1916, des articles savoureux (1). M. de Kánya qui précédemment avait su fort habilement forger quelques intrigues balkaniques retentissantes, notamment l'affaire Prohaska, de quoi mettre le feu aux poudres, était à ce moment chef du bureau de la presse au Ministère des Affaires étrangères à Vienne bureau dénommé par euphémisme *Litterarisches Bureau*. Les Russes, après avoir reçu leur instruction s'en furent par ses soins en Suisse où l'Allemagne les prit en charge avant de les expédier en Russie pour agir. On a beau être un disciple de Talleyrand, l'on ne peut pas tout prévoir : « Tel cuide engeigner. » Dès l'explosion de la révolution russe, la Hongrie se satura de communisme comme par un retour de flamme.

Appelé comme témoin au procès des assassins de Tisza, le comte Théodore Batthyány, ministre de l'Intérieur du Cabinet Károlyi déclara (procès-verbal de l'audience, 13 mai 1921) : « Károlyi et nous autres sommes intervenus pour sauver ce qu'il y avait encore à sauver. Tisza, Andrássy et Apponyi et leurs congénères politiques s'étant exposés pour l'Allemagne, il était évident qu'ils étaient impropres de traiter avec l'En-

(1) Le dossier de cette affaire, avec une vingtaine d'autres, m'a été volé à Budapest, en 1922, dans mes bureaux relevant de la Légation de France, et je n'ai jamais pu savoir ce qu'il était devenu. *Is fecit cui prodest.*

tente avec quelques chances de succès. Quant au bolchevisme, les vrais coupables ce sont les hommes d'Etat et les généraux allemands qui ont envoyé en Russie Lénine, Trotzki et consorts. Pour ne pas avoir compris ce qu'ils faisaient, ils n'en pas moins coupable devant l'histoire. »

Et pour conclure, l'on peut se demander qui, de Károlyi, inexpérimenté, mais sincère, ou de la société corrompue attaché au sort de l'Allemagne dans l'unique but de conserver la domination, est le plus coupable des malheurs de la Hongrie ?

Le pillage rouge et les rois en exil.

La description d'une révolution communiste qui éclata en Egypte 2200 ans avant J.-C. peut nous suffire pour nous donner une idée de ce qui se passa en Hongrie lors de l'application des théories extrêmement neuves de Karl Marx. C'est un papyrus se trouvant au Musée de Leyde déchiffré vers 1918 par l'égyptologue allemand Erman qui nous la fournit : Le roi fut séquestré, ses employés chassés, les registres des greniers furent brûlés, « et chacun pouvait y prendre ce qu'il voulait. La Haute-Cour de justice fut dissoute. La peste prend le pouvoir et le sang coule dans tout le pays. Le Nil charrie des morts, dont les flots seront le tombeau. Les puissants gémissent et la populace se réjouit... les riches sont mis en prison et les bourgeois sont attelés à la meule... les femmes esclaves commandent, portent des parures d'or, d'azur, d'argent, de malachit, pendant que les femmes libres errent dans les campagnes, vêtues de loques, demandant du pain. On détrousse les voyageurs sur les chemins, les étrangers se mettent en avant partout, on ouvre les tombeaux, on brûle des

maisons, on vide les trésors... et le pays se déserte; il est comme un champ après la récolte, il est retourné comme un tour de potier... chaque ville proclame : chassons les riches... ils n'ont plus rien à manger et convoitent la nourriture des porcs, les enfants sont jetés dans la rue ou cloués au mur... on se moque de la propreté, on ne rit plus, que la conception cesse donc comme la maternité...

« Et maintenant commence le règne de la populace... les propriétaires de belles demeures sont mis dehors, celui qui n'avait de quoi se faire enterrer est assis sur des trésors, celui qui n'avait pas de quoi s'abriter possède un palais, celui qui mendiait son pain est dans l'opulence, celui qui n'avait pas de quoi s'habiller est vêtu de Byssus... le chauve qui n'avait pas d'huile détient des pots remplis de myrrhe, la femme jadis obligée de se mirer dans l'eau possèdera un miroir... celui qui n'avait pas d'attelage a maintenant des troupeaux... et l'auteur de clamer : « bien se trouve l'homme qui ne convoite pas le pain d'un autre » (1).

Depuis, et en tous pays, des milliers de guerres entre le *populo minuto* et le *populo grosso* ont toujours produit les mêmes effets. Invariablement, les promesses des bergers de conduire le troupeau aux riches pâturages, se terminèrent à l'abattoir. La pauvreté durera dans le monde tant que durera la bêtise qui est la seule chose qui puisse nous donner une idée nette de l'infini comme disait Renan. C'est pour dire ce que valent toutes ces aubes d'un monde nouveau et d'une humanité meilleure qu'elles soient rouges, blanches ou noires.

La Hongrie a du reste pu éprouver déjà au XIII^{e} siècle les effets d'un communisme sanglant : le réforma-

(1) Comptes rendus de l'Académie des Sciences de Berlin, 1919, XIII.

teur Wan-ngan-Tshe, vers 1067, sous l'empereur Chen-Tsoung, communisa la société chinoise suivant les théories de Marx-Engels-Clausewitz-Lénine, si bien qu'une affreuse misère se répandit sur l'empire du Milieu. Cette misère rejaillit ensuite sur la Tartarie où elle obligea Gengis-Khan, pour donner à manger à son troupeau, d'organiser l'expédition de rapine dite des Mongols dont la Hongrie fut si cruellement frappée en 1241.

Les Mongols de Béla Kun qui sévirent du 21 mars au 6 août 1919 ne purent tout de même pas, faute de temps, exercer les ravages que subit le royaume de saint Etienne sous Béla IV, en dix-huit mois.

On a voulu mettre l'entreprise Kun et consorts sur le compte d'une *Verzweifelungs-psychose*, en raison de la perspective d'un morcellement de la patrie. Soyons plus modeste : sous prétexte de créer le bonheur des humbles, il ne s'agissait que de voler, entreprise qui n'était possible, tout comme en Russie, qu'à la faveur de l'inévitable réaction qui se produit toujours après un long régime d'oppression.

Il ressort du livre du substitut Dr. Alexandre Váry, publié en 1922 sur l'ensemble des poursuites judiciaires intentées contre le régime de Béla Kun, que les Rouges ont assassiné en Hongrie 587 personnes, sans compter celles qu'ils ont torturées. Szamuelly à lui seul a fait exécuter 100 personnes. On compte sur le total 7 % de Juifs. Il est par conséquent vain de prétendre qu'il n'y ait pas eu de Juifs parmi les victimes. L'ouvrage en question contient la liste complète des noms de ces malheureux.

Les disputes et le mécontentement entre les commissaires du peuple au sujet du partage du butin, fut la cause première de la chute de l'entreprise. Les sommes importantes, que la Russie envoyait pour entretenir le

feu, disparaissaient dans leurs poches. On appelait *destructeurs* ceux qui touchaient et volaient, et *liquidateurs* ceux qui ne recevaient rien. Le communiste Grumbach, probablement un liquidateur, pour se venger, dans une brochure publiée à Vienne, je crois, et sous le titre *La Peste hongroise,* dévoila les dessous crapuleux de cette cité future, à laquelle l'armée roumaine mit une brusque fin. Béla Kun, en s'enfuyant avait selon l'affirmation des siens, le ventre littéralement blindé d'une couche de diamants cousus dans une ceinture.

Risquant d'être pendus s'ils restaient, l'équipe politique de l'ancien régime et tous ceux qui craignaient pour leur vie, prirent la fuite devant Kun. Quelques-uns vinrent en Suisse où ils me documentèrent, d'autres se réfugièrent à Arad, puis à Szeged, sous les ailes protectrices des missions militaires constituées par Franchet d'Esperey. Les seigneurs de haute lignée se retrouvent en majeure partie à Vienne où les appelaient de vieilles habitudes, des palais de famille, l'hôtel *Sacher,* pied-à-terre des archiducs et de la haute noblesse, lieu de plaisir des noctambules blasonnés du bon vieux temps.

Szeged sera bientôt le siège d'un gouvernement hongrois *in spe* et *in partibus infidelium* dont le premier titulaire fut le comte Jules Károlyi. Vu de Suisse, on le trouva trop réactionnaire et trop clérical, trop antisémite surtout, car parmi les réfugiés à Zürich et à Genève, il y avait un assez grand nombre de juifs. Après une longue et active foire aux portefeuilles, au cours de laquelle surgirent des ambitions souvent effarantes, Jules Károlyi céda la place à Désiré Abraham, libéral, un des chefs du parti Kossuth, aryen pur-sang, malgré son nom rappelant celui du mari infidèle à Sarah. Ce côté de l'histoire du régime est encore trop em-

preint de subjectivités pour pouvoir être analysé sans parti pris.

La société des réfugiés politiques à Vienne est plus sujette à être jugée objectivement. Ses bacchanales de grands seigneurs en « *chambre séparée* » chez Sacher, ses agapes au champagne « qui se terminaient, pour les uns, dans les tripots à gros jeux, pour les autres, dans les boîtes de nuit où bolchevistes et *ungarische Blutgrafen,* comme disaient les journaux, rivalisaient à gaspiller, qui l'argent volé en Hongrie, qui le reste de son patrimoine », ont tellement défrayé la chronique scandaleuse que leurs souvenirs sont encore vivaces.

Il est bien entendu qu'il s'agissait, comme on l'a dit, de noyer son chagrin et de s'étourdir devant la chère patrie perdue : *ratio et prudentia curas, non locus effusi late maris arbiter, aufert* (Hor. epist.).

Cependant le *Isten* n'abandonne pas ses préférés : *Pénz áll a házhoz* (de l'argent vient vers la maison) comme disent les cartomanciennes tsiganes.

Le colonel Sir Arthur Cunningham était le représentant de l'Entente à Vienne. Dans les premiers jours de mai, il vint offrir au comte Batthyány de se mettre à la tête d'un ministère hongrois dans lequel Béla Kun et un autre communiste prendraient des portefeuilles. Cette idée, qui n'avait pu naître que dans la tête d'un Anglais, n'eut aucun succès. Batthyány refusa net de rentrer en Hongrie flanqué de Kun et d'un de ses complices pour tâcher de rétablir l'ordre bourgeois, tout en lui conservant son étiquette bolcheviste dont le nom de Kun était inséparable. Néanmoins, toute la presse mondiale annonça la constitution d'un Cabinet Batthyány qui résoudrait la question hongroise, et ce, malgré tous les démentis que Batthyány put opposer à cette nouvelle.

Si anglais que fût ce projet, il était cependant d'invention hongroise et Cunningham ne l'avait adopté que par ignorance de la situation. C'est que « l'émigration » commençait à être à court de fonds. Il y avait urgence à ce qu'il se fît quelque chose.

Je donne ici la parole au comte Batthyány lui-même :

« Au temps de mon séjour forcé à Vienne, raconte-t-il dans ses *Mémoires*, vers les derniers jours du mois d'avril 1919, je fus prévenu par des amis que j'avais à la Légation de Hongrie — on sait que l'Autriche avait reconnu le régime communiste en Hongrie et que l'ancien ministère hongrois, sis dans la Bankgasse, était devenu Légation de Hongrie — que Béla Kun y avait réuni des sommes considérables volées en Hongrie et devant servir à financer la proclamation du communisme en Autriche, de même que la formation de détachements rouges destinées à y semer la terreur. Les deux « ambassadeurs » de Béla Kun se trouvaient pour le moment à Budapest me disait-on, mais, dès leur rentrée qui devait être très prochaine, l'opération se ferait.

« Mes deux amis me déclarèrent que pour éviter ce malheur, ils étaient prêts à se saisir de cet argent lequel pourrait être la source d'un malheur pour toute l'Europe, à condition que cela se fît de mon consentement donné en ma qualité de président du Conseil désigné par l'Entente. Très intrigué par cette révélation. je m'en fus prendre langue avec le général italien Segré, chef des missions militaires de l'Entente. Celui-ci ne put que me répondre que l'Autriche ayant reconnu la république de Béla Kun, ses ambassadeurs jouissaient de l'immunité diplomatique, de sorte que l'Entente ne pouvait intervenir.

« Le 2 mai, mes amis me firent savoir qu'ayant pu

s'introduire dans la chambre à coucher de l'un des ambassadeurs, ils y avaient trouvé l'argent, environ 140 millions de couronnes en billets austro-hongrois — dont la valeur représentait à ce moment 80 % or — enfermés dans deux sacs en cuir qu'ils comptaient mettre en lieu sûr le soir même, vu le retour des délégués de Kun, annoncé pour la nuit.

« Après avoir mis au courant de l'affaire une haute personnalité autrichienne, il ne me restait qu'à stipuler sur parole d'honneur de tous les opérants, que l'argent serait conservé à la disposition de son légitime propriétaire quel qu'il soit. Le soir même, M. Hajos, le plus agissant de mes deux amis, vint m'informer que les deux précieux sacs venaient d'être déposés chez M. Déry, richissime antiquaire hongrois établi à Vienne, et d'une honorabilité au dessus de tout soupçon. »

Batthyány, tout en craignant quelque peu d'éveiller les appétits gloutons de ses compatriotes en face d'un magot pareil, ne pouvait cependant pas manquer d'informer de l'affaire les vedettes de l'émigration hongroise à Vienne. Il alla donc trouver son ancien collègue au Parlement, Szmrecsányi, lequel reçut la nouvelle avec une nervosité visible. « Le soir, ajoute Batthyány, je fus prié, au nom du margrave Georges Pallavicini, de venir causer à l'hôtel Sacher, salon particulier n° 8 où je me présentai à 21 heures.

« En entrant, je fus écœuré de me voir interpellé, en un pareil milieu, sur un sujet aussi profondément confidentiel que ces messieurs avaient traité avec animation, *coram populo* et *inter pocula*, avant mon arrivée. Ils en causaient à voix hautes, grasses, avinées, toutes portes du salon ouvertes, avec, dans les couloirs, un va-et-vient de gens en casquettes et à mines bolchévistes. C'était donc cela, les fameux soupers de chez Sacher,

dont se gaussait la presse autrichienne et que je n'avais jamais vus. Sur une longue table, les restes d'un festin à la Trimalcion, dont le fumet emplissait l'atmosphère, de tous côtés des bouteilles de vins fins, une fumée de tabac à couper au couteau, à travers laquelle je pus reconnaître Georges Szmrecsányi, margrave Pallavicini, les comtes Takács-Tolvay, Antoine Sigray, Joseph Pálffy-Daun, Etienne Zichy, sans compter nombre d'officiers hongrois que je ne connaissais pas. Le lendemain 3 mai, Sigray me pria de venir le voir chez lui à l'Hôtel Bristol. Je m'y trouvai en présence d'une partie de ce qu'on appelait déjà à Vienne, *l'état-major de chez Sacher*. Le journaliste anglais Ashmead Bartelett, dont je me méfiais sous beaucoup de rapports, se tenait paraît-il caché dans la salle de bain, de peur de se trouver face à face avec moi. La conversation languissait, les esprits semblaient déprimés, même Pallavicini, beau parleur, avait des hésitations et des bégayements dans la voix.

« Que s'était-il passé ? Poussé par le désir de légaliser l'enlèvement du magot, et passant outre aux conseils de modération et de prudence que j'avais donnés la veille, on s'était rendu de nuit, après mon départ, à la Légation. On y avait empoigné les ambassadeurs de Kun, et on les avait remis entre les mains de la police viennoise, laquelle, toutefois, les avait immédiatement fait reconduire en triomphe chez eux, au milieu des cris de joie des socialistes autrichiens. Quant à l'argent, ajouta-t-on, il était en lieu sûr, en quelque lieu anglais. Il n'était donc plus chez Déry, le richissime hongrois ? Pourquoi l'avait-on enlevé, et qu'avait à faire l'Angleterre dans cette affaire ? J'eus l'impression qu'on me cachait une bonne partie de la vérité.

« Les 7 et 8 mai eut lieu le fameux *putsch* de Kirá-

lyhida, où mes amis, groupés en société de patriotes amateurs, avaient tenté de pénétrer en Hongrie, afin de renverser le régime Béla Kun par des moyens vaudevillesques. Tout en se couvrant ainsi de ridicule ils avaient prélevé les nombreux millions qu'a coûté cette ténébreuse expédition, sur le magot de la Bankgasse. (L'expédition n'était en somme qu'un prétexte pour justifier le vol, R. Ch.)

« Dégoûté de ce que j'avais vu et inquiet de ce que l'ignorance politique, la naïveté internationale proverbiale de mes compatriotes, leur crédulité enfantine jointes à leur amour des plaisirs et de la bombance, allaient encore nous réserver, je quittai Vienne peu après, ayant obtenu de la Tchécoslovaquie l'autorisation de m'installer à Bratislava.

« Je n'appris ce qui s'était passé dans la mémorable nuit du 2 au 3 mai 1919 qu'en rentrant à Budapest en janvier 1920, et après avoir eu à souffrir d'insinuations malveillantes et de bruits calomnieux répandus sur mon compte en Hongrie. Voici le récit de ces événements :

« Le 2 mai au soir, après mon départ pour l''Hôtel
« Impérial où j'habitais, les soupeurs de l'Hôtel Sa-
« cher s'étaient rendus à la Légation de Hongrie pour
« y discuter la question de savoir si oui ou non, il fal-
« lait, à leur arrivée en Autriche, se saisir des deux
« « ambassadeurs » de Béla Kun. Ces messieurs durent
« constater que la nouvelle de la chute du régime rouge
« à Budapest répandue à Vienne, était fausse, ce qui
« avait jeté un froid dans l'assistance; une violente
« discussions s'en était suivi, au milieu de laquelle le
« comte Joseph Pálffy-Daun, se levant, avait prononcé
« ces mots : « Le gouvernement hongrois formé sous
« la direction de MM. Batthyány et Szmrecsányi, et

« déjà reconnu par l'Entente, ordonne que les deux « délégués bolchévistes soient arrêtés et que les sommes d'argent qui ont été saisies à la Légation soient « remises cette nuit même aux représentants de ce « gouvernement. »

« On a peine à imaginer la surprise que causa cette déclaration. Quelques instants après, le comte Palffy-Daun, aidé d'Aladár Borovicsényi, vice-consul, avait introduit dans la salle un gentleman qu'on présenta comme cpaitaine de l'armée anglaise et aide-de-camp du colonel Cunningham. Tous trois certifièrent que le gouvernement hongrois était constitué, que l'Entente avait ordonné l'arrestation des « ambassadeurs », et que l'officier anglais était chargé au nom de la délégation des alliés à l'exécution de ses ordres.

« Et, aussitôt, une députation — il était minuit — accompagnée du prétendu officier anglais, de se rendre chez Déry et de se faire remettre, contre reçu dûment signé, les deux valises et leur contenu, à savoir 135 millions de couronnes en billets de 10.000 de la Banque austro-hongroise, 333.000 francs en billets de la Banque de France et 98.000 francs en billets suisses.

« Or, tout cela n'était qu'une vaste escroquerie. Jamais aucun gouvernement hongrois n'avait été constitué à Vienne, et tous mes amis savaient que le chancelier Renner l'avait formellement interdit. Ils savaient que « l'officier anglais » n'était autre que ce Bartelett, simple reporter, ou se disant tel et que j'avais vu rôder depuis plusieurs jours autour de mes amis avec des mines de conspirateur et des propositions financières pour le moins étranges.

« Les honoraires que reçut Bartelett pour s'être prêté à ce coup s'élevaient à 13 millions de couronnes (Batthyány, *Mémoires*, II, p. 325). »

Quittons maintenant, avec Batthyány, le terrain solide où l'on voit clair, pour entrer dans une aire où les objets s'estompent et ne se désignent que par des euphémismes et des sous-entendus.

On sait que, par la suite, l'administration autrichienne restitua à la Hongrie 60 millions sur les 140 enlevés à la Bankgasse, et qu'elle avait pu saisir en réprimant la formation de détachements armés et l'organisation de putsch militaires hongrois sur son territoire. Restait donc à justifier encore l'emploi de 80 millions.

Batthyány rentré à Budapest s'inquiète auprès du gouvernement régulier restauré. On lui répond « secret national et patriotique, n'insistez pas. » On nomme une Commission d'enquête qui reçoit ordre de ne rien dire. Pallavicini et le prince Louis Windischgraetz, ces deux trublions de la vie publique hongroise, s'en prennent à Batthyány, le calomnient, jettent sur lui le discrédit. C'est de leur campagne de presse dans ce sens que datent les attaques contre le gouvernement Károlyi. Evidemment, le meilleur moyen de se défendre contre un accusateur, c'est de passer à l'attaque, tous les criminels le savent... Finalement, dans certains milieux de Hongrie, on chuchotait et l'on chuchote encore que la glorieuse armée blanche n'est *rentrée en Hongrie que grâce aux millions volés dans la Bankgasse.*

Quelques mots ici sur le rôle du comte Bethlen pendant l'exil à Vienne. Il semble s'être complètement isolé et confiné dans son travail. Chef, avant la catastrophe, d'un minuscule parti d'extrême droite n'ayant aucune racine dans le pays, on le retrouve à Vienne, représentant du gouvernement *in partibus* formé à Szeged, très occupé de gagner des adeptes à sa cause, et en relations étroites avec les missions de l'Entente.

A un moment donné, il vient trouver Batthyány qu'il connaît comme un homme cherchant en tout sincèrement la vérité, pour lui demander un projet de la restauration d'une situation légale en Hongrie, projet que Paris, par l'intermédiaire des missions à Vienne, voulait obtenir du grand kossuthiste. Batthyány lui dicte son projet dans la plume : constitution d'un gouvernement de coalition à l'exclusion des partis extrêmes soit de gauche, soit de droite, y compris le parti Bethlen, avec à la tête de la combinaison une personnalité ne s'étant pas compromise par sa germanophilie... Bethlen, non seulement y souscrivit, mais encore vint de la part de l'Entente quelques jours après offrir à Batthyány la mission de former ce ministère. On sait que Batthyány refusa.

Il y a lieu de supposer que ce fut pendant cet exil en Autriche que le comte Bethlen échaffauda tout le projet de restauration de sa patrie et du pouvoir de sa caste, à la réalisation duquel il s'est depuis attaché avec beaucoup d'esprit de suite, à savoir : *établissement d'une dictature larvée aristo-militaro-cléricale, capable de le préserver des accidents de politique intérieure et révision du traité de Trianon par la voie de liaisons extérieures utiles.* Nous voyons, par ce qui se passe, que son entreprise marche à souhait... pour le moment.

Quoiqu'il en soit, l'on n'a pas vu Bethlen chez Sacher prendre part aux agapes rituelles de la haute aristocratie magyare, ni toucher aux millions de la Bankgasse.

Quittons un peu les Excellences à Vienne : vers la deuxième moitié de juillet 1919, le régime Kun Béla faisant prévoir un prompt et prochain effondrement, la question se pose de savoir si l'on ne pourrait pas

profiter de l'occasion pour restaurer la monarchie. On voit, dès lors, affluer en Suisse tous les champions de la restauration. Arrivent, pour conférer à Lucerne et au Burgenstock, l'archiduc Frédéric, le baron Borna, le comte Jules Andrássy, Guillaume Vázsonyi, venant de Montreux, le prince Louis Windischgraets également de Montreux où il s'est installé, le prince de Schoenburg, l'ex-empereur Charles, installé à Prangins se fait représenter par un dignitaire de son ancienne cour. Ne sachant ce qu'en décideront les peuples magyars et autrichiens, aucune décision n'est prise, mais on est d'avis qu'ils sont assez fatigués de la démocratie pour aspirer à un régime de tout repos. On pense à un gouvernement de concentration avec Lovászy et le comte Bethlen... et l'affaire s'écroule dans le sable mouvant des combinaisons personnelles. On ignore s'il y eut projet de remettre Charles sur le trône ou d'offrir la couronne à l'archiduc Joseph — qui n'aurait pas accepté ce cadeau.

Le 4 août 1919, l'armée roumaine, mettant en fuite des commissaires du peuple et leurs complices, entre à Budapest pour ne quitter la capitale hongroise que le 14 novembre de la même année.

Les Roumains étaient entrés en belligérants contre Béla Kun, et ce fut l'aile droite des commissaires du peuple qui capitula en demandant un armistice. Un gouvernement de gauche constitué de ces éléments prit donc le pouvoir le 2 août 1919; président du Conseil Peidl, flanqué, entre autres, de quelques commissaires du peuple repentis, tels que Garbai, Agoston, Haubrich, Dovcsak. Ce ne fut là que le printemps d'un jour. Sous les auspices du beau et bouillant Etienne Friedrich, ancien compagnon de voyage en Amérique de Michel Károlyi, mais nouvel autocrate, s'était formé un noyau

de blancs siégeant en permanence à l'Hôtel Bristol de Budapest. Or, le 6 août, « l'Hôtel Bristol » envoya à Peidl un détachement d'officiers soutenus par la police, lui enjoignant de déguerpir en remettant ses pouvoirs à Friedrich, et quelques heures après celui-ci put, du haut du balcon de l'Hôtel Bristol, annoncer aux promeneurs du « Corso » qu'à défaut d'être nommé par qui de droit, il s'était nommé lui-même chef du gouvernement, mais, qu'il ferait ratifier cette nomination par l'archiduc Joseph qu'il venait de nommer Palatin de Hongrie pour la circonstance. Et c'est ainsi que le peuple de Hongrie repassa de l'extrême gauche à l'extrême droite. Le *putsch* Friedrich est un des événements les plus pittoresques de la politique intérieure hongroise. Le ministère Peidl ne dut de ne pas être mis en prison qu'à l'intervention des missions de l'Entente. Il disparut sans tambour ni trompette.

Le 17 août 1919, Friedrich décréta les élections générales en même temps qu'une loi électorale de sa conception qui, il faut le dire, fut la plus libérale que la Hongrie ait jamais connue. Si le comte Bethlen n'était pas venu gâcher cette œuvre en 1922, par un monstre ayant pour unique but de favoriser ses intentions secrètes de révision sans opposition intérieure, bien des événements ne se seraient pas produits. Il y avait dans cette loi, vote secret pour tout Magyar majeur, homme comme femme, et le beau Friedrich fut acclamé par toutes les femmes de chambre du royaume de Saint-Etienne.

Malgré ce libéralisme, mais ambitieux, manquant de base solide, parce que transfuge de la révolution Károlyi, c'est Friedrich qui inventa, ou plutôt qui mit le premier en œuvre le cours chrétien national et antisémite, cause de tant de crimes. Sir George Clark en-

voyé de l'Entente pour rétablir l'ordre en Hongrie, mit fin à son règne au moment même où les Roumains allaient quitter Budapest ? M. Friedrich est député opposant aujourd'hui, il a beaucoup d'esprit, un accent allemand prononcé, il joue de l'un comme de l'autre et amuse beaucoup la galerie.

Le « Horthy bunko ».

En français, la matraque Horthy, dénomination par laquelle on désigne en Hongrie les massacres de la Terreur blanche de 1919-1920. Les contre-révolutions, on le sait sont toujours plus sanglantes que les révolutions qu'elles sont appelées à réprimer, mais leurs victoires demandent généralement à être embellies de légendes héroïques, destinées à l'étranger et à la postérité.

Tenons-nous en donc ici au précepte du bon Boileau:

rien n'est beau que le vrai
le vrai seul est aimable.

La nécessité de cacher ces horreurs devant l'étranger a coûté beaucoup d'argent, mais c'est là une eau qui, depuis la Bankgasse à Vienne à la Rombachgasse de Budapest (ghetto des juifs orthodoxes) coulait d'abondance, quoiqu'un peu trop rouge. Quant aux haut-parleurs qu'il fallait se procurer pour couvrir les cris des victimes, tous les ateliers de notre temps en fournissent notamment le Palais -Bourbon et les abords de l'Académie française, où certainement, ils sont un peu plus chers, mais d'un timbre tout particulièrement prenant. Puis, au pis aller, il y a toujours notre diplomatie avec ses rapports à l'eau tiède dans lesquels l'homme froid ne peut que se réchauffer et où le trop bouillant trouve le calme d'un bain à 23 degrés. Depuis que les

Hongrois ont pris contact avec l'Occident civilisé, ils ont acquis une dextérité de banquier levantin à exploiter l'ignorance dans laquelle le monde était resté à leur égard.

Ce sont en effet les représentants à Budapest de l'Entente qui sont cause que la Terreur blanche ait pu s'installer à demeure en Hongrie. Je les ai vus à l'œuvre et n'ai pas manqué de le leur dire. C'était pénible à voir. L'ignorance de la langue et du pays ne suffisent pas pour expliquer leurs manquements au devoir. Il fallait être aveugle ou malhonnête pour ne pas percer à jour les cajoleries intéressées des Magyars, pour ne pas comprendre que les parties de chasse, les bons dîners, les bridges, les flirts, les abandons avec de jolies femmes, les excursions sur le Danube, étaient faits pour appeler des ménagements complaisants.

Aussi, si les traités sont attaqués aujourd'hui, c'est bien leur œuvre. Pendant que les salons des hôtels Ritz et Hungaria retentissaient du bruit de leurs bals, thés et noces, la terreur fondait ses assises et l'on torturait dans les sous-sols des hôtels Britannia, Astoria et Palace, forteresses des officiers bourreaux.

Ce fut sur leurs rapports édulcorés, anodins, attendris que, au ricanement des Hongrois, les chefs des gouvernements de Paris, de Londres et de Washington purent affirmer qu'il n'y avait pas de Terreur blanche en Hongrie.

« Il n'y a pas de Terreur blanche en Hongrie » proclamèrent à tour de rôle Greenwood, Millerand, Lloyd George, Harmsworth, ce qui nous fit rire; et cependant en même temps Charles Huszar, succédant, par la grâce de l'Entente, au ministère Friedrich, déclarait devant les Chambres hongroises : « assez d'anarchie,

d'assassinats, de sang versé. Nous ne voulons plus voir dorénavant des Szamuelly blancs. Nous ne permettrons plus que des misérables, n'ayant aucune morale, aucune idée de droit, de justice, ni d'honneur, continuent de tenir, comme ils le font depuis des mois, le pays sous la terreur, en se drapant dans les formules de la chrétienté. Nous ne tolèrerons plus que ces associations secrètes et des éléments irresponsables salissent le bon renom et l'honneur du pays. » Andrássy dans le *Berliner Tagblatt, Apponyi* dans une lettre ouverte à son gouvernement confirmèrent les faits.

Et que pouvait faire un président du Conseil comme Huszár, sinon de s'en aller, car les assassins étaient protégés par plus haut que lui. *Il eut suffi à ce moment d'une intervention énergique de l'Entente et la Terreur blanche avec tout le système gouvernemental auquel depuis, elle a donné naissance, se fut écroulée.* Un historien célèbre se plaisait à dire que la diplomatie se résumait en ces deux mots : *ôte-toi de là que je m'y mette* et *Moi c'est bien différent.*

Il faudrait une édition nouvelle du fameux *Almanach des Girouettes* publié en 1815 pour vous donner la liste des gens qui, après avoir été rouge-blanc-vert sous Tisza, rose, sous Károlyi, rouge sang, sous Béla Kun, redevinrent blanc d'agneau à l'approche des détachements de l'amiral Horthy. Quand le neveu de Rameau réduisait toute la politique à une question de mastication, il n'avait pas tort.

J'ai servi, toujours et sans réplique
Sous ceux qui régnèrent jadis
Napoléon et la République
Louis Philippe et Charles Dix.
J'ai même, il m'en souvient encore
Conduit Bonaparte en prison

Brigadier, répondit Pandore,
Brigadier, vous avez raison.

Bien avant le départ des Roumains, il y eut dans la Hongrie transdanubienne, c'est-à-dire dans l'Ouest, des violences de toute nature. Empêchée par l'occupation roumaine de marcher sur la capitale, l'armée nationale s'était repliée vers cette région laquelle échappait à l'occupation étrangère. Elle ne tarda pas à y établir son régime de terreur, tuant, torturant, dépouillant, incarcérant ouvriers et juifs. D'aristocratiques et fringants officiers de carrière, de bonne race magyare, remplaçant la solde qui ne coulait plus bien fort par un patriotisme antisémite, assassinaient des ouvriers parce qu'ils n'étaient pas de leur classe et de malheureux juifs pour leur prendre quelques sous, les accusant de bolchévisme sans la moindre preuve. On les pendait, les enterrait vivants, les écartelait avec des raffinements de cruauté sadique, on violait leurs femmes et leurs filles à moins qu'elles ne payassent rançon, tout cela sous le masque de *jugements du peuple* (Népitélet).

D'où venaient ces militaires : en partie de Szeged où ils s'étaient soustraits à la surveillance de l'armée française, en partie de Vienne où nous les avons vus dans le chapitre précédent, partie de Feldbach en Styrie où ils avaient collaboré à la préparation du grand *putsch* en faveur de l'*Anschluss, premier en date*. Il y avait là les comtes Ostenburg, Vay, Esterházy, Széchényi, Salm, Pongrácz, les barons Prónay, Bibo, les « gentry », Héjjas, cousins germains du commandant en chef de l'armée Nicolas Horthy de Nagybánya, les plus sadiques de la bande. Beaucoup d'entre ses messieurs s'étaient distingués au front par leur mise recherchée, leurs bottes vernies et leurs manières arrogantes.

La presse hongroise, encore très censurée, ne soufflait mot de ces horreurs, les missions militaires et diplomatiques de l'Entente semblaient s'en désintéresser. Elles n'ont été connues que lorsqu'une bienfaisante amnistie intervenue vers 1922 eut mis hors de cause les coupables de façon à pouvoir en parler.

Voici un épisode typique de ce qui se passait en province antérieurement au retour de l'armée nationale à Budapest : l'affaire dite de Fonyód (sur les bords du lac Balaton) : je cite le rapport officiel de cette affaire publié dans le *Pester Lloyd* des 30 et 31 janvier 1922 :

« La patrouille conduite par le premier lieutenant, comte Hermann von Salm et sur l'ordre du chef d'escadron baron Paul Prónay, le 27 août 1919 avait arrêté sous l'inculpation d'opinions communistes, MM. Albert Toszeghy, Graner et Hamburger, de Budapest, en villégiature à Fonyód, Mme Toszeghy s'adressa au commandant en chef de l'armée résidant à Siofók non loin de là, et au commissaire de gouvernement. M. Horthy ordonna d'avoir à surseoir à toute exécution avant enquête sous la responsabilité du commandant de la patrouille, et le commissaire du gouvernement, par télégramme réclama la mise en liberté des inculpés. Il y a des ordres qu'on exécute, il y en a d'autres qu'on n'exécute pas. De Salm passa outre en réunissant dans le préau de l'école, un certain nombre d'indigènes de Fonyód pour leur annoncer que les inculpés avaient fourni des armes à l'armée rouge et que ceux qui étaient d'un avis contraire à ce qu'ils fussent pendus, levassent la main. Personne n'osa bouger. Ce furent là les jugements du peuple, empruntés du reste aux méthodes de Szamuelly et de Kun Béla. L'exécuteur de la sentence fut le lieutenant baron Bibo, ancien chauffeur d'un commissaire du peuple. Les malheureux furent

pendus et rependus après avoir été fouettés au moyen d'un bout de câble en acier à deux reprises. M[me] Toszeghy mourut de chagrin. »

Les missions de l'Entente s'émurent : on expédia, aux fins d'enquête auprès du chef de l'armée hongroise, le colonel américain Horowitz. Il fut reçu par l'amiral le plus aimablement et, quoique juif, fut traité au champagne pendant deux jours. On fit venir le rabbin du pays qui, menacé d'être pendu s'il disait la vérité, certifia que ces messieurs avaient transformé la région en Canaan. Horowitz fit un beau rapport, mais le II[e] Bureau à Paris, mieux informé et trouvant son innocence incompatible avec sa qualité d'observateur en mission, exigea son rappel.

Le 14 novembre, entrèrent à Budapest les premiers détachements de ce qu'il était convenu alors d'appeler l'armée nationale. Budapest ressemblait à un tombeau et l'armée nationale à un troupeau de chacals venant le violer. Dans le journal *Magyarország* de la veille, le ministre de la guerre du Cabinet de Friedrich, François Schnetzer avait recommandé à la population de la capitale de rester ce jour chez elle les volets fermés, et l'amiral Horthy, du haut de son cheval, avait fait dire qu'il arriverait en maître et qu'il fallait obéir.

Des affiches placardées donnaient aux Budapestois un avant-goût de ce que serait la délivrance et le régime des libérateurs. Ce fut la loi martiale proclamée sur tout le pays non occupé, avec peine de pendaison immédiatement exécutée, non seulement pour toute désobéissance, mais encore pour toute réunion, cortège, manifestation, écart de parole dite ou écrite, expression de sentiment, non suivi de faits. Parquet, police, suivant l'exemple du commandement de l'armée, proclamèrent chacun pour ce qui le concernait, sa gentille

petite loi martiale. Le *Az Est* reçut dans son sein les épanchements de la colère de ces héros où il était dit que, quiconque ferait la moindre opposition ou protestation contre la force armée serait non pas simplement pendu, mais *massacré* sans merci. Le mot massacré (felkoncolni) revient du reste si souvent dans les énonciations officielles pendant cette triste époque que l'on peut en conclure à une véritable joie sadique de la chose.

Et les détachements entrèrent dans la capitale de leur pays sans qu'une main ne se fût levée, sans qu'une parole n'ait été proférée, comme un cortège funèbre, et se livrant aussitôt à une sainte Barthélémy blanche, camouflé et larvée; point de jugement du peuple, mais disparition sans trace, assassinat à huis-clos.

Devant la préfecture de police, devant les prisons militaires des femmes éplorées demandaient en vain des nouvelles de leurs maris, de leurs fils; il leur fallait aller au « Teleki tér » (place Teleki), grand marché des fripiers pour retrouver les hardes dans lesquelles ils avaient été assassinés et que les assassins avaient vendues.

Je ne parlerai pas des horreurs du camp de concentration de Hajmaskér, ni des prisons qui débordaient et où les malheureux étaient entassés comme moutons à l'abattoir, ni de la demande d'un ministre de la justice d'en faire construire 60 nouvelles et de recruter des bourreaux officiels en nombre, le nommé Kozarek ne pouvant plus suffire à sa tâche.

Dès le lendemain de l'entrée à Budapest des troupes nationales, on apprit par des rumeurs confuses que des choses effroyables se passaient à Kecskemét, ville de 60.000 habitants à 70 km. au sud-est de la capitale, et dont le commandant militaire Iwan Héjjas, nommé

à ce poste par son cousin germain Nicolas Horthy, avait organisé un massacre de juifs en gros, dont les missions militaires de l'Entente elles-mêmes s'émurent.

Les détails de ces atrocités sont trop effrayants pour être racontés ici. Il s'agit de 200 victimes, pendues, enterrées vivantes, atrocement mutilées avant leur mort et dont je possède tous les noms. Il y a eu trois rapports officiels sur cette affaire. Le premier confidentiel, fait par le parquet de Kecskemét fut paraît-il enlevé de force à cette autorité par le « détachement » Prónay, qui le fit disparaître; le second, un mémorandum des habitants de Kecskemét adressé au gouverneur Horthy, à M. Bárczy, ministre de la Justice et aux Missions de l'Entente à Budapest, au Syndicat de la presse hongroise et au Barreau de la capitale; le troisième enfin, un rapport du ministre de la Justice au gouverneur Horthy. Aucun de ces rapports ne fut suivi ni publié, les détails n'en furent connus que par une interpellation du député Drozdy à la Chambre hongroise le 22 janvier 1924, à un moment où les auteurs de ces crimes, déjà couverts par une opportune amnistie générale, ne pouvaient plus être poursuivis. Peu de temps après, M. Iwan Héjjas fut élu député, d'où l'on peut inférer qu'en beaucoup de pays, le bétail électoral manifeste des sympathies spéciales aux bouchers. Tout comme en d'autres pays, en pareille circonstance, ce furent toujours les assassins eux-mêmes qu'on chargea d'enquêter sur leurs crimes. Dans l'espèce, ils invoquaient généralement la force majeure ou des nécessités de défense légitime pour excuser leurs forfaits, et cela suffisait pour classer l'affaire

Peu à peu, ces atrocités sanglantes se muèrent en vols à main armée et en chantage. Vers 1921, la voie publique à Budapest était une forêt de Bakony, ce qui

correspond à notre légendaire forêt de Bondy, et une dame se trouvant dans la rue à la nuit tombante, risquait d'être dépouillée de ses bijoux, sous l'accusation d'être juive. Il y avait en ce temps tellement de bijoux à vendre en Hongrie que l'autorité en défendit l'exportation en raison du nombre de diamantaires, surtout parisiens, qui s'étaient abattus sur la place pour les acheter. Le 17 octobre 1920, la valise diplomatique française fut éventrée à la sortie de Hongrie par des douaniers hongrois flairant un lot de bijoux à exporter. Ils se trompaient, le préposé à la valise de la Légation de France à Budapest était un prix de vertu de tout repos et, quoique très courtisé par les plus louches raffleurs de bijoux, se contentait certainement de n'accepter que leur sourire.

En général, à partir de cette époque, l'on ne dépouillait et torturait plus que de petits juifs sans importance, mais ayant le gousset bien garni. L'on ne touchait aux juifs gras, banquiers, industriels, avocats, médecins que s'ils refusaient de chanter. La sensationnelle affaire des deux Landau, Adolphe et Géza, est typique à ce sujet. Enlevés à la barbe de la police, traînés de prison en prison sans le moindre mandat d'arrêt, torturé dans les sous-sols du Ministère de la Guerre même pour avoir refusé de payer une rançon de deux millions de couronnes, le vieux Landau mourut de ses blessures quelques jours après vers le 20 septembre 1920. Les révélations sur l'affaire Landau, furent faites le 19 octobre 1920 à la Chambre des députés par M. Ruppert; aucun de ses auteurs ne fut poursuivi.

Le 3 avril 1923, au milieu d'un banquet, au Cercle Elisabeth à Budapest, une bombe fit explosion, tuant et blessant un grand nombre de personnes, et, peu après, pendant un bal au Casino de la petite ville de

Csongrád, une autre bombe explosa faisant encore plus de victimes. A la même époque, une bombe déposée devant l'hôtel de la Légation de France à Budapest, put être éteinte à temps par le concierge qui, de ce fait, se vit décoré des palmes académiques. Au Parlement hongrois, comme dans la presse, il fut dans ce temps beaucoup question de M. Jules Gömbös, actuellement président du Conseil des Ministres, et alors député et *spiritus rector* des associations nationalistes et terroristes, *Réveillants, Move,* aujourd'hui *Tesz.* On le représentait, dans les journaux illustrés de son pays, se tenant sur un monceau de cadavres en se frottant les mains. Interpellé le 24 juillet 1922 à la Chambre, sur ses penchants violents, M. Gömbös avait avoué qu'en effet il était violent à la brutalité quand il s'agissait de l'intérêt national. Or, récemment, quand on sut que le gouvernement hongrois entretenait à Janka Puszta, à Nagy Kanizsa et ailleurs, de véritables hautes écoles d'assassins politiques et de régicides, M. Gömbös nia en déclarant la chose impossible, étant donné la répugnance connue du caractère magyar pour la violence en matière politique. *Se non è vero è bene trovato.*

La plupart des gros juifs avaient « chanté ». Certaines grandes banques ou grosses entreprises industrielles avaient offert des sommes considérables sur « l'autel » de la patrie. Je m'abstiens d'aller plus loin dans l'énumération des sacrifices et des sacrifiés.

Je possède au grand complet les rapports officiels sur les horreurs commises par les détachements blancs dans les localités suivantes : Budapest, Dunaföldvár, Balaton-Fokajár, Janosháza, Celldomok, Enying, Mezöszentgyörgy, Berhida, Fadd, Marcali, Dég, Polgárd, Tapolca, Sárospatak, Vörösberény, Nagyszokol, Szilasbalhas, Gyönk, Tolna-Ozora, Bokonye, assassinats, vols

à main armée, chantage sous menace de mort, environ 2.000 individus occis, emprisonnés, dépouillés, violés, et que cela suffise pour le moment.

Le substitut Dr. Alexandre Váry, dont je cite plus haut le travail et qui, pareil au brigadier de la chanson avait su servir tous les régimes, estime à 70.000 le nombre des personnes poursuivies en justice par les Blancs : 15.000 furent arrêtées, 6.000 condamnées, 2.500 acquittées, 300 remis à la Russie en échange de prisonniers de guerre hongrois, 50 régulièrement condamnées à mort et exécutées; pour les autres, il y eut abandon de poursuites sans jugement. En 1922, il y eut en Hongrie encore 400 bolchevistes sous les verrous. Bien entendu on avait englobé, tant dans les poursuites judiciaires que dans celles exercées irrégulièrement à main armée, tous les démocrates y compris le parti Kossuth, l'occasion étant trop bonne pour ne pas en profiter en vue de se débarrasser d'adversaires politiques gênants.

Ces poursuites légales n'étaient là que pour masquer les autres. Et voilà comment Israël fut roi en Hongrie !

Concluons : l'Entente voulait une Hongrie démocratisée, libérée du traditionnel joug des magnats. Les élections à une première Assemblée nationale ordonnées en août 1919 par Friedrich avaient donné une poussière de partis libéraux : parti de l'union chrétienne et nationale, parti chrétien socialiste, parti économique, parti des petits propriétaires et ruraux réunis, parti national des cultivateurs et petits ruraux, parti national démocratique. Les grands feudataires du sol et de la politique se voyaient submergés sous cette poussière profane. Que deviendrait la révision, que deviendraient les classes historiques ? Seule une bonne Terreur pouvait sauver la situation. Quant à l'Entente

qui ne s'entendait déjà plus, endormir ou narcotiser ses agents en Hongrie suffisait pour en avoir raison. Et les Magyars y ont parfaitement réussi, et continuent du reste !

Livre II

Les liaisons dangereuses et la politique extérieure de la Hongrie

CHAPITRE PREMIER

Les liaisons dangereuses

La politique extérieure de la Hongrie, depuis les origines du royaume, et ce avec une constance dont seules l'ancienne Rome ou l'Angleterre nous offrent un exemple, n'a jamais eu qu'un but : trouver ou conserver des alliés assez forts pour aider la caste des conquérants magyars à maintenir sous son joug les populations vaincues lesquelles, faute de dons d'assimilation, elle ne savait pas conserver autrement. C'est là le leit motif, l'idée conductrice, des gestes extérieurs des Magyars à travers les âges et que l'on retrouve sous ses premiers rois comme au temps des Tisza, des Andrássy et des Mussolini. C'est à ce point de vue seulement que les maîtres de la Hongrie constituent un danger pour la paix de l'Europe, car autrement, ils sont fort intéressants.

La nécessité d'une béquille étrangère en vue de maintenir le régime de la caste historique, seule investie des lumières pour gouverner, est pour ainsi dire inscrite dans la vieille Constitution. Saint Etienne la pro-

clama en l'an mille, et ce fut là son principal titre de gloire à travers les âges.

Ce besoin d'alliance s'est compliqué aujourd'hui de celui d'amis sûrs pouvant aider les seigneurs de céans à récupérer les territoires que Trianon leur a fait perdre et sans lesquels, à leurs dires, la Hongrie ne saurait subsister. Aussi, aujourd'hui, leur devise est-elle : *pereat mundus, dum ego salvus sim.* Ils déclarent, sans ambages, qu'ils s'allieraient au diable s'il le faut pourvu qu'il leur prête main forte à reconquérir les peuples allogènes qui les ont quittés, et ils ont parfaitement l'air d'avoir oublié que ce fut précisément du fait de s'être donné à ce diable que la Hongrie historique est morte.

Il y a eu, ainsi, au cours des siècles, cinq puissances ayant servi à l'oligarchie magyare, d'appui à maintenir sa domination sur la mosaïque de peuples conquis en 896. La Rome papale d'abord, la Turquie ensuite, l'Autriche après, puis l'Allemagne et maintenant la Rome mussolinienne, dont le rôle serait de servir de marche-pied pour reprendre ce qui fut perdu.

On sait que ces sortes d'alliances coûtent généralement fort cher. Les protecteurs n'y mettent que leur prestige et leurs appétits et le *vulgum pecus* en paye les frais. En Hongrie, la noblesse a consisté longtemps à ne rien payer du tout.

« En étudiant notre histoire, dit un des historiens hongrois les plus officiels, ne perdons jamais de vue que, ni l'invasion turque, ni les ravages de la soldatesque allemande, ni nos guerres intestines n'ont causé plus de malheurs dans notre pays que l'exploiattion méthodique par la noblesse dont furent victimes, pendant de longs siècles, les classes les plus nombreuses

de la population » (Marczali, *Sources du droit public hongrois*, p. 338).

Aucune de ces alliances, soulignons-le encore une fois, n'eut jamais pour but un intérêt tant soit peu national, toutes ne furent dictées que par le besoin d'un parti voulant continuer à dominer et maintenir sous son joug des peuples qu'il ne savait s'assimiler.

La première alliance fut le pacte de consolidation intérieure que saint Etienne, roi, conclut avec l'Empire germanique et Rome contre la turbulence des chefs encore païens. Elle impliquait la catholisation des Magyars, d'autre part déjà fortement travaillés par le schisme oriental, et l'introduction de méthodes gouvernementales occidentales ce qui plaça ce peuple définitivement dans l'orbite de la civilisation centro-européenne. La lutte fut dure, l'indiscipline proverbiale des grands, un siècle de pillage jusqu'en France, des mœurs d'aventuriers nomadiques, ne constituaient pas un terrain propice à la stabilisation. Malgré une propagande par le fer et par le feu, des clans païens nomadisant et réfrcataires à toute vie sédentaire se rencontrèrent encore dans les plaines de Hongrie jusqu'au XIII^e siècle.

Quelle fut l'étendue du pays effectivement occupée par les agglomérations magyares ? Il est difficile de répondre à cette question. Le peuple des Magyars devait compter environ 200.000 individus dont les foyers ne pouvaient dépasser de beaucoup les limites de la Hongrie de Trianon. Le reste du pays ne semble avoir été conquis que par une administration imposée et superposée aux indigènes.

Bien entendu, la politique hongroise de ce jour proteste avec véhémence contre cette thèse qui pourrait diminuer l'ampleur des revendications révisionnistes.

et malheur à l'historien, tel que le professeur Alexandre Eckhardt de Budapest, qui l'oserait émettre. L'on ne peut cependant pas admettre que 200.000 Magyars immigrés en 896 environ aient pu se multiplier jusqu'en l'an 1000 à couvrir même par îlots disséminés un territoire de 322.000 km. carrés. Mais, créons des légendes sur le passé pour servir le présent. Cela fait partie des méthodes de la propagande.

La conquête turque de 1526 divise les seigneurs magyars. L'Autriche qui étendait déjà sa main vers les régions de la Hongrie demeurées en dehors de l'occupation, leur fit peur. Craignant pour leurs privilèges, ils nommèrent roi un des leurs. Cependant un an après l'avoir sacré, ceux-mêmes qui lui avaient posé la couronne sur la tête, se ravisent et sacrent roi l'Autrichien, sur quoi le nombre des partisans du roi national, allié du Turc, diminue. C'est que l'Autrichien offre des avantages matériels que le vainqueur ottoman dédaigne d'offrir au vaincu. Peu à peu le parti autrichien l'emporte'. Beaucoup de seigneurs magyars d'ailleurs jouaient déjà sur les deux tableaux.

« Le démembrement du royaume n'entamait en rien la puissance spécifique de l'aristocratie magyare. Chacun traitera selon son intérêt soit avec l'Autriche, soit avec le Sultan, soit avec le roi hongrois, prince de Transylvanie, comme un souverain indépendant, passant de l'un à l'autre avec une aisance de prestidigitateur. Cette promiscuité, loin de nuire à ces hauts barons, leur permettait de se vendre plus cher. Toute atteinte à l'inviolabilité de leurs cabales était taxée de haute trahison et les trouvait unis pour la résistance. Par une savante répartition des rôles, chaque famille avait des intelligences dans les cours et dans les armées adverses, tout magnat se retrouvait des amis à la cour autri-

chienne ou chez les familiers du Divan où il pouvait intriguer, conspirer, trahir, calomnier avec une certitude à peu près complète d'impunité. On eut dit un grand syndicat de trahison, dont les représentants solidement établis à Vienne, à Kolozsvár (Cluj), à Constantinople, facilitaient partout à leurs sociétaires, les volte-faces, les rentrées en grâce et les rébellions » (1).

Les imposantes splendeurs des Soliman pouvaient dans les premiers temps de l'occupation faire croire aux magnats que c'était de ce côté que se trouvait l'avenir, mais peu à peu cet espoir s'évanouit. Néanmoins, il y eut encore parmi les assiégeants turcs de Vienne en 1683 des bannerets magyars avec leurs détachements. C'étaient les purs !

Et ce fut là l'origine de ce faux ménage avec l'Autriche qui durera jusqu'en 1918 et qui n'eut jamais d'autre but pour les Magyars que de se faire assurer leurs prérogatives nobiliaires et le droit d'exploiter le peuple à leur guise. Bientôt, l'on trouvera les seigneurs magyars à la tête des grands services impériaux en Hongrie, tyrannisant, opprimant, emprisonnant, condamnant, pour le compte et sur l'ordre des ministres allemands de l'Empereur. En échange d'avantages personnels, ils sont prêts à tous les forfaits : pour plaire en haut lieu et se créer de nouveaux titres à des récompenses sur la misère de leurs compatriotes, aucune besogne ne les rebute.

***

Une seule chose pouvait blesser le patriotisme farouche des seigneurs hongrois, c'est quand l'impérial protecteur leur demandait de payer l'impôt ou menaçait

(1) LEFAIVRE : *Les Magyars pendant la domination ottomane en Hongrie.* I, p. 177.

de toucher à leurs prérogatives. Alors ce fut l'esprit de révolte du Magyar des temps héroïques qui se dressait contre lui; on criait à la violation de la Constitution et de la liberté, et l'on s'enquérait d'un patron plus libéral.

Sous ce rapport, le fils de Marie-Thérèse, Joseph II est tout particulièrement considéré par les historiens hongrois même modernes comme traître à la patrie. Effrayé du marasme économique dans lequel croupissait la Hongrie, il offrit de l'en sortir et de la mettre au niveau de ses Etats autrichiens, si la noblesse voulait bien participer aux charges. Horreur, Joseph II avait refusé de se faire sacrer roi selon les rites, il fut décrété traître à la constitution, ennemi de la liberté, et l'aristocratie hongroise, profitant de ses démêlés avec Frédéric II, roi de Prusse, alla proposer au roi philosophe ses bons offices contre l'Autriche. Joseph mourut après avoir été obligé de rétracter ses réformes et la noblesse, devenue frondeuse, jubilait. Cependant Léopold II sut couper court à cette joie. Ayant reçu la très longue liste des traîtres que le gouvernement prussien lui avait fait tenir, le successeur de Joseph II ne sévit pas et ne toucha pas davantage aux privilèges de la noblesse hongroise, mais s'en méfiait dorénavant. Les Serbes de Hongrie lui offraient un corps de 40.000 hommes s'il voulait mâter les seigneurs magyars. Il fit occuper Bude par des forces croates considérables. Entre temps, des nouvelles venues de France mirent de l'effervescence dans les masses, et la noblesse, prenant peur, se réfugia sous l'aile protectrice du souverain. C'est ainsi qu'échoua une tentative de liaison dangereuse qui eût pu avoir des suites fâcheuses pour l'Autriche, si la guerre, entre Joseph II et Frédéric II, qu'on appelle en Autriche

la guerre des pommes de terre, avait pris des proportions plus sérieuses.

Toujours est-il qu'on était fixé à Vienne sur le fond qu'il fallait faire à la fidélité des seigneurs magyars. On ne les a jamais aimés et l'on s'en est toujours méfié. Il faut lire la littérature politique des premiers lustres du XIX[e] siècle, pour se rendre compte de ce qu'on pensait des Magyars, tant parmi le peuple autrichien que dans l'élite.

La Révolution française et les victoires de Bonaparte provoquèrent en Hongrie deux réactions contraires. La noblesse tremblait et les peuples espéraient. Craignant pour ses privilèges, la noblesse acceptait tous les sacrifices que réclamait la guerre contre la France, cependant que les peuples, identifiant Bonaparte avec l'idée de la Révolution, voyaient en lui un libérateur du joug des autocrates et des Habsbourg.

« La noblesse, dit Béla Grünwald dans son bel ouvrage sur l'ancienne Hongrie (*A régi Magyarország*, p. 70) tomba littéralement en stupeur devant la Révolution française et consent des sacrifices importants à la cour pour la combattre. Mais les victoires de Napoléon, lesquelles venaient de mettre à plusieurs reprises l'Autriche au bord de l'abîme, impressionnaient bien davantage l'âme populaire. On put constater chez nous que la puissance, dont jamais nous aurions osé espérer être délivrés, chancelait bel et bien. Peut-être s'effrondera-t-elle sous les secousses irrésistibles du vainqueur, car les choses les plus invraisemblables paraissent pouvoir se réaliser en ce moment. Napoléon a détruit des Etats et de vieux trônes, il a humilié des rois, il en a créé d'autres. Oh, si, avec son aide, la vieille Hongrie historique et souveraine pourrait ressuciter. Tous les esprits de l'époque n'étaient tournés

que vers le problème de savoir ce qu'il valait mieux, d'un Napoléon vaincu ou d'un Napoléon vainqueur. Celui qui peut jeter un coup d'œil sur les lettres qu'échangeaient en ces temps nos aïeux en tirera des enseignements précieux sur ce qui agitait notre opinion publique. »

Très intéressante encore, sous ce rapport, la conversation qu'eut l'historien Etienne Horváth avec le poète Virág Benedek, un soir, sur le pont flottant du Danube à Pest et qu'il rapporte dans ses *Mémoires* sous la date du 28 décembre 1809 : « Le mieux ce serait d'envoyer une députation à Napoléon pour lui demander de nous donner un roi; certes le fier Corse exaucerait notre prière, ce qui nous mettrait en union avec la force française et nous permettrait d'espérer que la Serbie, la Bosnie, la Bulgarie se joindront à nous. Nous gagnerions ainsi un bon morceau de terres fertiles avec en plus le trafic maritime par la mer Noire et l'Adriatique, ce qui relèverait chez nous le sentiment national. »

Horvath avait-il connaissance des deux proclamations de Napoléon aux Hongrois qui abondent dans ce sens, l'une signée Bonaparte en 1797 et si mal traduite en magyar qu'on pouvait en rire, et l'autre datée du 15 mai 1809, admirablement rédigée par Maret, duc de Bassano, en collaboration de son ancien co-prisonnier et ami à Kufstein, le poète hongrois Bacsányi, et dont une censure vigilante sut en noyer dans l'oubli et le texte et les effets.

Il y eut encore une troisième proclamation : en 1805, les troupes françaises étaient à Presbourg. Le comte Pálffy, commandant de cette place, ayant mandat de faire certaines déclarations pacifiques au général Davoust, dépassa ses instructions et entra en pourparlers avec le général français sur la base d'une neu-

tralité du royaume de Hongrie. Davoust, saisissant l'occasion lança, au nom de Napoléon, une proclamation à la nation hongroise. L'affaire en resta là. Pálffy fut relevé de ses fonctions; le Palatin Joseph, gouvernant la Hongrie au nom de l'empereur d'Autriche, nous notifia l'erreur, et la paix fut signée à Presbourg sans qu'on soit revenu sur l'incident. Cette affaire n'est, du reste, pas encore bien éclaircie et certains historiens continuent à admettre que Pálffy agit en vertu d'ordres reçus.

Voyons à cette occasion ce qu'on pensait à ce moment de la Hongrie en France; nous possédons à ce sujet des documents précieux.

Napoléon semble avoir été, quoiqu'on dise, fort bien renseigné sur les Hongrois par son principal informateur, comte Adrien Lezai-Marnésia, dont j'ai publié le magistral rapport, tel qu'il se trouve aux Archives nationales de Paris, dans mon article *Napoléon et la Hongrie* de la *Revue Britannique, Paris,* nov. 1897 (1).

La proclamation Maret est du lendemain de la prise de Vienne. Quelques jours après, Napoléon installé au château de Schönbrunn déclara « il faut rendre indé-

(1) Fils du marquis Lezai Marnésia, émigré de la Révolution, parcourut l'Allemagne et l'Angleterre; rentré en France après Thermidor, prédit aux révolutionnaires la ruine de leur Constitution directoriale ce qui lui attira une vive satire d'André Chénier et deux nouvelles proscriptions successives. Il se rendit en Suisse. Après le 18 brumaire, il obtint la protection de Madame Bonaparte, dont la sœur aînée était alliée par mariage avec Claude de Beauharnais, cousin d'Alexandre, premier mari de Joséphine. Envoyé près de l'Electeur de Salzbourg, Lezai passa en Hongrie, en mission spéciale de Bonaparte qui apprécia sa clairvoyance philosophique, sa connaissance des langues et son don d'observation. En 1806, il fut nommé préfet du Rhin et de la Moselle, en 1810, préfet du Bas-Rhin. Maintenu comme tel par la Restauration, il mourut à Strasbourg en 1814. Ses rapports sur la Hongrie sont des chefs-d'œuvre de clirvoyance politique.

pendante la Hongrie. Les Hongrois choisiront pour roi qui ils voudront, un homme qui saura sauvegarder leur indépendance et leur constitution ». Se faisait-il des illusions ? certainement non.

Lezai lui avait écrit en 1802 :

« ... *on compte en Hongrie que les bourgeois sont, au reste de la population, comme 1 à 20; les nobles comme 1 à 21 et les ecclésiastiques comme 1 à 490. L'on ajoute que pour un homme qui consomme, il s'en trouve 6 qui produisent, proportion de moitié à l'inverse de celle qui devrait exister et qui enlève à ce royaume l'avantage que sa position lui donne de fournir les pays qui sont à sa gauche des produits bruts, ceux qui sont à sa droite, de produits manufacturés qui leur manquent, et d'être ainsi, tout à la fois, le magasin aux vivres de l'Autriche et la grande manufacture de l'Orient.*

« *La bourgeoisie est pauvre, parce que la loi lui défend de posséder des terres, elle n'en a que peu, peu de fabriques, peu de commerce. La petite noblesse et le bas clergé sont pauvres. Le haut clergé et la haute noblesse ont des richesses énormes. A de grandes richesses, cette haute noblesse joint de grands droits et suffisamment de lumières. Le droit qu'a perdu la Hongrie d'élire ses rois ne lui semble pas une perte. Serrée par la monarchie autrichienne, qu'il faudrait avoir pour ennemie si elle ne l'avait pas pour maîtresse, elle sent qu'elle n'userait de son droit d'élection, si elle le possédait encore, que pour élire un prince de la maison régnante.*

« *La bourgeoisie n'est pas assez pauvre pour être séditieuse, elle l'est trop pour avoir de l'ambition. La faim et l'excès de mauvais traitements pourraient*

seuls révolter les paysans. La terre est si fertile et le paysan si sobre, qu'il est à l'abri de la faim. Les mauvais traitements sont devenus plus rares depuis qu'ils sont devenus dangereux pour les seigneurs.

« *... Mais quoique chacun souffre ou dans son amour-propre ou dans ses intérêts, il n'est personne qui voulut changer son malaise contre une Révolution, personne qui le pût, et je ne vois dans le royaume que le roi seul qui fût assez puissant pour y susciter des troubles sérieux, si, désespérant toutes les classes à la fois, comme le fit Joseph II, il allait, encore plus imprudent que lui, prendre, pour assembler ses peuples, le temps de leur plus grande fermentation...*

« *Les éléments d'une révolution lointaine existent en Hongrie* (Lezai prédisait 1848-1849), *ceux d'une révolution prochaine n'existent pas; en dedans, il n'y a plus de moyens, en dehors plus d'appuis suffisants. On peut rétablir les appuis. Mais l'Autriche est trop près pour que des appuis éloignés soient efficaces. Si l'on voulait absolument remuer la Hongrie, il faudrait commencer par mettre dans son voisinage une puissance qui fût pour elle ce que furent autrefois, dans les troubles, la Pologne et la Transylvanie.*

« *Mais l'idée de se séparer de la monarchie autrichienne lui viendrait difficilement. Ce qui la fait souffrir, ce n'est pas d'être unie à l'Autriche, c'est d'y être mal unie, c'est de ne plus être comptée que parmi les provinces autrichiennes, après l'avoir été parmi les puissances européennes.*

« *Les Français, en cas d'invasion, trouveront peu d'appui, mais aussi peu de résistance... l'esprit de la Révolution agit en Hongrie comme ailleurs, et déterminera tôt ou tard ou une réforme ou une révolution...*

L'on peut admirer dans ce rapport la justesse pres-

que mathématique de l'appréciation de même qu'un don de prévision extraordinaire. Si tous nos diplomates avaient su voir ou voyaient encore aussi clair, mais hélas...

Napoléon eut d'autres informateurs autorisés : il y eut, après Lezai, deux anonymes, puis Lacuée, secrétaire d'ambassade à Vienne, le fameux espion Schulmeister et Camille Tournon, auditeur au Conseil d'Etat, intendant à Beyrouth où l'Autriche le fit arrêter et interner à Munkács, extrême nord-est de la Hongrie, en 1805. Son rapport n'est qu'une relation de ce qu'il avait pu voir après sa mise en liberté, pendant son voyage de retour.

Enfin, le prince Eugène de Beauharnais, dans ses *Mémoires* (T. V, p. 318), constatant que le succès de la proclamation du 15 mai 1809 que des détachements de cavalerie légère française avaient cherché à faire passer en Hongrie, fut nul, déclare : « Nous ne pouvons nous tromper sur l'esprit des habitants de la Hongrie; ils sont contre nous, et les bonnes intentions de Sa Majesté, exprimées dans sa proclamation, n'ont produit jusqu'ici aucun effet. La noblesse a toujours gouverné ce pays. Elle a pris en entier les armes et paraît décidée à se défendre contre nous. »

Il y eut ensuite, comme coup de grâce, une brochure très habilement lancée. Ce fut celle dans laquelle le Palatin archiduc Joseph lui-même combattit les Français. Répandue dans toute a Hongrie, elle fit rentrer sous terre les derniers restes de sympathies françaises qu'avait suscitées l'approche de nos armées.

Si Napoléon avait pu offrir un emprunt aux autocrates magyars peut-être auraient-ils au moins accepté son argent; mais Napoléon ignorait encore le secret des sympathies franco-hongroises.

Les prédictions de Marnésia concernant une lointaine révolution, se réalisèrent en 1848.

La politique extérieure de la Révolution hongroise de 1848 fut dilettantesque, voire naïve. Kossuth s'imaginait sincèrement que l'Europe viendrait se jeter au feu pour sauver la liberté des Magyars. Il perdit la partie en Italie par suite des victoires de Radetzky, il la perdit en France par la venue de Louis-Napoléon, il la perdit en Angleterre parce que Palmerston voulait bien « embêter » l'Autriche en Orient, mais la voulait forte chez elle, en Allemagne parce que la prépondérance autrichienne y subsistait encore et en Prusse parce que son roi, tout en cherchant à éliminer l'Autriche de la Confédération germanique, aimait encore moins les révolutionnaires que les Habsbourg.

Nous retrouvons dans cette propagande révolutionnaire hongroise à l'étranger les mêmes procédés caméléonesques que dans la propagande révisionniste du moment. On est conventionnel en parlant à la France, marchand en Angleterre parce que les Anglais sont des mercantis ; en Italie on honnit le *Tedesco* et en Prusse on devient protestant luthérien anti-catholique, pour les besoins de la cause.

Ce n'est que lorsque la Prusse se fut affirmée avec Bismarck comme soleil levant en Allemagne et que le libéralisme kossuthiste était abattu, que la noblesse magyare, songeant à l'avenir, et voyant l'Autriche s'enliser dans l'impuissance, vint tenter de prendre ses sécurités auprès des Hohenzollern. La Prusse de Bismarck avait, en effet, tout ce qu'il fallait pour éblouir le Magyar historique, l'appétit, la mégalomanie des peuples primaires, leur orgueil national, leur pragmatisme élastique, le goût des exhibitions de la force, fai-

sant croire à la manifestation d'un droit, celui des parades et du panache, l'esprit de domination.

Les rapports plus ou moins orageux entre la Prusse et l'Autriche à propos de l'expédition contre le Slesvig-Holstein allaient amener entre Berlin et les Hongrois des joutes de sympathie dont Vienne devait faire les frais. Le père Tisza qui, après la révolution de 1848, était allé se nourrir de science allemande sur les bords de la Sprée, en était revenu pétri d'admiration pour les méthodes prussiennes surtout lorsque Bismarck se révéla comme maître ès-poigne contre les socialistes.

En 1864 fut découverte à Pest la conspiration dite du Casino des Magnats; quatre conjurés, Almássy, Csáky, Benitzky et Nedeczky furent pris pour avoir voulu fonder un gouvernement national magyar aristocratique continuant l'œuvre ratée de Kossuth, mais sans ses « défauts » démocratiques. Seul le comte Csáky réussit à prendre la fuite. Il se réfugia à Berlin où il entama avec Bismarck un flirt lequel devait dès la déclaration de la guerre de 1866 se matérialiser en ce mémorable putsch Klapka, par quoi, prenant l'Autriche de flanc en passant par la Hongrie nord-ouest on chasserait les Habsbourg du trône de saint Etienne, en les remplaçant par le Hohenzollern prince Frédéric-Charles de Prusse, le futur vainqueur de Gravelotte.

Et la Hongrie, du moins le clan centre gauche était d'accord, ce qui résulte de l'attitude de son chef Coloman Tisza qui, le jour où les troupes impériales partaient pour le front prussien, refusa, avec tout son parti, de voter une motion de bonne chance à l'empereur roi, sous prétexte que la Hongrie, tout en fournissant des régiments à l'armée autrichienne, devait rester neutre dans le conflit, c'est-à-dire réserver l'avenir [1].

(1) V. pour tous les détails sur la légion Klapka ma *Responsabilité de la Hongrie,* p 89 et suiv.

Bismarck, ayant des raisons de politique générale de ne pas trop affaiblir l'Autriche, mit un frein aux appétits de son souverain qui avait sérieusement pensé à l'Anschluss et n'exploita pas à fond sa victoire à Sadowa. Il fit l'armistice de Nikolsburg et conclut la paix à Prague; mais en lâchant Klapka, il ne lâcha pas la Hongrie. Pendant son ambassade à Paris, et par ses fréquentations dans les milieux des émigrés politiques magyars, il avait pu connaître le point vulnérable qu'était, pour l'Autriche, la Hongrie et le parti qu'il pouvait en tirer pour tenir les Habsbourg à sa merci.

Bismarck fut ainsi le père spirituel de la restauration constitutionnelle de la Hongrie en 1867, comme de tous les événements qui en découlèrent dans la suite.

Il la voulait d'abord cette restauration qui donnait aux Magyars un droit de veto dans les affaires de la monarchie, parce que l'état-major autrichien se préparait secrètement à une revanche de Sadowa; il la voulait encore, parce que la guerre contre la France était ouvertement dans son programme, et que les Magyars lui serviraient à empêcher l'Autriche de marcher avec elle, et il la voulait finalement parce que l'Autriche décentralisée, xiphopagiée avec la Hongrie, freinée par elle, n'était plus à craindre.

Les hautes sphères de Vienne n'y virent goutte. De Beust, chancelier de la Monarchie, soutint les revendications hongroises parce qu'il croyait que les Magyars satisfaits cesseraient de flirter avec Berlin, l'impératrice Elisabeth favorisait les Magyars par esprit de fronde contre les « dindes » de la Hofburg... et les Magyars l'exigeaient comme un moyen de rendre aux hobereaux de bonnes sinécures. Sciemment ou incons-

ciemment l'esprit de Bismarck planait sur tous, ennemis comme amis.

La vieille Autriche de Kaunitz et de Metternich fit donc peau neuve et de césarienne et centraliste devint bicéphale, sœur siamoise, rattachée de son corps aux Magyars, en s'intitulant dorénavant Autriche-Hongrie.

Cette opération s'accompagna entre autres d'une grâce amnistiante qui fit rentrer au bercail toutes les brebis égarées tenues pour galeuses jusqu'ici, et que la révolution de Kossuth avait fait fuir. Seulement ici les calculs de Bismarck se révélèrent comme faux.

Tous ces émigrés saturés d'idées démocratiques en France, en Italie, en Angleterre, avaient bien voulu aimer Bismarck contre l'Autriche, mais n'en voulurent plus comme protecteur des hobereaux magyars. Ils avaient vu trop clair dans son jeu.

D'une supériorité bien au-dessus de la moyenne des hobereaux, ils entrèrent au Parlement comme des élus, circonscriptions rurales magyares toujours frondeuses, alors que les autres se contentaient des allogènes qu'on pouvait pousser aux urnes à coups de crosses, et ainsi fut fondée l'opposition kossuthiste proclamant pendant cinquante ans le danger que constituerait pour la monarchie son alliance avec Berlin et dénonçant au monde les pensées secrètes et purement digestives de la classe des autocrates magyars.

La France eut, au cours des temps, force occasions de profiter des démêlés du parti Kossuth avec la Triplice en vue de changer complètement l'orientation de la politique austro-hongroise. Un appui moral, quelques encouragements substantiels donnés à la presse kossuthiste eussent suffi. Mais la politique extérieure de la France était sacrifiée aux lubies d'une majorité parlementaire ignorant la géographie et aux aises

d'une diplomatie cultivant le moindre effort. (Voir à ce sujet, Chélard, *Responsabilité de la Hongrie*, pp. 100, 104, 133, 162.)

La main mise de Bismarck sur l'Autriche par les soins des Magyars se trouve donc à la base de tous les évènements conduisant à la guerre, et cependant, je vois encore d'illustres ambassadeurs me répondre par un sourire compatissant quand, avant la guerre, je leur exposai l'intrigue hongroise et ses dangers. La diplomatie occidentale en Autriche-Hongrie était médusée par les renseignements fournis par le *Litterarisches Bureau* du Ballpltz où siégeait M. de Kánya et la place Saint-Georges à Budapest, où opéraient Arpad de Berczik et Gustave Beksics, et c'est ainsi que, pendant des lustres, les démonstrations du parti Kossuth sur les périls de la politique hongroise furent considérées, tant à Paris qu'à Londres, comme bégayements de nourrissons. Et le filtre viennois ainsi qu'on appelait le grillage qui ne laissait sortir que ce qu'on devait connaître, était en or, ce dont la grande presse européenne n'avait pas tardé à se convaincre.

En effet, qui donc avant la guerre s'est jamais aperçu de l'enchaînement de faits existant logiquement entre le vote de non intervention dans la guerre de 1870, du Parlement hongrois, provoqué par Tisza, voulu par Andrássy, premier ministre constitutionnel hongrois, la promesse de Bismarck à ce même Andrássy de lui procurer le poste de chancelier de l'Empire s'il voulait continuer à être sage, le départ effectif de de Beust de ce poste en 1871 et son remplacement par le Magyar Andrássy, la nomination, en 1875, à la tête du gouvernement hongrois de Coloma Tisza, dont François-Joseph ne voulut pas, et finalement la signature de

l'alliance formelle entre Budapest-Vienne et Berlin qui nous amena la guerre.

Il y a des preuves à ce que je dis : au début de la guerre mondiale, une campagne blessante pour la Hongrie se dessina en Allemagne au sujet de prétendues incapacités des troupes hongroises au cours des hostilités. Il s'agissait comme toujours d'un prétexte pour intervenir en Hongrie et en préparer l'annexion. Le comte Tisza en prit ombrage et fit publier par le député Charles Czerny, sous le titre : *Deutsch-ungarische Beziehungen,* une brochure qu'il tint à préfacer lui-même. Parmi des multiples services dont l'ingrate Prusse était redevable à la généreuse Hongrie, on peut y lire que « depuis 1848, l'Allemagne n'a point eu de plus fidèle et plus loyale amie que la Hongrie, et que si en 1870, l'Autriche n'a pas marché, ce qui immédiatement aurait détaché de la Prusse la Bavière et les Etats souabes, c'est à la pression qu'exerça Pest sur Vienne que cela est dû ».

Et chaque travail méritant son salaire, de quelle nature étaient les services que la Hongrie attendait en échange de cette fidélité ? On ne la' jamais avoué, cependant à tous les points de vue concrets, soit économiques, soit sociaux, soit politiques, les relations entre les deux pays furent toujours loin d'être amènes et la presse allemande ne se gênait guère pour traiter les Magyars d'Asiatiques ayant besoin d'aller à l'école de la Kultur.

Or, comme le dit dans ses *Mémoires* Edmond Klein, ancien directeur de la Presse à la Présidence du Conseil de Hongrie, « le seul but de l'Alliance est d'assurer son intégrité à la Hongrie pour le cas où l'Autriche flancherait », et, entendez ici par intégrité celle des pouvoirs de l'oligarchie, car autrement, comme on le

verra plus bas, l'intégrité de la patrie hongroise était surtout assurée par l'Allemagne de bel et bien disparaître [1].

La médication politique n'a pas encore pu découvrir la dose de vérité évidente et de clarté aveuglante qu'il faut pour faire revenir un homme d'Etat des erreurs qu'il a sucées avec le lait de son parti.

Il y eut d'abord, pour la manifestation des véritables buts de guerre de l'Allemagne, le *Mitteleuropa* de l'abbé Naumann, paru en 1915. Il y eut, en 1916, je crois, et répandu à profusion, un vieil article de Paul Lagarde reproduit dans la Revue *Die Tat*, où il était dit que les peuples de races diverses de la monarchie danubienne, y compris particulièrement les Magyars, étaient en somme un fardeau pour l'Europe et que, plus vite ils disparaîtraient, mieux ce sera pour nous autres Allemands ».

Il y eut, ensuite, les déclarations de Guillaume II faites à Kolozsvàr (Cluj) à l'archiduc Joseph, le 27 octobre 1917 et rapportées par ce dernier dans ses *Mémoires :* à savoir qu'il y aurait unification complète entre les armées austro-hongroises et allemandes.

Une agence officielle secrète, ayant pour but de donner des directives aux milieux compétents allemands, et dont certainement les collections existent encore notamment dans les archives de Varsovie, écrivait à la même époque : « Qu'il était dommage pour cette belle nation magyare aux qualités si merveilleuses et dont l'attitude pendant la guerre fut si admirable, d'avoir : *von der Bildfläche zu verschwinden* (à disparaître de la face du monde), au même titre que les Polonais, étant donné qu'elle barre à l'Allemagne le chemin

(1) Edmond Klein *: Tiszatol Tiszaig,* Budapest, 1922, p. 5.

nach Osten. Certainement, il est regrettable que la Hongrie soit géographiquement si malencontreusement située, car les Serbes par exemple, ne gênant en rien les aspirations germaniques vers l'Orient du *Gesammtreich*, peuvent rester où ils sont. Ils seront simplement rattachés tels quels à l'Allemagne. »

On n'ignore pas, d'autre part, que dès 1915, la Transylvanie avec la Marmaros étaient promises à la Roumanie pour prix de son concours dans la guerre, par Czernin lui-même et qui ajoutait que, si la Hongrie ne consentirait pas volontairement à cette amputation, on l'exécuterait de force.

Enfin, quand, en date du 5 juin 1918, parut dans le *Neue Freie Presse* de Vienne la fameuse lettre signée Payer, vice-chancelier de l'Empire allemand dans laquelle, renchérissant sur la thèse de Naumann, il était dit en substance qu'après la prochaine victoire des Centraux, la frontière entre l'Autriche-Hongrie et le Reich ne serait plus qu'un souvenir historique, les yeux des germanophiles magyar les plus impénitents se dessillèrent enfin. Tisza lui-même poussa à la Chambre hongroise, le jour de la parution de l'article Payer, un cri d'alarme contre l'allié, mais hélas, il n'était plus tout puissant ministre, mais simple député presque de l'opposition et puis, il était trop tard.

Je pourrais citer cent preuves irréfutables de ce qui attendait la pauvre Hongrie après la victoire, entre autres la Convention militaire conclue le 18 mai 1918 à Spa par le colonel d'état-major Arz, allemand, naturalisé autrichien, successeur de Conrad von Hötzendorff et intitulée *Grundlage für den Waffenbund*.

(1) *Lettres de guerre du comte Tisza* : v. Erzberger à Tisza, 8 juin 1915; Tisza à Czernin, 7 juin 1915, à Burian, 12 juin 1915, à Czernin Bucarest, 28 août 1915, etc., etc.

C'était la mise en œuvre des projets d'unification des deux armées dont Guillaume II avait parlé à l'archiduc Joseph.

Et voilà le sort qui attendait le royaume millénaire d'Etienne le saint en cas d'une victoire pour laquelle ses enfants avaient versé le meilleur de leur sang : une patrie mutilée, caporalisée, vivant sous la férule d'un *Preussischer Oberstaat*, auquel on servirait de colonie pour l'écoulement de sa camelote, comme de piédestal pour satisfaire son orgueil de barbare, ivre de domination. Ugolin dévorait ses enfants pour leur conserver leur père, dame Germania dévore ses alliés pour les rendre dignes de la Kultur.

Mais, d'autre part, quel eut été le sort qui attendait la Hongrie si François-Ferdinand, demeuré vivant, avait succédé à François-Joseph, sans heurt et sans guerre ? A peu près le même. La race magyare réduite environ au territoire que lui assigne Trianon, soumise à un *Oberstaat* autrichien, restauration de la vieille Autriche sur les bases d'une poussière d'autonomies raciennes, perdait son indépendance nationale avec tous les attributs de sa couronne, pour ne plus être qu'une préfecture nationalisée de Vienne.

Donc, en aucun cas, la Hongrie ne devait rester ce qu'elle fut. L'Allemagne victorieuse, ou François-Ferdinand montant sur le trône, elle en était pour sa souveraineté millénaire, ce qui fait apparaître Trianon comme la meilleure de ses chances. Diminuée territorialement, mais nationalement libérée de toutes les entravse, elle ne pouvait rêver mieux. Or, une restitution de ses anciens territoires, en plus de cette souveraineté reconquise, serait d'abord une prime accordée à sa défaite dont elle est grandement responsable comme un des fauteurs de la guerre, et, de plus, ne

ferait que reconstituer une situation qui la provoqua et dont l'ancienne Hongrie est morte.

Et cependant, quoique les visées pangermaniques du troisième Reich soient les mêmes que celles du Reich de Guillaume II, les intimités de Budapest avec Berlin sont plus avancées qu'on ne croit. Les autocrates de la Hongrie de Bethlen s'imaginent-ils que l'Allemagne est moins gloutonne qu'elle ne fut, et que la Germanie hitlérienne, déjà emportée dans son rêve de domination universelle, aura pour premier soin de remettre à flot la Hongrie historique ?

Non pas, et ceci constitue précisément une preuve de plus de la nature inavouable de leur but. Que veulent-ils exactement ? Dominer, demeurer au pouvoir et reconquérir, soit avec l'aide allemande soit avec celle de l'Italie, soit avec celle des deux à la fois, de gré ou de force, leur fastueuse opulence, anciennes sinécures et richesses terriennes.

Il est vrai que le comte Bethlen déclara naguère que pareille supposition était absurde parce que terres et prébendes, jadis hongroises ont été depuis cédées par le vainqueur à de nouveaux bénéficiaires, mais pour qui connaît les avocats hongrois, il n'est point d'action pour laquelle ils ne trouvent un point de droit dans leur code. On aurait vite fait de déposséder les nouveaux propriétaires.

La liberté des peuples hongrois fut de tout temps le cadet de leurs soucis. Ils s'aplatirent jusqp'à terre devant Soliman II pour en obtenir des faveurs, ils se firent, pendant quatre siècles et demi, les gardes chiourmes des Hongrois pour le compte de l'Autriche, ils se feraient avec la même désinvolture les suppôts de la Prusse à l'égard de leurs compatriotes, et même, si François-Ferdinand avait pu réaliser son projet

d'une nouvelle Autriche césarienne, on les aurait retrouvés broutant confortablement sur les marches de son trône et tyrannisant les leurs pour le compte du souverain destructeur de leur pays.

Il y a parenté spirituelle de dictateur à dictateur, il en est une, très ancienne, entre Magyars et Germains, une autre plus étroite encore entre Junker et hobereaux magyars, et puis, M. Gömbös ne cacha-t-il pas jadis, les assassins d'Erzberger dans son appartement?

Que recèle pour les Hongrois et pour nous l'alliance avec l'Italie. Malgré toutes les déceptions que la Hongrie a éprouvé dans le passé en ce genre de pactes, ce n'est encore là qu'un accord de sauvetage pour la caste dirigeante. Et en effet les seigneurs hongrois se conduisent maintenant à Rome exactement comme jadis ils se conduisirent à Constantinople, Vienne et Berlin.

Mussolini a fait son fascio en canalisant la haine jalouse contre la France que tout Italien moderne porte dans son cœur et contre laquelle se briseront encore pour longtemps les efforts d'unir intimement les deux nations sœurs. Il ne pouvait faire autrement, car les peuples s'unissent dans la haine commune, mais jamais dans l'amour. Il a su organiser ce sentiment de façon à nettoyer les Ecuries d'Augias italiennes qui en avaient besoin et c'est là sa grande œuvre.

Mais, un dictateur peut tout, excepté s'arrêter dans sa course triomphale. Sous peine de mécontenter ses prétoriens, il doit perpétuellement agir. Son œuvre intérieure accomplie, il fallut chausser les bottes de Bismarck en se faisant croque-mitaine européen, bien entendu encore contre la France. Son alliance avec la Hongrie dans un but de révision des traités, est une manœuvre dirigée contre la Petite Entente, enfant de la France. C'est la continuation sur le terrain extérieur

ce qui lui a bien réussi à l'intérieur. Les Hongrois, avec leur révisionnisme agressif sont artillerie lourde, ils lui sont indispensables pour lui permettre de jouer un rôle et « rien ne pourra venir détruire ce lien ». Peut-être Mussolini se calmerait-il quoique « les traités comme il dit ne soient pas éternels » moyennant quelques compensations substantielles ? Le tout est de savoir si, vu les difficultés et les dangers d'une révision, il est bien décidé à tirer les marrons du feu pour Budapest. Il est permis d'en douter. Quoiqu'il en soit, il y a risque, il y a la morale du risque, il y a le danger du dupé, du faux joueur et des erreurs de calculs !

« Les traités ne sont pas éternels » proclame Mussolini sans nous dire comment ils le deviendraient par la révision. Quels sont les traités d'annexion qui ont été revisés bénévolement sans guerre ou qui ont cessé d'être appliqués par caducité. Tous les traités qui ont joué un rôle dans l'histoire, *tous Diktat's imposés au vaincu*, n'ont jamais été revisés autrement que par les armes, si contraire qu'ils fussent au droit des gens. Ainsi, les traités par lesquels fut démembré la Pologne, ont été en vigueur pendant 146 ans, et il fallait la guerre mondiale pour en abolir la criante injustice. Les traités au moyen desquels l'Italie recouvra son unité, traités qui ne seraient davantage éternels en leur appliquant les dires du Duce, sont le fruit de sanglantes guerres et ne sauraient être revisés sans guerre; ceux qui ont fini par réduire la Turquie d'Europe à sa portion congrue et auxquels la Yougoslavie, la Roumanie, la Grèce et la Bulgarie doivent leur existence nationale, sont-ils oui ou non éternels ? Le traité de Francfort, imposé à la France par le vainqueur de 1871, ne fut revisé que par celui de Versailles fruit d'une sanglante victoire; il a duré 48 ans; les traités établissant

les zones franches entre la France et la Suisse remontent à 1815, et bien que la situation intervenue depuis rendent leur application peu aisée pour nous, le Tribunal de La Haye vient de les confirmer et la France de s'incliner sans protester.

Certes, les traités ne sont pas éternels, mais ils ont cependant des durées logiques. Faits pour mettre fin à la guerre, leur suppression à l'infini rétablirait la situation qui a provoqué le conflit, et ainsi de suite. C'est que la volonté de réviser est chez les hommes politiques une machine de guerre, un tremplin, une plateforme destinés à faire de l'éclat et à ranimer les polémiques. On veut toujours réviser chez les autres, jamais chez soi. Mr. Mac Donald, si chaud pour reviser en faveur des Magyars, ne voudrait pour rien au monde rendre des colonies à l'Allemagne, ni Malte à l'Italie, ni Chypre à la Grèce, ni Gibraltar à l'Espagne, et, dès lors, sa politique révisionniste n'est qu'un jeu pour « embêter » la France et ses alliés.

Et Mussolini, a-t-il offert à ses amis hongrois de leur rendre le port de Fiume pour lequel ils ont dépensé des milliards ? A-t-il offert de restituer à l'Autriche pour lui donner plus de force, de résistance dans sa lutte contre l'*Anschluss*, le pays d'André Hofer, à savoir les districts de Botzen 86.000 Allemands, 4.500 Ladins, 4.200 italianisants; de Méran, 50.000 Allemands, 1.700 Ladins, aucun italianisant; de Brixen, 30.000 Allemands, 400 Ladins, pas d'Italiens; de Schlauders, 22.000 Allemands, 45 Ladins, point d'Italiens; de Bruneck, 30.000 Allemands, 350 Ladins, 5.300 Italiens. Ces chiffres sont empruntés au recensement autrichien de 1910. Quand bien même on tiendrait ce recensement

pour suspect, ce que je n'admets pas ayant pour mes études ethnographiques sur le Tyrol passé de longs mois en ce superbe pays [1], il n'en reste pas moins évident qu'il est allemand de race et d'esprit et que rien ne distingue Tyroliens du haut Adige de celui de la vallée de l'Inn. « Partager ce peuple, lisait-on dans la *Gazette de Lausanne* du 4 novembre 1918, un des plus fortement caractérisé de la région des Alpes, en deux moitiés, serait tout à fait contraire au droit de libre disposition des peuples. » C'est que les Suisses et notamment les Suisses romands, cependant si ententophiles pendant la guerre, se sentaient menacés par les intentions de l'Italie de s'annexer ce libre peuple de montagnards, comme eux. Et le partage fut fait et les mal partagés furent soumis à un régime de dénationalisation ressemblant fort à ce qui se pratiquait en Hongrie avant la guerre... avec les mêmes résultats du reste. Mais, M. Mussolini veut reviser chez les autres, car c'est par là qu'on établira cette Europe pacifiée et pacifique, satisfaite et unie dont chacun voudra être le roi.

Or, tôt ou tard, plutôt bientôt, une Entente entre l'Italie et la France deviendra inévitable, tout comme en 1915, en vue de faire obstacle aux appétits mégalomaniaques de l'Allemagne. Les Hongrois espèrent, et le disent ouvertement, que l'Italie leur alliée s'emploiera alors auprès de la France et celle-ci auprès de la Petite Entente pour régler la question de la restitution des territoires à la Hongrie. La collaboration de la Hongrie à l'encerclement de l'Allemagne serait à ce prix, sinon la Hongrie se joindrait à la Germanie... (pour disparaî-

(1) Raoul Chélard, *L'Autriche Contemporaire*, Paris, Chailley, 1894, pp. 303-343. (Le vorarlberg, le Tyrol et la race allemande habitant ce pays).

tre dans le gouffre). Je n'ai pas à faire ici des pronostics sur ce que répondront la France et la Petite Entente, mais on peut logiquement prévoir que ce sera l'Italie qui saura modérer le feu des ambitions magyares. Sinon !

CHAPITRE II

La politique extérieure de la Hongrie en général, et la psychologie des relations franco-hongroises

« Ce qui fait souffrir la Hongrie, avait écrit Marnésia
« à Bonaparte en 1802, ce n'est pas d'être unie à l'Au-
« triche, c'est d'y être mal unie, c'est de ne plus être
« comptée que parmi les provinces autrichiennes, après
« l'avoir été parmi les puissances européennes. »

Le Compromis de 1867 n'apporta que peu de changement à ce sentiment. L'Autriche avait trop longtemps dominé pour que, elle-même et l'opinion étrangère, prissent la nouvelle association au sérieux. Dans son âme et conscience, Vienne avait simplement fait quelques concessions de façade aux Magyars, en les admettant au gouvernement, sous les ordres de l'empereur suivant l'orientation de la vieille politique autrichienne. La vieille Wien demeurait capitale de l'Empire, et Budapest sa filiale mineure. Quand, vers la fin du siècle dernier, vous annonciez à Vienne vouloir faire un tour en Hongrie, on vous faisait la moue, et il y eut toujours quelqu'un pour vous déconseiller d'aller chez ces « sauvages ». L'orgueil magyar en souffrait, et l'opinion de l'autre côté de la Leitha ne cessait d'inviter son gouvernement à agir afin que le monde sût que

depuis 1867, le vieux royaume de Hongrie se trouvait reconstitué à l'égal de l'Empire d'Autriche. L'ignorance géographique de l'étranger à l'égard de la Hongrie égale du reste, comme nous allons le voir, de celle des Hongrois pour le dehors, devint dans la presse hongroise un sujet permanent de moqueries acerbes.

C'est en ces efforts de se faire connaître que peut se résumer toute la politique extérieure du pays jusqu'à la guerre. J'en exclue certaine rapports secrets avec l'Allemagne qui passaient en marge, par l'Ambassade austro-hongroise à Berlin, dont le titulaire, sur le désir même de Berlin, était toujours un aristocrate magyar, et le Consulat général d'Allemagne à Budapest, toujours dirigé par un Junker bon teint. Pour le reste des pays, comme toutes les communications du gouvernement hongrois devaient passer par les postes de la diplomatie commune, demeurée foncièrement autrichienne, l'on peut se figurer la défiguration que subissait la pensée magyare au cours de sa cascade par dessus les échelons de la bureaucratie K. K.

A cette tendance à discréditer la pensée magyare, vint se joindre, lorsque la question des nationalités en Hongrie avait pris de la virulence, une politique autrichienne consistant à donner tort aux Hongrois. Par la voie de Prague, de Bucarest et de Belgrade où l'on n'était pas tendre pour les Hongrois, cela se comprend, les bruits de la lutte passèrent à l'étrangre, après quoi Vienne, toujours imbue du vieux centralisme, surenchérissait par la voie de l'information officieuse, voire officielle.

Je dis les choses comme je les ai vues, et non pas comme on les a imprimées. Le dualisme fut une des erreurs politiques de l'Autriche, des seigneurs magyars et de Bismarck. Destiné à satisfaire les Hongrois, dont

Bismarck avait besoin, sorti d'un marchandage politique par lequel on avait cherché à contenter « tout le monde » en conservant la vieille chèvre autrichienne et le petit chou hongrois, on ne contentait personne, mais on mécontentait puissamment les nationalités.

La politique extérieure de la Monarchie, étant soi-disant commune aux deux pays, relevait parlementairement des « Délégations », corps constitué d'un nombre limité de représentants des parlements autrichien et hongrois. « Ainsi, dit un journal de Budapest, « nos parlementaires finirent par se désintéresser des « choses de l'extérieur, considérées comme une spécia- « lité dévolue aux membres des « Délégations ». On « étudie en Hongrie les sciences sociales et financières, « mais point les questions étrangères, de sorte que, « même nos sommités politiques, se distinguent par « une ignorance géographique sans pareille. » (*Budapesti Hirlap*, 23 juillet 1905.) En effet, je me rappelle une conversation que j'eus vers cette époque, avec Alexandre Wekerlé, président du Conseil et au cours de laquelle je fus obligé d'expliquer à cet important personnage, des éléments de géographie humaine dont aurait ri un élève de troisième. Un autre grand journal hongrois avait déjà écrit en 1902 : « Si nous passons « en revue nos hommes d'Etat, nous ne voyons aucun « qui soit capable de servir notre avenir extérieur. Le « dernier qui ait su dire un mot énergique fut Coloman « Tisza qui, à propos du coup d'Etat bulgare en 1886, « déclara que nous ne permettrions sous aucune condi- « tion, ni une avance ni un protectorat de la Russie « dans les Balkans, et encore cette déclaration avait- « elle été suggérée à notre grand ministre par Jules « Andrássy, père de l'alliance avec l'Allemagne, ami « de Bismarck. »

Un mot ici sur la politique balkanique de la Hongrie. Sous ce rapport, il y avait, en effet, une idée, elle consistait à favoriser l'indépendance et l'évolution des Etats balkaniques, afin qu'aucune grande puissance ne puisse s'implanter dans la péninsule, « car nous ne pouvons empêcher une conquête des Balkans par d'autres, qu'en n'en faisant pas nous-mêmes ». Cette politique n'eut pas le moindre succès; cela se comprend, la Russie ayant su prendre ces Etats sous son parapluie, l'occupation de la Bosnie-Herzégovine en 1879 fut l'œuvre de la Cour de Vienne, celle du Sandjak de Novibazar, de même; on tendait ouvertement vers Salonique, mais on protestait contre la politique russe vers Constantinople. Vienne conclut d'abord l'accord de Mürzsteg dans l'intention secrète de s'implanter dans la Macédoine occidentale de façon à être en première loge lors du futur partage de la Turquie. Vint, en 1906, le baron Lexa Aehrenthal et l'annexion de la Bosnie contre laquelle l'opinion hongroise protesta autant que cela était possible. La pauvre politique magyare dut capituler devant les tendances de ses autocrates alliés de l'Autriche et visant des conquêtes dans le proche Orient.

Après la guerre la situation n'avait pas beaucoup changé : en 1919 Sir Georges Clark, le représentant de l'Entente en Hongrie pouvait encore déclarer à Budapest : « Les Hongrois ne comprennent rien à la politique extérieure. » Et, certes, l'adaptation fut difficile, d'autant plus difficile, que la situation de la Hongrie, devenu subitement souveraine et indépendante, pouvait se comparer à un navire ayant brisé ses amarres et jeté en pleine tempête au large.

La nouvelle diplomatie hongroise n'avait ni passé ni tradition, ni préparation, et les faibles lumières de

ceux qu'on appelait en Hongrie des hommes d'Etat n'avaient jamais brillé au delà du pont de la Leitha à Bruck. Les éléments magyars de la diplomatie impériale et royale étaient donc tout indiqués pour servir de cadre au nouveau service extérieur de la Hongrie souveraine. Ils y apportèrent les procédés tortueux, l'habitude des pratiques et menées souterraines, provocatrices de conflits auxquels nous dûmes jadis le procès Friedjung (1909), l'affaire Prohaska (1912), créée pour susciter la guerre contre la Serbie, puis le drame de Sarajévo... Ces petits Metternich et leur école constituent encore aujourd'hui le fond moral de la nouvelle diplomatie hongroise.

La Hongrie renovée chercha son orientation, sentant bien que des appuis lui étaient indispensables. Cela donna lieu à des commentaires et à des rivalités aigres-douces dans la presse étrangère. Aussi, pour clamer ces appréhensions, le comte Teleki, président du Conseil déclara-t-il en date du 12 août 1920 que la Hongrie ne songeait qu'à sa consolidation intérieure, que son gouvernement était décidé à ne s'engager dans aucune aventure, de ne participer à aucune action militaire ou diplomatique n'intéressant pas directement la Hongrie, et de demeurer un facteur actif de l'ordre et d'une paix durable.

Dans son exposé du 24 septembre 1920, le comte Teleki constata qu'une orientation française n'était pas à négliger, que la France était à l'heure l'Etat le plus puissant dans l'Europe Centrale, qu'elle venait d'appuyer la Hongrie en mainte occasion difficile, qu'elle l'avait ravitaillée en charbon, qu'elle lui avait facilité la reprise de ses relations avec ses voisins immédiats notamment les relations économiques avec la Tchécoslovaquie... mais ce même jour le président du Conseil,

en même temps ministre des Affaires étrangères, remit ce dernier portefeuille au comte Emeric Csáky.

Le 12 décembre de la même année dans son leader, le *Pester Lloyd,* tout en versant une larme sur feue l'orientation allemande, « la seule vraie et bonne, quoique pour l'instant indésirable en raison des mauvais résultats qu'elle venait de donner », constata que l'orientation française avait dû être abandonnée et que le pays s'était retiré dans une position d'attente. C'est que l'orgueil magyar est « *daczos* » (combattif) et ne saurait s'associer au vainqueur.

L'Italie le guettait depuis longtemps; l'ancienne fraternité d'armes de 1848 et 1866, les souvenirs du colonel Romanelli, de la mission militaire italienne qui avait sauvé tant de vies hongroises pendant le bolchévisme et avait su tenir tête avec une rare énergie à Béla Kun et à ses complices, l'arrivée des premiers wagons italiens de vivres et de vêtements en plein dénument général après la cessation des hostilités, la serviabilité de tous les Italiens à l'égard des Hongrois, la mémorable activité en faveur du pays du général Mombelli, président du grand Conseil militaire de l'Entente en Hongrie, etc., etc., constituaient un terrain admirablement préparé à un rapprochement italo-hongrois auquel il ne restait au comte Bethlen, succédant au comte Teleki à la tête du gouvernement hongrois, que de poser la clef de voûte.

Ce sont là les prémices dont l'alliance italienne fut la conclusion.

Quant aux facilités d'un retour à l'orientation allemande elles peuvent s'expliquer, à part l'amour de l'autocratie magyare pour la force prussienne dont nous avons parlé, par le fait que la Hongrie est comme une éponge imprégnée de germanisme. Pendant des siècles

les lumières extérieures n'ont pénétré en Hongrie qu'à travers l'Allemagne, toute l'idéologie hongroise n'est qu'une traduction en magyar de l'idéologie allemande; méthodes scientifiques, littérature, arts ont leurs racines dans le germanisme. Tout Magyar cultivé parle l'allemand, qui est son idiome véhiculaire pour l'étranger; de grands journaux, comme le *Pester Lloyd* paraissent, prospèrent en Hongrie, et donnent même le ton à l'opinion. L'oligarchie magyare trouvait donc un vieux terrain propice au retour à une alliance allemande en marge de celle italienne, Les peuples ont la mémoire si courte et ne se rappellent jamais que les roses d'antan, sans se souvenir de leurs épines. Les petits Metternich hongrois de même !

La Pologne est située au Nord de la Tchécoslovaquie, à l'opposé de la Hongrie. Au jour où elle fit mine de ne plus être d'accord avec la France et avec la Petite Entente de monter en croupe derrière Hitler, quitte à se faire jeter bas au premier saut, se réveillèrent en Hongrie les souvenirs des rois communs de jadis et de la fraternité d'armes hongro-polonaise de 1848.

Le *Comité national de l'émigration polonaise à Paris,* déclarait en 1832 : « La Pologne agonisante a tourné « ses yeux vers la Hongrie, et c'est d'elle qu'elle attend « sa résurrection. » La situation aujourd'hui est exactement renversée. C'est de la Pologne que la Hongrie, agonisante selon les Magyars, attend sa résurrection. On espère d'abord une frontière commune par le retranchement de la Subcarpathie tchécoslovaque du fait d'un de ces coups d'énergie triomphante dont la Pologne fit récemment preuve. On espère ensuite que la menace polonaise fera rendre gorge à la Tchécoslovaquie pour les territoires slovaques. Visiblement on continue à Budapest à ne douter de rien et à ignorer qu'on

ne peut pas toujours empêcher les enfants de jouer avec des allumettes.

***

Complétons ici de quelques réflexions, ce que je dis dans le chapitre précédent touchant la politique de la France dans le bloc Hongrie, Autriche, Allemagne.

Les relations officielles, entre la France et la Hongrie, au temps de la double Monarchie, furent toujours réservées et strictement correctées; ainsi le voulait la constitution bicéphale de l'Empire faisant de la Cour de Vienne, le centre de la politique extérieure. Il y avait en plus la fascination que les exhibitions de la force germanique exerçaient sur les hommes d'Etat des deux moitiés de l'Autriche-Hongrie. Ni Vienne, ni Budapest ne se esraient jamais permis le moindre écart de la ligne de conduite fixée par Berlin; pas le moindre tour de valse avec la France, aucune initiative n'était permise. On était médusé, plat et obéissant comme des écoliers.

Les sympathies sincères que nous rencontrâmes en Hongrie, nous venaient toutes de l'opposition, surtout kossuthiste, donc de la grande majorité de l'opinion. Leur caractère anti-gouvernemental et anti-autrichien, nous rendait la réciprocité difficile du moins officiellement, mais notre presse a souvent manqué de réparer ce défaut. Hélas, l'histoire de notre presse d'avant-guerre, notamment de la grande presse, est un chapitre peu réjouissant. On se contentait d'insérer et de commenter avec force éloges ce que Berlin soufflait à Vienne et à Budapest, et ces éloges semblaient rarement désintéressés.

Les plus intéressantes de ces manifestations étaient généralement étouffées, comme celle à Budapest de 1870-71, en faveur d'une prise d'armes de l'Autriche-

Hongrie aux côtés de la France, et dont ceux-là même qui l'étouffèrent, se targuent aujourd'hui afin d'influencer les Français au bénéfice de révisionnisme. Mais il en fut aussi de tolérées, voire de provoquées, avec l'assentiment de Berlin, toutes les fois que le gouvernement hongrois songeait à émettre un emprunt sur le marché français; Berlin a toujours approuvé quand il s'agissait de « *prendre* » en France. Il y eut ainsi un temps où l'on pouvait s'attendre à ce qu'un brusque mouvement de sympathies francophiles fût automatiquement suivi d'une « carotte » de quelques centaines de millions. Même le premier emprunt hongrois émis à Paris en 1868, avait été précédé, ou accompagné, de l'offre faite à Napoléon III d'une alliance offensive et défensive austro-hongroise contre la Prusse, par M. Kiss de Nemeskér, grand seigneur magyar, ami de Kossuth, réfugié en France, rentré en grâce à Vienne et très hautement répandu dans le monde des Tuileries. L'alliance ne réussit point, malheureusement pour nous, mais l'emprunt eut un plein succès, M. Kiss en fut l'heureux ouvrier.

Les sympathies que l'opinion française manifesta ensuite aux Slaves et aux Roumains d'Autrihe-cHongrie dans la lutte pour leur émancipation, vinrent jeter quelque trouble dans l'eau calme des anciens rapports. La France qui savait fort bien ce qu'elle faisait, fut fort mal traitée, en Hongrie, par les hautes compétences mêmes, dont la presse hongroise avait maintes fois souligné les défaillances géographiques, et l'insuffisance de lumières extérieures.

A mesure cependant que les armements allemands et austro-hongrois commençaient chez nous à provoquer des doutes, le bas de laine français se resserrait, ce qui

engendra encore une fois le courroux de l'opinion hongroise. Les organes officieux nous enseignèrent charitablement que les finances n'avaient rien à voir avec la politique, que nous retardions d'un siècle à vouloir mélanger les deux choses, et qu'au lieu de gaspiller notre épargne aux emprunteurs de Haïti, de l'Uruguay et de l'Equateur, nous ferions mieux de soutenir la Hongrie dans sa marche vers le progrès.

Au lendemain de la guerre, nous fûmes maudits et voués aux gémonies en Hongrie. Alors que ce fut Wilson le principal coupable du morcellement de la Hongrie, la France servit de bouc émissaire. On nous classa parmi les peuples réprouvés que l'Eternel fera disparaître. Le « büdös Francia » (Français puant) était dans toutes les bouches. « *Nem, nem soha* » (jamais, jamais) était la devise. Les patriotes de professions, dont M. Gömbös lui-même semblait regretter de ne pouvoir nous faire subir les traitements que la terreur blanche infligeait aux Juifs qui refusaient de « chanter ». La France se vengera élégamment. Ces messieurs eurent en Europe une si mauvaise presse qu'on finit par faire venir une équipe de notables écrivains français afin de blanchir ce qui n'était plus blanc. La lessive fut condensée dans un livre qui eut un réel succès chez tous les fils de Joseph Prud'homme.

Vint l'affaire des faux francs où de hautes compétences politiques magyares eurent l'idée lumineuse de fabriquer un milliard et plus de billets de mille francs dans la louable intention d'inflationner la devise française tout en se procurant d'immenses ressources, soi disant devant servir à la propagande révisionniste magyare. On ne saurait donner une plus grande preuve de naïveté politique. Ce fut là un pas de clerc, si

jamais il en fût. Que penser d'hommes d'Etat de ce calibre !

Encore une fois les caisses hongroises étaient vides. Se souvenant de la générosité avec laquelle la France leur avait réduit leurs dettes d'avant-guerre, ces messieurs se mirent de nouveau à courtiser le bas de laine français, en escomptant la prodigieuse faculté d'oubli dans cette France où tous les trois mois arrivait au pouvoir une équipe de bons hommes ne vivant que dans le présent, oublieuse d'hier et insouciante de demain. Et la France marcha. On serait en droit de demander quelles ont bien pu être les raisons de haute politique qui ont porté le gouvernement français à retomber dans ses anciens errements de dupe, en accordant en 1931 à la Hongrie un emprunt de plus de 300 millinos, pris sur le trésor, c'est dire sur le contribuable, si l'on ne connaissait pas l'écœurante cuisine des parlementaires et des financiers, chez qui l'appât des grosses commissions prime toutes les considérations d'intérêt national. Cette dernière opération eut tout juste la valeur morale de l'affaire des faux francs, car cet argent n'a servi qu'à « forger des verges pour nous fouetter ». Elle fut autorisée par un ministre statufié depuis à titre d'ange de la paix, ce qui rappelle le mot de Pascal (*Pensées*, art. XXIV-LI).

Le total des sommes, capital et intérêts, que la Hongrie, insolvable en ce moment parce que gaspillant l'argent en armement et en propagande, doit ainsi à la France, représente un nombre fort respectable de milliards; je proposerais volontiers, si jamais il était question d'un remaniement de la carte, comme condition première, de payer d'abord celle-là.

Et, de nouveau, nous sommes traités en Hongrie comme nation primaire ignorant que la révision cons-

titue un intérêt vital pour la France, qui, toujours bornée et toujours bernée, s'entête à ne pas comprendre « ce qui est lumineux pour tout esprit clairvoyant ».

Or, tant que la France n'aura pas compris son rôle qui consiste à engager la Tchécoslovaquie, la Roumanie et la Yougoslavie à rendre des territoires à la Hongrie, elle ne doit compter en Hongrie que sur les sympathies qu'inspirent à tout bon Magyar les lingots d'or déposés dans les caveaux de la Banque de France. Que nos nouveaux gouvernements se le tiennent pour dit.

LIVRE III

La campagne révisionniste hongroise et la révision du traité de Trianon

CHAPITRE PREMIER

La propagande hongroise

Autant la propagande allemande tient du requin, autant celle hongroise est amène, bon enfant, polie et insinuante. Décernons-lui la palme, elle est bien faite. Son courroux n'éclate qu'en face des Etats de la Petite Entente, notamment de la Tchécoslovaquie où elle ne connaît ni tact ni mesure. Ses méthodes sont celles de toute propagande : répétition, prestige, contagion, l'écrasement de la critique sensée sous le poids des masses bêlantes et du papier. Elle s'adresse particulièrement aux cerveaux mous. Elle opère au moyen d'un certain nombre de clichés impressionnants pour le profane qui sont autant de postiches articles de beauté et faux-nez craignant la lumière trop crue, ce qui peut se résumer en ceci, comme disait l'autre jour si justement un publiciste averti : « devant l'opinion, elle fait miroiter des arguments d'allures juridiques qui se parent d'un prestige usurpé; en même temps, elle prépare le jour où elle cherchera à obtenir des résultats juridiques en invoquant le témoignage de l'opinion qu'elle aura égarée ».

Afin de donner à cette propagande plus d'élasticité, et pour que la responsabilité de ses inspirateurs en demeure dégagée, ceux-ci l'ont affermée à une association d'allure privée dite *Ligue hongroise pour la Révision du traité de Trianon,* fondée en 1927 sous les auspices de lord Rothermere, le grand révisionniste anglais magyarophile, et aidée dans sa tâche de quelques collectivités similaires, telle que la *Société hongroise des Affaires extérieures* et la *Tesz* (Fédération des Sociétés patriotiques) sa mère. Son porte-parole est le *Pesti Hirlap,* vieux journal centre gauche au tirage imposant, maintenant officieux, sans compter la presse raciste qui lui emboîte le pas.

Le rôle intérieur de la *Ligue* consiste à attiser le feu des mécontentements, à semer les illusions qui adoucissent la misère, tout en donnant l'impression d'une volonté de révision unanime et compacte dans le pays, ce qui n'est pas. La politique officielle l'aide dans cette cette mission et aucun discours ne se prononce dans lequel les maux du moment ne soient attribués au « Diktat » de Trianon. Cortèges, bannières, trompettes, grosses caisse et beuveries font le reste. Soulignons encore une fois — et l'opinion hongroise libérale l'a souvent constaté — que, persuadée qu'une éventuelle révision ne ferait que raffermir le régime dont le pays dit se mourir; une bonne partie des Hongrois demeurent réfractaires à ce chant de Sirènes.

Mais, c'est surtout au dehors, où la *Ligue* s'appuie sur la diplomatie hongroise officielle et secrète qu'elle agit et récolte des lauriers. Elle a su y recruter un peu en France, beaucoup en Angleterre, pays béni de la jobardise, un peu en Hollande, des apôtres intéressants et des avocats intéressés dont elle espère un jour un appel irrésistible à l'opinion mondiale en faveur de la

sainte cause, en vertu du dicton disant qu'un mensonge mille fois répété devient vérité.

Les sommités internationales cotées sont particulièrement recherchées par ses agents extérieurs.

Ein Titel muss Sie erst vertraulich machen
Dass Eure Kunst viel Künste übersteigt

dit Méphisto. Mais, on se contente aussi de petits satellites à la recherche d'un soleil « éclairant ». Ce qui ôte tout crédit à ces apôtres et avocats étrangers c'est le mépris qu'ils professent pour le *audi alteram partem*.

Chacun de ces néophites bénéficiera dans le *Pesti Hirlap* et autres journaux, d'une publicité à grand fracas qui ne saurait que le grandir dans son pays, sinon d'une invitation à venir en Hongrie aux fins d'études « objectives » sur place, auquel cas, par l'effet d'une hospitalité aussi large que généreuse tout particulièrement destinés à provoquer des appréciations subjectives, tels Catherine II et M. Herriot, il ne verra que des villages à la Potemkin.

L'erreur, à l'inverse de la vérité, étant l'apanage des collectivités et d'autre part, le travail en série étant aisé, il convient de les recevoir autant que possible en groupe. Aussi depuis 1930, Budapest est-elle devenue une véritable foire aux parlottes internationales de telle sorte qu'il n'y manque plus que le Congrès des anti-révisionnistes pour que l'Europe entre en transes sur la question hongroise.

Il faut croire que les Magyars ont encore une grande confiance en l'effet des apparences. Jamais personne ne fera fond sur les dires de quelqu'un qui n'a étudié la question hongroise que d'après les discours de banquets, qui ne s'est promené en Hongrie que chambré, encadré d'informateurs et d'anges gardiens réquisitionnés. Quelle indépendance de jugement peuvent en effet

avoir des gens qui auront si bien dîné et bu si sec aux frais de la princesse magyare.

S'agit-il de conférences à l'étranger, on fait la salle, on organise la claque, sème des fleurs sur le chemin du maître, évince les éventuels contradicteurs, chahuteurs ou siffleurs. Ces conférences sont toujours annoncées comme devant être contradictoires, mais un malencontreux hasard fait généralement qu'il ne reste point de temps pour des orateurs d'un avis opposé, ce qui est fort fâcheux et pour le bon renom de la propagande hongroise et pour les thèses qu'on y défend.

S'agit-il d'un livre, on fournit à l'auteur une documentation toute faite que le malheureux absorbe comme pain béni, après quoi on lui fait prendre place, au son des cloches, parmi les gloires de la patrie hongroise. Ces livres, généralement fort bien présentées, richement illustrés, souvent hautement préfacés, sortant de chez le bon faiseur, accusent un prix de fabrication assez élevé. On voit que si le peuple hongrois, des campagnes surtout, ne mange pas tous les jours, l'argent de la propagande ne manque pas. Les cotisants de la *Ligue* sont certainement aussi riches que peu charitables. Il paraît qu'une surtaxe spéciale est perçue sur les cotes de l'impôt pour alimenter la propagande.

Le « débinage » de la critique adverse constitue une partie importante du travail. On ne discute pas, on traite par le mépris. Dès la publication d'un « éreintement », vous verrez apparaître un monsieur, porteur d'une rectification circonstanciée de « l'erreur » commise, s'exprimant avec une indulgence compatissante sur les naïveté et l'ignorance de l'auteur, en vous offrant pour l'avenir des informations autrement sûres et qui ne vous coûteront rien... au contraire. D'une unanimité touchante, tous ces avocats du diable se ci-

tent les uns les autres comme autorités, en se couvrant de fleur. Or, si le savoir honnête manque souvent en leurs productions, constatons que le savoir-faire le plus subtil n'y manque jamais. L'aménagement des apparences pour créer le mirage de la vérité ne fut-il pas de tout temps le grand art des marchands du temple, et comme dit Corneille dans son *Menteur :*

Le dedans paraît mal en ces miroirs flatteurs
Les visages souvent sont de doux imposteurs.

L'adaptation des différentes thèses révisionnistes à l'esprit et à la politique du pays qu'on veut y convertir, constitue une autre opération souvent dangereuse, toujours délicate. L'écart entre ce qu'on sert à l'un et à l'autre est souvent fort grand et des doutes fâcheux peuvent naître. Ainsi, le comte Bethlen, ayant à plusieurs reprises affirmé devant la S. D. N. (1924-26) que nul, en Hongrie, ne pouvait être poursuivi pour crime d'opinion, fut de ce fait publiquement gifflé à Genève, précisément par un réfugié hongrois condamné pour crime d'opinion, mais, cependant, récidiva à Londres en 1933, en déclarant dans une cònférence que son pays était démocratiquement gouverné; la chose s'est sue en France ou de nombreux réfugiés politiques hongrois sont constamment en rapport avec les milieux parlementaires; mais un apôtre magyar ne s'inquiète pas de si peu.

Autre exemple : aux Anglais on a exposé le programme intégral des revendications révisionnistes hongroises à savoir, restitution à la Hongrie de toutes les régions à majorité magyare, plébiscite dans toutes celles ayant appartenues à la Hongrie, restitution pour le cas d'un vote favorable, autonomisation complète pour

le cas contraire. Le paysan en Hongrie ne vote que sous l'œil du gendarme magyar, il est probable qu'on demandera aux Puissances l'autorisation d'en faire autant pour le plébiscite des régions à récupérer, à moins qu'on ne compte recourir à la menace préalable comme fait Hitler pour la Sarre.

Or, aux Français, fidèles aux Traités et craignant l'inconnu, il a fallu déclarer qu'on se contenterait de rectifications sans importance de frontières, ne pouvant altérer les rapports de bon voisinage entre les Etats, après quoi on se trouvera en présence d'une Hongrie satisfaite décidée à faire chorus avec la France contre l'Allemagne.

« Celui qui veut acheter ses ennemis par des concessions n'est jamais assez riche », disait Bismarck. Prague n'est pas assez naïve pour ne pas le savoir. La manie de vouloir traiter directement avec son ennemi est née au Café du Commerce de Landernau ; elle est essentiellement française.

N'oublions pas que, dans sa retentissante tournée de Conférences en Allemagne, en 1933, la thèse du comte Bethlen consistait à proclamer la nécessité, pour l'Allemagne, de restaurer la Hongrie historique pour que celle-ci puisse lui maintenir ouverte la trouée vers l'Orient en empêchant les éléments sud-slaves et nord-slaves de se joindre. On n'est pas plus cyniquement maladroit.

La propagande hongroise a évolué sous différentes formes et en trois temps distincts. Il y eut d'abord, à partir de 1885, un premier essai qui n'avait pour but que de faire connaître « au monde civilisé » les progrès accomplis par la Hongrie depuis la restauration des libertés constitutionnelles en 1867 ; la vanité des ministres hongrois de se voir glorifiés dans la grande

presse occidentale, vanité exploitée par des aigrefins de la plume et de la publicité fit se terminer la chose dans le ridicule.

Plus sérieux fut le deuxième essai. En attendant les décisions de la Conférence de la paix, il convenait de prouver au monde que le territoire de la Hongrie était un et indivisible. Une floraison abondante de graphiques, de tracts et de cartes ethnologiques, économiques, géographiques, démographiques, historiques en toutes langues souvent des chefs-d'œuvre d'exécution, sont de cette époque (1919-1920). Cette propagande était richement dotée. Ainsi le comte Bethlen *spiritus rector* du Conseil national des Sicules (transylvains), depuis décembre 1918 à mars 1919 en amitié étroite avec le traître Károlyi et son ministère, obtenait pour la propagande étrangère en faveur de l'intégrité territoriale de la Transylvanie son pays, une subvention de 1 million. Ses amis sont désignés pour aller à l'étranger prêcher la bonne parole. Le comte Nicolas Bánffy reçoit à part 100.000 couronnes au cours de novembre 1918 pour aller en Hollande avec, en plus, la promesse d'être nommé ministre à Londres dès le rétablissement de la paix. On ignore jusqu'à ce jour si ces messieurs ont eu le temps de rejoindre leurs postes...

Trianon vint mettre fin à cette propagande, et la Hongrie sembla devoir se résigner à l'inévitable. Ainsi, l'on pouvait lire, en tête des journaux hongrois, 3 août 1920, la note officieuse que voici : « s'appuyant sur l'unanimité de l'opinion du pays, le gouvernement déclare que toute idée d'aventure lui est étrangère et que sa politique ne vise qu'à être un facteur d'ordre et de paix durable ». A la Commission des Affaires étrangères, 24 septembre, même année, une résolution fut votée, portant : « Pour faire une bonne politique inté-

rieure, nous avons à compter en politique extérieure avec des faits accomplis, et nous devons nous abstenir de tout acte téméraire. » C'était, comme on voit, la politique du *ora et labora,* la seule sage, celle du comte Teleki alors président du Conseil et Ministre des Affaires étrangères qui, en prenant le pouvoir avait déclaré (*Pester Lloyd* du 30 avril 1920) : « Nous avons perdu la guerre, résignons-nous et cherchons à gagner la bienveillance du vainqueur, n'orientons pas notre politique vers tel ou tel Etat, mais vers une paix sérieuse, générale, consolidée et définitive. »

Mais l'aristocratie veillait. Il y avait des terres nobles écornées par Trianon, et il y avait des « pékins », tel Gustave Grátz à la tête des Affaires étrangères, il y avait la peur d'être submergé par la démocratie pacifiste, de rater le coche dans une guerre de revanche et de voir la bonne vache laitière magyare quitter pour toujours l'étable des glorieux ancêtres. Le 27 janvier 1921, un Comité se constitua sous la présidence du comte Andrássy, et qui « regrettant l'intrusion de l'élément bourgeois dans la diplomatie laquelle jusqu'ici fut le domaine exclusif de la noblesse, désigna pour chaque pays un ou deux agents chargés d'agir indépendamment du Ministère des Affaires étrangères, en vue d'utiliser leurs anciennes relations à l'extérieur pour le bien de la patrie. » Il y eut distribution de rôles : Apponyi avec Rónay de Zombor irait en France, Andrássy avec Bánffy en Angleterre, pour Bethlen et Sommsich, l'Allemagne, Vienne et Prague au prince Louis Windischgraetz, la Pologne au baron Burian. Ce fut là le premier pas, le *Auftakt* comme on dit en allemand, vers la campagne révisionniste en vue de reconquérir les anciens bénéfices.

Vint le gouvernement Bethlen. D'apparence, il ne se

séparait pas du programme de son prédécesseur, mais projeta quelques ombres troublantes sur la manière dont il exercerait cette continuité. Il oublia de dire que du « cours chrétien » et de la surveillance des communistes, il ferait une camisole de force et un baillon pour toute la nation, afin d'empêcher toute critique de son régime, de plus, que la politique extérieure, si pacifique du comte Teleki, se transformerait entre ses mains en offensive révisionniste, sous couleur de traditionalisme magyar, conscient des droits des frères irrédimés d'outre-frontière, comme il disait. Certains passages de son discours-programme semblent aujourd'hui à un autre point de vue tout particulièrement intéressant : tout en se félicitant de la restauration de la souveraineté de son pays, mais en déplorant le prix excessif qu'il fallut la payer, le comte Bethlen avoue que « la catastrophe était due aux Magyars eux-mêmes, à *leurs défauts ancestraux d'orgueil et d'indiscipline, dont il faudra les corriger* » (Compte rendu de la Chambre hongroise, 19 avril 1921).

Nous n'avons jamais dit autre chose !

Les gestes subséquents du nouveau ministère ayant inspiré quelques appréhensions au dehors, le Président du Conseil se vit obligé de déclarer, sous sa signature, dans le *Pester Lloyd*, porte-voix allemand du gouvernement hongrois (11 septembre 1921) : « *die ungarische Regierung steht fest und loyal auf der Basis des Friedensvertrages von Trianon, und verlangt blos dass auch ihr gutes Recht ohne Voreingenommenheit behandelt und beurtheilt werde* » (1).

Une nouvelle loi électorale réduisant l'opposition au

(1) Le gouvernement hongrois se fondant loyalement et solidement sur les bases du traité de Trianon demande seulement que son bon droit soit respecté et envisagé sans parti-pris.

simple rôle de décor parlementaire, concurremment avec le maintien de toute la législation de guerre contre la presse, la liberté de paroles et de réunion, vinrent parfaire son œuvre intérieure, la dictature, le fameux nouveau cours (*uj cursus*) ainsi appelé parce que la chose est vieille comme le monde. On se sentait suffisamment consolidé, dès lors, pour qu'on pût s'occuper de l'œuvre extérieure de la caste : la Révision du traité de Trianon, œuvre patriotique, dont la France par le moyen d'un faux également patriotique était destinée à faire les premiers frais (1926-1927).

L'affaire découverte en janvier 1926, en Hollande où les faussaires, dans leur candeur, avaient cherché à écouler leurs billets, s'imaginant que les banques hollandaises n'y verraient goutte, fit grand bruit. Les plus illustres politiciens hongrois y avaient trempé. On arrêta pour la forme quelques-uns d'entre eux et qui ensuite ne perdirent pas au change, puis l'affaire fut ensevelie dans un oubli bien organisé à la grande satisfaction de la diplomatie française.

Nous savons par un discours de M. Edouard Benes du 16 février 1926, prononcé précisément à propos de l'affaire des faux francs, que déjà en 1918-1921, des Hongrois s'étaient essayés au faux patriotique en falsifiant des banknotes tchécoslovaques, mais que malgré toute diligence des autorités de Prague, la *police hongroise refusa obstinément d'instrumenter contre les faussaires.*

Ce fut le 9 avril 1928 après une longue préparation diplomatique conduite en grand secret, que le comte Bethlen, se rencontrant dans un petit hôtel près la gare de Milan, avec Benito Mussolini qui avait pour la circonstance, su dépister tous les limiers de la diplomatie internationale, put discuter avec le dictateur le projet

d'une coalition de puissance devant un jour, par son poids, dicter au monde la révision des Traités. L'accord semble avoir été parfait, car le lendemain, la presse hongroise, haussant la visière annonça à grand fracas au monde la naissance d'un géant italo-hongro-turco-bulgaro-albano-grec, dont le seul souffle suffirait à renverser les frontières de Trianon. Et, les violons partirent pour célébrer les parents du jeune homme. Le chassé-croisé ministériel qui s'exécute depuis 1928 entre Budapest, Rome, Sofia, Berlin et Constantinople n'a d'autre but, soyez-en sûrs, que de préparer la maturité du nouveau-né. Le chemin depuis s'est révélé comme semé d'écueils.

Il est dans cette propagande des éléments d'une stupéfiante naïveté. Ainsi, l'on soutient très sérieusement que la révision du traité de Trianon doit bénéficier d'un privilège, se faire hors série et avant toute autre révision, par la raison que l'injustice qu'a subie la Hongrie, conséquemment de la perte de ses anciens territoires, dépasse en ampleur toutes les autres. Sans tenir compte de l'amitié qu'on a toujours manifesté en Hongrie pour le « német sògor » (le beau-frère teuton), on n'hésite pas à déclarer que les revendications allemandes, en ce qui concerne le traité de Versailles, sont peu intéressantes à côté de ce qu'on doit à la Hongrie, et qu'elles sont mêmes gênantes pour elle, parce que les titres que l'Allemagne peut invoquer à la récupération des territoires qu'on lui a enlevés sont de nature précaire, de même que ces territoires sont relativement peu étendus. Et les Hongrois ne sentent pas le danger de cet argument, ils ne voient pas qu'à la première application de leur prétendu droit de priorité, l'Allemagne se lèverait comme un seul homme, brandissant des textes, pour prouver que ce qu'on lui a pris à Versailles ne

représente qu'une faible partie de ce qui lui appartenait au temps du roi Teutobochus. N'ont-ils donc jamais vu à l'œuvre les Herren Universtätsprofessoren avec leurs *Grübelei* d'historiens - mégalomaniaques. Cette théorie de la relativité de l'injustice ne prêterait qu'à des conflits nouveaux.

Même absence de réflexion en ce qui concerne la technique d'une éventuelle révision pacifique des traités par les œuvres de la Société des Nations.

Voici pour mémoire les articles du « Convenant » se rapportant à cette procédure. encore qu'ils la rendent assez difficilement applicable.

« Art. 10. — Les membres de la Société s'engagent à respecter et à maintenir contre toute agression extérieure, l'intégrité territoriale et l'indépendance présente de tous les membres de la Société. En cas d'agression, de menace, ou de danger d'agression, le Conseil avise aux moyens d'assurer l'exécution de cette obligation. »

« Art. 19. — L'Assemblée peut, de temps à autre, inviter les membres de la Société à procéder à un nouvel examen des traités devenus inapplicables ainsi que des situations internationales, dont le maintien pourrait mettre en péril la paix du monde. »

Or, sans entrer dans des questions juridiques, constatons que les deux articles représentent un cercle vicieux dans lequel la question pourra tourner jusqu'au jugement dernier; en effet, d'un côté, on pourrait reviser, mais de l'autre il y a défense formelle de toucher au territoire d'un membre de la Ligue. Le cercle deviendra plus vicieux encore lorsqu'on se sera rendu compte que, en vertu de l'article 19, la Société ne peut rien reviser mais simplement inviter les parties en présence et en conflit à s'entendre, et même pour cette invitation, il lui faut, d'après son Code de procédure,

l'unanimité des voix, chose fort difficile à obtenir étant donné qu'il y aura toujours l'Etat défendeur qui refusera de donner la sienne.

Néanmoins, la révision compte en Hongrie, et même en Angleterre, voire en France quelques marchands d'orviétan, se disant capables de reviser sans guerre ni douleurs. Leurs remèdes sont simples et rappellent l'œuf de Colomb : je traduis : « puisque certains articles du statut de la *Société des Nations* rendent la réforme des traités difficile, il suffit de les changer ». Ainsi, le futur article 19 portera : « Dès qu'un Etat, membre de la *S. D. N.* aura appelé l'attention de celle-ci sur un Traité devenu inapplicable ou dangereux pour le maintien de la paix, elle désignera à la majorité des voix, et non plus seulement à l'unanimité, une Commission qui se rendra sur les lieux aux fins d'études, et dans laquelle pourront prendre place des représentants des parties intéressées. Cette Commission, statuant cette fois-ci à l'unanimité, pourra proposer des modifications au Traité incriminé, auquel cas le Conseil invitera les parties à s'entendre. Pour le cas où l'Etat défendeur résisterait, il deviendrait passible des mesures de coercition qu'édicte l'article 11 du pacte, etc., etc. » C'est à peu de choses près la teneur du premier projet Wilson de cet article 19, auquel l'ancien président de l'U. S. A., le jugeant trop dangereux pour la paix, substitua le texte actuel dès lors accepté par les Puissances.

L'enchevêtrement des races dans l'ancienne Autriche-Hongrie était tel, on le sait, que le partage de ses territoires n'a pu se faire strictement suivant les foyers ethniques. Certaines localités renfermant trois races différentes voire quatre n'étaient pas rares dans l'ancienne Hongrie. Chacun des Etats successeurs a donc dû renoncer à un nombre plus ou moins grand de

« frères » passant, lors de la fixation de nouvelles frontières, dans les Etats voisins. Il en résulte une mosaïque de races juxtaposées où les querelles de ménage sont forcément à l'ordre du jour. Or, il est peu probable que l'Europe et la paix s'accommoderont de la nouvelle rédaction de l'article 19, proposée par les Hongrois, et des manœuvres, intrigues, polémiques et excitations irrédentistes au moyen desquelles un conquérant pourrait créer lui-même l'inapplicabilité d'un traité qu'il invoque, sans compter que son appétit satisfait, ce serait à sa victime de recommencer le jeu.

Les Hongrois affirment que grâce au concours des Anglais et de quelques Français, ils auront raison de l'actuel article 19. Il faut espérer peu et ne désespérer jamais dit un vieux proverbe. Mais qu'ils n'oublient pas que les illusions qu'on se fait sur un futur bonheur sont un acompte pris sur sa réalisation, laquelle en sera réduite en proportion.

Voici, *ad perpetuam rei memoriam* ce qui pourrait éventuellement faire obstacle à toute révision par les soins de la Société des Nations : le 29 octobre 1918, comme il en est fait mention ici même au Livre I, le comte Andrássy, ministre des Affaires étrangères de la Monarchie sur l'ordre de l'empereur Charles, constitutionnellement approuvé par les premiers ministres autrichiens et hongrois, écrivit à Wilson, président des Etats-Unis : « Sans fixer des frontières, et sans faire la moindre réserve, je reconnais aux peuples tchécoslovaque et yougoslave le droit de fixer eux-mêmes les limites des territoires qu'ils entendent prendre sur la Hongrie. » Dès le 25 octobre 1918, Charles avait ordonné la remise à la Yougoslavie de la flotte austro-

hongroise, unités comme matériel, et des forces armées de terre croates [1].

Quant à la Roumanie et à ses possessions prises sur la Hongrie orientale, on sait qu'elles lui avaient été promises par les Centraux pour son éventuelle colaboration avec eux. D'autre part, le Traité de Londres du 17 août 1916 stipulait que lui reviendraient pour prix de son entrée en guerre auprès des alliés de l'Entente,

(1) V. les *Mémoires* du comte Théodore Batthyany, T. I, p. 264 et T. II, p. 370. Le *Pesti Hirlap* et son rejeton français *Les Nouvelles danubiennes*, ont récemment révoqué en doute l'authenticité des documents reproduits par le comte Batthyany relativement à ces passages de la correspondance Andrassy-Wilson en me traitant de faussaire, et une polémique s'est engagée entre moi et le grand organe révisionniste magyar, dont ci la conclusion:

L'extrait textuel de la note Andrassy, que le comte Batthyany reproduit en exergue à la page 370 du tome II de ses Mémoires, *ne fait pas corps avec l'ouvrage. Il se trouvait contenu dans une pétition adressée par Batthyany le 25 juin 1923 à l'Assemblée Nationale de Budapest, réclamant sa mise en accusation devant une Haute Cour afin de se laver des imputations lancées contre lui. On lui reprochait, en effet, d'avoir, comme ministre de l'Intérieur dans le cabinet Michel Károlyi, contribué à livrer une partie du territoire national à l'ennemi. Les emprunts faits par le comte Batthyany à la note Andrassy sont précisément destinés à prouver que, lorsqu'il prit le pouvoir, le 31 octobre 1918, cette partie du territoire se trouvait déjà livrée à l'ennemi de par une décision de son souverain légitime. Il faudrait donc admettre que, pour se disculper, le comte Batthyany ait invoqué un document faux, et dont la fausseté pouvait être constatée par le premier venu, ce qui eût anéanti toute sa défense et donné beau jeu à ses accusateurs. Voilà déjà qui n'est guère vraisemblable. Mais il y a plus.*

« Le comte Batthyany expose en outre que c'est en vertu de cette décision et pour lui donner un commencement d'exécution, que, le même 28 octobre, l'amiral Horty reçut l'ordre de remettre à la Yougoslavie les unités et le matériel de la marine austro-hongroise. Il s'ensuit logiquement que le document invoqué par le comte Batthyany existe bel et bien, et que j'étais parfaitement fondé à le reproduire comme émanant du comte Andrassy. Si on le cherche en vain dans les collections hongroises, où des mains expertes ont pu opérer de savants classements, il peut se trouver

les territoires hongrois délimités à l'article 4 de cet instrument, à savoir la Transylvanie et la Hongrie orientale jusqu'à la rivière Tisza, et de l'embouchure de la Tisza le long du Danube, jusqu'à l'ancienne frontière roumaine.

Or, ces stipulations sont toutes antérieures à la naissance de la Société des Nations et ne la regardent pas plus que ne la regardent les Traités de Vienne de 1815, de Prague de 1866 ou de Francfort de 1871, d'où il résulte que l'adaptation aux désirs des révisionnistes des fameux articles 10 et 19 du Convenant, ne servirait de rien et n'avancerait d'aucune manière les affaires des Magyars.

La Tchécoslovaquie comme la Yougoslavie, en effet, n'auraient qu'à invoquer l'acte de cession sans conditions, contenu dans la lettre Andrássy-Wilson, autorisant Prague et Belgrade de prendre ce qui leur conviendrait, cependant que la Roumanie n'aurait qu'à inviter les signataires du Traité de Londres à faire respecter leurs signatures. Ajoutons entre parenthèses, que la Yougoslavie aussi, pour ses possessions ex-hongroises, est couverte par un acte analogue, signé à Londres en 1915.

Cela étant, que devient le *Diktat* de Trianon ? Que restera-t-il des titres juridiques en ce moment invoqués ? Que deviendra toute cette campagne de révision pacifique, ainsi échaffaudée sur le néant ? Les Hongrois l'ignorent-ils ? Leur égoïsme atavique leur fait-il en-

à Vienne. En tout cas, il est certainement dans les archives de la Maison Blanche, à Washington.

« *Au reste, pourquoi l'Assemblée Nationale hongroise de* 1923 — *Bethlem* regnante — *a-t-elle refusé de donner suite à la requête de Batthyany et de poursuivre son auteur pour haute trahison ? C'est parce que, comme il le dit lui-même,* les débats auraient mis en lumière les crimes des anciens gouvernements ».

core prendre ici leurs désirs pour des réalités en leur cachant les conséquences de leurs actes ?

La cécité des Anglais fut de tout temps touchante quand il s'est agi de favoriser un parti contre la France, encore qu'il eût suffi d'un minimum de bon sens pour se corriger. Si, en juillet 1914, l'Angleterre avait recouvré huit jours plus tôt la saine notion des choses, la guerre, le monde entier le sait, n'aurait pas éclaté. Lord Grey, son ministre des Affaires étrangères, un des rares politiciens de ce pays qui voyait clair, put alors dire : « Les hommes d'Etat de l'Empire britannique se sont particulièrement distingués à ne reconnaître les faits que quand ils se sont produits. » A l'heure où j'écris, la cécité anglaise ressemble exactement à ce qu'elle fut en juillet 1914.

Pour ce qui est des quelques Français fourvoyés dans la galère révisionniste hongroise, n'oublions pas que le Français est né malin et que les paradoxes et idées singulières sont d'excellents moyens de se faire connaître, de se distinguer et de pousser ses affaires. Les Hongrois ont bien tort de compter sur eux. Le dixième 2e violon d'un orchestre se plaignait un jour de ne jamais être remarqué de l'auditoire; jouez faux lui dit son ami et l'on vous remarquera.....

Toute cette propagande date du ministère Bethlen et a été mise sur pied par ses hommes. Est-elle vraiment dangereuse pour la paix ? Les avis sont partagés à ce sujet.

Constatons d'abord que la paix, dans laquelle les Hongrois prétendent pouvoir opérer la révision, n'est qu'une enseigne couleur espérance destinée à masquer le danger. Les légères rectifications de frontière et les souffrances des frères irrédimés sont le cadet des soucis des soupirants. Qu'a-t-on fait des centaines de mille

Magyars, sans compter des millions de Slovaques que la misère d'avant-guerre a chassés de Hongrie dans les deux Amériques. Peut-être eût-il suffi d'une légère réforme agraire, d'un mouvement généreux des grands feudataires de la propriété foncière, pour les retenir. On les a laissé partir. On ne semble même plus tenir beaucoup à ce que ces brebis égarées reviennent. Ne pouvant ramener que des idées démocratiques ramassées en Amérique, ils sont indésirés.

Il n'y a, en vérité, que larmes de crocodiles et regrets des oignons d'Egypte. Ce qu'on pleure, c'est la perte des majorats, des grasses prébendes, les lézardes du régime qui se fendille à attendre les riches territoires des allogènes qu'on pressurait à volonté.

Mais, d'autre part il y a dans cette campagne, d'un côté, tant de contre-vérités de mousse, de chèques sans provision sur une Hongrie de demain qu'il y a, de l'autre, besoin pour les autocrates magyars de créer une diversion à la misère intérieure causée en grande partie par leur régime. « Il n'est rien, dit Vauvenargues, que la crainte et l'espérance ne persuadent aux hommes », et si le peuple hongrois paye très cher les chaînes dont il est chargé, du moins est il consolant de voir que ses maîtres lui offrent la promesse d'un avenir meilleur où il puisse loger des songes réparateurs...

J'ai dit au chapitre précédent les perspectives *internationales* qui attendent cette propagande au point de vue des réalités à envisager.

Cependant, un danger intérieur la menace, ce serait l'arrivée au pouvoir d'une majorité de gauche sortie d'élections « propres », balayant ou mettant en minorité le clan actuel des révisionnistes.

Quoiqu'il en soit, un appétit trouvant toujours plus facilement des complices que la vertu ne trouve des

défenseurs; il est utile de combattre la propagande révisionniste magyare au moyen d'armes empruntées à un palier au-dessus de son niveau. La Petite Entente, qui est une entité agissante ayant pour elle le droit, étant donné le casier judiciaire très chargé de la Hongrie d'avant-guerre et les nécessités impérieuses de l'équilibre européen, a tort, à mon avis, de n'agir contre la propagande hongroise qu'en *beati possidentes,* car c'est dans les officines magyares « que se forgent ces traits de feu, comme dirait l'apôtre, dont l'ennemi se sert pour allumer les passions dans ces âmes vaines qui sont les idoles du monde et dont le monde luimême est l'idole ». Quant à la France, à force de chercher son salut à gauche, elle a perdu un peu l'usage de sa dextre et de sa dextérité. Une réadaptation est indispensable, elle viendra; espérons qu'elle ne lui coûtera pas trop cher.

Et je passe à l'examen des différentes thèses de combat que la propagande hongroise met en jeu.

CHAPITRE II

Les différentes thèses de combat de la propagande hongroise

La thèse de la Hongrie boulevard de la civilisation.

Il y a d'abord celle dit du *boulevard de la civilisation* que prétend avoir constitué la Hongrie pendant des siècles contre les Turcs et leurs efforts de se ruer sur l'Europe chrétienne. Elle se trouve réfutée dans mon précédent ouvrage sur la *Responsabilité de la Hongrie dans la guerre* et je n'y reviendrai ici que pour mémoire. Sous ce rapport comme ailleurs, l'histoire nationale hongroise n'est pas encore épurée des scories de la légende héroïque populaire. La Hongrie, barrant de son corps le seuil de l'Europe est un fait du vivant du grand Hunyade, lequel eut autant à combattre les Turcs que les intrigues de ses compatriotes (1387-1456). Mais, en 1521, Belgrade, porte de la Hongrie, est reprise sur les Magyars, par Soliman II et, dès lors, par l'effet des dissensions entre les magnats, le Turc avance sans coup férir. En 1526, le malheureux roi de Hongrie, Louis II, trahi par les barons, succombe à Mohács, pendant que les traîtres se prosternent devant l'ennemi et concluent une alliance avec lui. En 1529, le Turc est devant Vienne, et c'est là qu'il est arrêté dans sa marche. Jamais le conquérant turc n'a pu dé-

passer Vienne. Or, l'on peut bien admettre que les Magyars aient eu de bonnes raisons de se lier au Sultan, surtout par crainte de la tentaculaire Autriche, toujours est-il que la prétention d'avoir sauvé l'Europe civilisée se réduit à fort peu de chose.

L'argument des droits historiques.

Ne torturons pas trop ici les textes de cette très élastique matière qu'est le droit international public. Il n'existe point de droit historique en fait de possession, d'accession, d'occupation, de conquête, d'usucaption ou d'annexion, et ce, tout particulièrement à une époque où, grâce à l'Autriche-Hongrie et à l'Allemagne, le droit international, qu'il soit public ou privé, n'est plus que souvenir du bon vieux temps, où les traités ne sont plus que chiffons de papier, où l'honnêteté est taxée de bêtise et où les faillites frauduleuses chez les Etats comme chez les particuliers constituent un brevet de haute intlligence. La force brutale étant la seule loi respectée, restons prosaïquement dans les limites du *quod tibi fieri non vis, alteri ne feceris*, et recherchons ce qu'auraient fait du droit historique les Magyars si, au lieu d'être vaincus, ils avaient été les vainqueurs.

Or, en date du 4 décembre 1915, le comte Tisza, alors tout puissant premier ministre de Hongrie, favori de François-Joseph, de sa cour, de Guillaume II et de son état-major, adressait à son souverain et maître un long mémoire dont nous extrayons ces lignes : « Je dois compter sur un fait certain, c'est que les Serbes seront contraints d'évacuer les régions orientales et méridionales de leur pays qui ont été promises à la Bulgarie, et, ils devront céder en outre, l'angle nord-ouest de leur territoire. Ainsi, la Serbie d'après-guerre sera complè-

tement coupée des voies de communications que lui fournissaient jusqu'ici la Save et le Danube. Les Serbes pourront donc réunir la partie de la Serbie d'aujourd'hui qui leur resterait au territoire du Monténégro, et fonder ainsi un nouvel Etat. Ce pays, privé de communications fluviales et maritimes, réduit à un territoire montagneux, très peu fertile et environné de puissants voisins (Bulgarie, Grèce, Albanie, Autriche-Hongrie), serait économiquement livré à la Monarchie. L'Albanie serait réunie à notre Monarchie par un corridor. » Et, à la fin, cette phrase : « Si nous ne voulons pas nous mettre dans la situation d'avoir à lutter à outrance contre la Russie, et si nous ne voulons pas couper toute voie à une paix honorable et avantageuse, nous devons éviter soigneusement de fixer des buts de guerre à l'égard de la Serbie, qui, tant au point de vue de notre sécurité que du point de vue des résultats probables pouvant être atteints par nos héroïques armées, dépassent de beaucoup les limites de la prudence » — ce qui veut dire en langage clair :

En tout temps, et partout, l'art le plus nécessaire
N'est pas de bien dire, mais de savoir se taire.

Je ne vois pas très bien les moyens par lesquels les pauvres Serbes, en ce cas eussent pu faire valoir leurs droits historiques, mais je vois fort bien et mon lecteur aussi, ce que l'Allemagne victorieuse et la Hongrie sa caudataire auraient répondu à pareille audace.

Or, ce prétendu droit historique, les Magyars d'ailleurs l'ont toujours exercé sous forme de domination magyarisante sur les millions de leurs allogènes, contrecarrant tantôt en douceur, tantôt avec violence, leur manière d'être originelle — les Hongrois libre d'esprit ont souvent prédit où son exercice mènerait le pays.

« Un état de choses même millénaire n'est pas fondé

à subsister lorsqu'il est reconnu contraire à la justice » écrivait M. Millerand, en transmettant le traité de Trianon à la délégation hongroise de la Paix et la vérité est que cet état de choses se manifestait être contraire à la justice depuis plus de deux siècles. Aussi la Hongrie se trouvait-elle virtuellement coupée en morceaux dès la fin du XVIII[e] siècle, où un observateur hongrois sagace, Nicolas Csérei pouvait écrire (1824) à son ami le poète Kazinczy : « Ce n'est pas le caractère de notre race, dont évidemment, nous n'avons pas à nous enorgueillir, mais la situation géographique de la Hongrie et de la Transylvanie qui fait que nous ne pouvons rien contre la monarchie absolue (de Vienne). Quant à moi, je plaindrais la dynastie régnante si la patrie hongroise venait à disparaître. L'on peut très bien prévoir que des deux pays, l'un deviendrait slave et l'autre roumain pour s'allier à des pays d'outre-frontière lesquels devenus indépendants, seraient menaçants pour nous. Et il ne faudrait pas pour cela de révolution, cela se ferait aussi naturellement que le vin se mue en vinaigre » (1). Ce qui prouve que déjà à cette époque, l'Autriche figurait comme assureur de la suprématie magyare en Hongrie.

Donc, la secousse est venue, et les tranches depuis longtemps coupées, se sont détachées. Refaire l'ancienne Hongrie, ce serait refaire la situation qui l'a fait tomber en morceaux.

La thèse du *Diktat,* nom dont on a qualifié, de l'autre côté de la barrière, les traités de paix signés en 1919, a été imaginé par les Allemands, maîtres ès-science d'annexer tout ce qui excite leur appétit sans consulter les vicitimes. Or, la lettre du comte Tisza à François-

(1) Grünwald. A régi Magyarország, p. 62-63.

Joseph, reproduite en partie plus haut, nous dispense de servir une nouvelle réponse à ce sujet. On a pu voir que les vainqueurs n'auraient guère demandé à la Serbie écrasée si le *Diktat* qui la frappait, et les nouvelles frontières qu'on lui traçait, étaient de son goût. Et, dans ce cas, même les hautes compétences hongroises qui fulminent en ce moment contre le Traité de Trianon, parce qu'elles savent que, dans les pays civilisés, il y a encore des oreilles pour le droit, eussent, ou couché sur la paille humide des cachots, ou se seraient prosterné, une muselière d'or devant la bouche, sur les marches du trône, mais n'auraient jamais pu souffler un mot contre le *Diktat* de Berlin.

Que dit le droit international que ces messieurs invoquent, mais ne respectent pas : « Un traité eût-il été imposé par la force — et tous les traités de paix ne le sont-ils pas — doit être exécuté par les signataires. Si les Etats avaient le droit de rompre leurs engagements par la simple raison que la charge en est lourde, odieuse ou qu'ils sont impatients de s'y soustraire, les relations internationales aboutiraient à des guerres incessamment renouvelées ou à une lutte sourde pire que la situation créée par le Traité (Bonfils, *Manuel du dr. int. publ.*, art. 845). Et c'est bien exactement là où leur politique de chiffon de papier a mis l'Europe. Donc le droit international public n'a absolument rien à voir dans la campagne de révision des Centraux, au contraire.

Quoi qu'il en soit, constatons une fois de plus que les considérations de justice sont toujours subjectives chez les Hongrois sans quoi ils auraient depuis longtemps découvert que ce fut surtout leur conquête au Xe siècle qui fut un *Diktat*, et que, si, depuis, les peuples conquis restèrent impuissants à en obtenir la révi-

sion, c'est sans doute que la formule révisionniste n'était pas encore inventée.

Mais, il y a dans cette question du *Diktat* encore un point vulnérable et sur lequel la propagande hongroise est strictement muette. Or voici : lorsqu'il s'est agi d'admettre la Hongrie au nombre des membres de la Société des Nations, le comte Bánffy, son représentant, en date du 22 septembre 1922, s'exprima comme suit devant la Commission de la Ligue chargée d'étudier cet important sujet, « il est de mon devoir disait-il textuellement, de déclarer, au nom de mon gouvernement, lequel lorsqu'il demande l'admission de la Hongrie, s'appuie sur l'énorme majorité de la nation, que son intention sincère est d'observer le règlement de la Société des Nations, les traités conclus et tous les engagements internationaux ». Forte de cet engagement solennel, la Commission proposa au Conseil l'admission de la Hongrie au sein de la Ligue parce qu'elle était d'avis que les prescriptions du pacte étaient accomplies, la Hongrie ayant ainsi souscrit formellement à toutes les obligations découlant des traités et autres actes internationaux.

Il résulte de ce qui précède que le gouvernement hongrois a accepté, cette fois absolument librement et volontairement, les clauses du Traité, que par là il a confirmé son acceptation irrévocablement, de sorte que le qualificatif Diktat n'a aucun sens.

Mais il résulte aussi de ce qui s'est passé depuis, que ce gouvernement, en se faisant admettre à la Société des Nations, n'avait aucune intention sincère de recpecter ses promesses, mais que son but était d'y finasser, comme disait Stresemann. Acte de parfaite mauvaise foi.

L'argument irrédentiste.

Il est récent. C'est probablement que la préparation manquait. Or, à la fête du drapeau de la Société des Sicules transylvains, le 5 juin dernier, à Debreczen, le comte Bethlen, père spirituel du révisionnisme et Transylvain lui-même prononçait un discours dans lequel il souligne : que la révision pouvant encore tarder et étant donné les efforts de dénationalisation auxquels étaient en butte les minorités magyares détachés de la mère patrie par Trianon, il y avait danger que le jour bienheureux de cette révision, celle-ci ne devint sans objet, faute de frères à libérer. « Par des « procédés d'absorption violente disait-il, et de con- « trainte coercitive, ils auront dénationalisé les Ma- « gyars de sorte qu'il ne s'en trouvera plus ni en Slo- « vaquie, ni en Transylvanie, ni en Yougoslavie. » En conséquence, l'orateur proposait de porter avant tout les efforts à soutenir le nationalisme des Magyars d'outre frontière, à les encourager dans leur résistance par la dénonciation au monde des violations de droit dont ils étaient victimes.

Dans un article publié dans le *Pesti Naplo* en date du 10 septembre 1934, sur le sens duquel, disons-le entre parenthèse, toute la presse mondiale s'est trompée, il revenait sur ce sujet en le mettant en accord avec les questions du jour et tout aussitôt la presse hongroise partait en guerre pour la délivrance des « esclaves magyars », des malheureuses victimes de l'opression tchécoslovaques, roumaines, yougoslaves, « dont « les souffrances constituaient des crimes incompati- « bles avec la civilisation ». Le *Pesti Hirlap* lança son article *S. O. S.* que, traduit en français, anglais, allemand, italien, il envoya par ballots à Genève et ail-

leurs, cependant que M. Tibor Eckhardt, représentant de la Hongrie à la *Société des Nations*, opérait ses violentes sorties sur le même sujet devant un comité de la *Ligue*.

Il s'agissait donc bel et bien d'une action parfaitement concertée avec le comte Bethlen en vue de créer une « Hungaria irredenta », c'est-à-dire un monnayage en règle des prétendues souffrances des frères irrédimés pour les besoins de la cause. C'était là une corde de la lyre révisionniste que le comte Bethlen avait jugé insuffisamment tendue et qui constituait, d'après lui, un argument pour lequel il réclamait la priorité.

La campagne sur nouveaux frais est en cours depuis. Pas de jour que nous n'entendions pas parler des atrocités commises sur des Magyars dans les pays de la *Petite Entente*.

La documentation irredentiste magyare était pauvre. Les faits incriminés se trouvaient çà et là, soit dans la presse quotidienne soit dans des tracts oubliés. Elle vient de s'enrichir d'un ouvrage de poids intitulé « Aide-Mémoire sur la situation de la minorité hongroise en Tchécoslovaquie », édité à Budapest par la *Ligue hongroise pour la révision du traité de Trianon*, daté d'avril 1934, traduit en les principales grandes langues et illustré de graphiques et de cartes en couleurs, fort bien présenté du reste et qui sera certainement suivi d'autres sur la situation des Magyars en Yougoslavie et en Roumanie. C'est visiblement l'arsenal auquel les futurs combattants de l'irredentisme magyar emprunteront leurs armes. On lit dans l'avant-propos : « Cet Aide-Mémoire, qui traite avec une objectivité « exempte de toute passion la situation présente des « Hongrois de Slovaquie et de Ruthénie, etc., etc... », puis un peu plus loin : « Pendant que Prague s'efforce

« par la coûteuse propagande de son Ministère des
« Affaires étrangères, de faire passer la Tchécoslovaquie comme la citadelle de la démocratie occidentale,
« et de la liberté, le gouvernement de la République
« maintient dans les régions habitées par des nationalités, mais surtout dans les territoires arrachés à
« la Hongrie, un régime policier pour ainsi dire sans
« exemple... » Puis encore : « Nous ne doutons point
« que le monde civilisé, quand il connaîtra la triste
« situation des Hongrois de Tchécoslovaquie, ne comprenne pourquoi toutes les couches de la société hongroise n'ont cessé d'exiger, depuis quinze ans, et continueront d'exiger avec une force qui ne faiblira
« jamais, jusqu'à ce que le but soit atteint, que leurs
« frères de races, annexés à la Tchécoslovaquie, malgré
« leurs protestations, par le traité de Trianon, et vivant
« en bloc compact le long de la nouvelle frontière,
« soient, non par les armes, mais par des moyens pacifiques, délivrés le plus tôt possible du poids écrasant de l'oppression étrangère. » Voilà le programme de la nouvelle « Hungaria irredenta ». Ses rédacteurs « objectifs » se gardent prudemment de parler des libertés qui attendent les nouveaux affranchis dans leur patrie d'origine.

Tous les programmes d'annexion se ressemblent. On crée le conflit avant de perpétrer le crime et l'irrédentisme n'a jamais été que la préparation à l'annexion par les armes. Les Tchèques, Yougoslaves et Roumains ont certainement le droit de défendre leur territoire comme ils l'entendent, contre ceux qui demandent au monde entier le pouvoir de le leur prendre pacifiquement et peut-être, les Magyars irrédimés se porteraient-ils bien mieux s'ils n'étaient pas perpétuellement menacés d'être délivrés. La cessation de la campagne

révisionniste serait, en effet, le seul moyen de créer à ces minorités une situation normale. Mais la tranquillité des Magyars d'outre frontière est le cadet des soucis de Budapest.

Parlons des griefs dont s'alimente la campagne. Tout comme dans « l'Aide-Mémoire » ci-dessus, leur ensemble est généralement présenté sous forme d'un réquisitoire qui demande à être réduit à ses justes proportions au moyen d'enquêtes approfondies autant que contradictoires. Mais, étant donné qu'il s'agit d'incidents locaux situés en des lieux très divers et souvent éloignés les uns des autres et, de plus, s'étant produits au milieu d'une atmosphère troublée par les passions politiques, toute enquête sérieuse devient illusoire et le réquisitoire perd toute valeur positive, faute de preuves. Les partis restent sur leurs positions et leurs affirmations demeurent la proie de leurs partisans. Les événements de l'après guerre nous ont, en effet, appris que les enquêtes sur place sont une chimère dangereuse, la plupart des hommes étant incapables de séparer le subjectif de l'objectif.

L'enchevêtrement des races était tel dans l'ancienne Hongrie, avons-nous dit, que le partage de ses territoires n'a pu se faire strictement suivant les limites ethniques. Certaines localités renfermaient jusqu'à quatre races différentes et l'unité n'est presque nulle part absolue. On compte environ 6.500.000 Magyars en Tchécoslovaquie, 1.300.000 en Roumanie, 460.000 en Yougoslavie, 65.000 en Autriche, par contre l'on compte en Hongrie 60.000 Yougoslaves, 550.000 Allemands, 145.000 Tchécoslovaques.

Sous le régime hongrois les grandes villes, toutes de fondations allemandes et entièrement germanisantes, prirent très vite le caractère magyar. Effet de la magya-

risation de l'administration à laquelle l'ancienne bourgeoisie s'adapta par nécessité, et de l'immigration, alors que la campagne slave ou roumaine demeurait immuablement attachée à son vieil idiome, qui l'excluait de la vie citadine. Cependant le jour où le gouvernement étant changé, la nouvelle administration adopta la langue de la campagne, soit le tchèque. soit le slovaque, soit le serbe, soit le roumain comme langue nationale, la bourgeoisie magyare devait marquer une régression, régression qui continuera par le fait de l'affluence des campagnards vers les cités. L'opinion hongroise s'est excitée sur ce phénomène en l'attribuant à une dénationalisation forcée, et en s'en faisant une arme de propagande contre ses voisins. Il n'y avait pas de quoi. Bratislava qui avait 78.000 habitants avant la guerre en compte aujourd'hui 123.000; Kossice, qui en avait 44.000 en a maintenant 70.000. Ces villes jadis îlots magyars d'un magyarisme un peu artificiel se sont slovaquisées par l'effet de l'ambiance, et cependant le nombre des Magyars n'y a pas diminué, seul les proportions ethniques se sont modifiées. Les mêmes phénomènes s'observent dans les grandes villes de Transylvanie et du Banat yougoslave. Dans chacun de ces pays cependant la « Hungaria irredenta » prend une forme spéciale. En Transylvanie on fait sonner les souvenirs héroïques des Rakoczy, des Bethlen et des Bathori. On s'en prend à une démagyarisation forcée alors que l'élément Magyar y est depuis longtemps mal en point.

Le *Pesti Hirlap* du 18 janvier 1914, sous le titre : *Miért hanyatlik az erdélyi magyarság* (Quelle est la cause du déclin des Magyars en Transylvanie ?) publiait, sous la signature de M. Michel Leitner, un Transylvain, une longue étude sur ce sujet, à laquelle

j'emprunte quelques réflexions. « Dans le comitat de Hunyad, la disparition des Magyars est chose faite, les plus belles propriétés foncières sont tombées en des mains roumaines. Il constate de façon générale que le paysan magyar, soit comme petit propriétaire, soit comme fermier, soit comme ouvrier agricole, ne vaut pas le Roumain, plus malléable, plus facile à tyranniser, se suffisant de moins; aussi celui-ci est-il le préféré des propriétaires fonciers : il fait tache d'huile en Transylvanie. Quant à la bourgeoisie magyare, elle s'épuise et se consume en des luttes politiques de clocher, pendant que la jeune bourgeoisie roumaine profite de ses fautes. En ce qui concerne la caste des seigneurs fonciers, depuis que Tuhutum, compagnon d'Arpad, conquit la Transylvanie pour les Magyars, jusqu'à nos jours, la lutte pour le pouvoir n'y a pas cessé; rois et candidats-rois, princes et vice-princes, voïvodes et tribuns surgissaient de chaque bouquet d'arbre, cherchant par la trahison, la félonie ou l'obtention de titres et de rangs, à conquérir le pouvoir. De là, en Transylvanie, cet esprit tendant à pactiser avec le diable, s'il le faut, pour rester au pinacle. On fut avec l'empereur contre le Turc, avec le Turc contre l'empereur, avec le prince de Transylvanie contre ou avec les deux, mais toujours on a intrigué, rivalisé, trahi. Aujourd'hui on ne se bat plus que pour le pouvoir local. En attendant on a encouragé l'élément roumain, qui travaille dur, supporte des privations et finit par tout envahir et par déborder. Il n'y a aucun principe démocratique dans cette société. Tous sont nobles et titrés, ils s'appauvrissent dans l'exercice de leur orgueil, puis vendent leurs terres qui sont achetées par des Roumains, modestes mais tenaces. » Et ce sont là les aptitudes à la « politique constructive » dont s'émerveillait le comte Bethlen dans son discours de Debreczen.

Voyons ce qui se passait dans les provinces aujourd'hui yougoslaves où la lutte se poursuit à l'heure qu'il est, par des moyens souterrains surtout en Croatie, cette fiancée récalcitrante, toujours boudeuse, boudant aux Magyars avant la guerre, boudant vers Belgrade après et où la main droite de la *Hungaria irredenta* touche fraternellement la main gauche de l'*Italia irredenta* de naguère.

En décembre 1903 fut fondée une *Association pour la défense du magyarisme dans les provinces du Sud*, la D. M. K. E. Le *Budapesti Hirlap*, en souhaitant bonne chance au nouvel organisme de magyarisation, déplorait, le 13 décembre 1903, que cette région eût été sacrifiée aux intérêts des politiciens gouvernementaux: préfets, sous-préfets, notaires et députés en avaient sucé tout le suc et avaient accordé, en échanges d'avantages personnels, de telles concessions à l'élément serbe que les Magyars y avaient subi le même recul qu'ailleurs. La D. M. K. E. ne réussit pas mieux que les autres institutions du même ordre.

En Créoatie, le gouvernement de Budapest encourageait les éléments serbes pour combattre le séparatisme croate, et Vienne avantageait l'élément croate contre Serbes et Magyars. Partout les deux gouvernements semaient la discorde : « *Divide et impera.* » Ce qui se passe aujourd'hui est leur héritage, et il faut sincèrement admirer feu Alexandre I, victime de ces divisions, d'avoir su lutter contre elles autant que contre des voisins peu scrupuleux... qui le firent assassiner.

Et c'est ainsi que, bien avant Trianon, les Magyars avaient creusé, à force d'égoïsme, leur propre tombe.

Je n'entrerai pas davantage ici dans ces luttes de mur mitoyen. Il faudrait un volume à part pour les analyser. Les procédés de la propagande hongroise

sont vieux comme le monde, et il n'est que la courte mémoire des hommes pour expliquer comment des esprits sérieux peuvent encore s'y laisser prendre. Déjà Tacite ne les caractérisait-il pas, en écrivant : igitur movere et quatere quidquid usquam aegrum foret aggrediuntur...

La lettre d'envoi de M. Millerand.

N'accusons pas tous les Hongrois d'en tirer ce qu'ils désirent y lire. Combien en est-il qui en connaissent la teneur. Quant aux compétences qui en parlent, méfions-nous. Le Magyar est un « fiscalis », un ergoteur, un chicaneur de texte de première force et de longue date. Il sait si admirablement mettre dans un écrit ce qu'il veut en tirer que sa langue possède un verbe spécial pour ce faire : *belemagyaràzni*. Au cours des débats au sujet de la ratification du traité de Trianon à la Chambre hongroise, en avril 1921, où la lettre Millerand donna matière à des discours très étudiés, pas un orateur qui en ait lu le texte intégral. On a discuté sur des passages complaisamment choisis, pour en tirer des conclusions parfaitement justes, à condition d'ignorer le texte exact du document, chose qui n'a pas précisément augmenté le crédit de ces discussions.

Voici extrait de la lettre de M. Millerand au Président de la délégation hongroise de la paix et qui est datée du 6 mai 1920, le passage initial dont la propagande hongroise ne parle pas volontiers: « Ce n'est pas sans de mûres réflexions que les Puissances alliées et associées ont pris le parti de ne modifier aucun point des clauses territoriales dans les conditions de la paix. Si elles s'y sont résolues, c'est parce qu'elles se sont convaincues que toute modification des frontières

fixées par elles entraîneraient de plus graves inconvénients que ce que dénonce la délégation hongroise. L'étude à laquelle elles viennent de se livrer n'a fait d'ailleurs que confirmer les conclusions auxquelles les Puissances avaient été antérieurement conduites, par l'examen des documents de toute nature qui peuvent être invoquées à l'appui de la thèse hongroise; c'est sur les bases de ces conclusions qu'ont été tracées les frontières décrites dans les conditions de paix qui vous ont été remises. »

Voici maintenant la partie de la même lettre dont la propagande hongroise fait grand bruit : « Fidèles à l'esprit dont elles se sont inspirées en traçant les frontières fixées par le Traité, les Puissances alliées et associées se sont cependant préoccupées du cas où la frontière tracée ne correspondrait pas partout, avec précision aux exigences ethniques ou économiques. Peut-être une enquête menée sur place fera-t-elle apparaître la nécessité de déplacer, en certains endroits, la limite prévue par le Traité. Pareille enquête ne saurait actuellement être poursuivie sans retarder indéfiniment la conclusion d'une paix à laquelle l'Europe entière aspire. Mais lorsque les commissions de délimitation auront commencé leur travail, si elles estiment que les dispositions du Traité créent quelque part, comme il est dit plus haut, une injustice qu'il est de l'intérêt général de faire disparaître, il leur sera loisible de faire un rapport à ce sujet au Conseil de la Société des Nations. Dans ce cas, les Puissances alliées et associées acceptent que le Conseil de la Société puisse, si, une des parties le demande, offrir ses bons offices pour rectifier à l'amiable le tracé primitif, dans les mêmes conditions, aux endroits où une modification aura été jugée désirable par une commission de déli-

mitation. Les Puissances alliées et associées ont confiance que cette procédure fournit une méthode convenable pour corriger, dans le tracé des frontières, toute injustice contre laquelle des objections fondées pourraient être formulées. »

Donc, les Puissances n'admettent aucune modification des clauses territoriales contenues dans le Traité de Trianon. Leur décision est prise à bon escient, après études de tous documents, y compris, et malgré ceux présentés par les Hongrois. Il s'en suit que les modifications de frontières qu'elles admettent, sous certaines conditions strictement limitées, ne sauraient dépasser le cadre local de questions de finage ou d'intérêts communaux, mettons questions d'abreuvoir ou de mur mitoyen, ce qui a été fait sur le tracé de la frontière hongro-tchécoslovaque, mais non pas sur celui de la frontière hongro-yougoslave, Belgrade s'y étant opposé. Il en résulte que la lettre Millerand a reçu toute son application et qu'elle n'est plus qu'un document historique. Aussi était-il bien imprudent de la part des Juristes hongrois de se réunir en Grand Conseil en janvier 1931, pour accuser l'ancien président du Conseil français d'avoir fait des promesses fallacieuses à la Hongrie.

La question de la responsabilité du gouvernement hongrois dans la guerre.

Il y a deux éléments bien distincts dans cette question : d'abord le crime de Sarajévo qui fut l'étincelle par quoi le feu fut mis aux poudres et, ensuite ,la déclaration de guerre elle-même. Il est bon de ne pas confondre.

Examinons d'abord les aspects du drame de Sara-

jévo. La philosophie nous apprend que les grandes vérités ne se découvrent point par les expériences et les documents écrits, mais par la réflexion et la pénétration. Richard Grelling dit en tête de son « *Crime* » : « C'est ainsi que sont les choses, pour celui qui ne s'arrêtant pas à l'aridité de la lettre ni à la froideur des faits, tente de pénétrer l'âme ardente des acteurs du drame. Seul d'ailleurs est capable de juger exactement les événements historiques celui qui sait saisir, par une intuition de poètes et de psychologues, l'âme des hommes qui agissent, et qui, sous l'apparente indifférence des faits, perçoit les pulsations vivantes et des passions humaines. » Ce fut dans cet esprit qu'il conçut et publia, en 1915, en pleine guerre, son grand ouvrage : *J'accuse*, lequel demeurera à tout jamais le document le plus formidable de la culpabilité de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie dans la guerre mondiae. Grelling sut trouver et fixer la vérité avant qu'aucun historien officiel ou coté n'ait étalé son savoir, et ce fut tant mieux pour la vérité historique.

François-Ferdinand détestait la clique autocratique des Magyars, et même les Magyars en général. On ignore d'où lui venait cette prévention, mais elle faisait partie intégrante de son caractère aussi absolu qu'autoritaire. Les perpétuelles protestations des Magyars contre les empiètements de la césarienne Autriche sur les libertés constitutionnelles hongroises lui semblaient émaner d'un esprit révolutionnaire qu'il détestait par définition. Non seulement il avait maintes fois déclaré qu'il saurait bien « trouver la gomme » pour effacer la Hongrie contitutionnelle de la carte de la Monarchie, mais, on savait même que le prétexte en serait fourni, un jour, par la situation contradictoire de la Dalmatie, partie intégrante de l'Autriche

d'après la Constitution autrichienne, tout en figurant en même temps dans le serment du sacre des rois de Hongrie comme province inséparable de la couronne de Saint-Etienne. François-Ferdinand sur le trône, se serait servi de cette contradiction pour suspendre *sine diae* la Constitution hongroise, et en cas de conflit avec les Magyars, aurait, de concert avec les généraux Brosch et de Hötzendorf qui étaient dans son secret, occupé la Hongrie militairement. Tisza n'était certainement sans connaître ce projet, étant donné la potinière qu'était la Hofburg.

D'autre part, le comte Tisza, en liaison étroite avec les archiduchesses de la camarilla de la Hofburg, toutes littéralement enragées contre la comtesse Chotek, femme morganatique de l'héritier du trône d'origine modeste, parce qu'elles craignaient d'avoir un jour à s'incliner devant cette *roture* devenue impératrice, ne se gênait nullement pour déclarer dans ses conversations privées vers la fin avril 1914 « *qu'il serait celui qui saurait débarrasser la Hongrie des velléités césariennes de l'archiduc héritier* ».

Me trouvant à Budapest au printemps 1914, je pus signaler cette déclaration, dont on parlait dans les milieux politiques, quelques semaines avant l'attentat de Sarajévo. Plusieurs journaux de Paris reproduisirent mon information.

On sait, en effet, qu'il n'est guère bien difficile, quand on est au pouvoir, d'envoyer élégamment et sans responsabilité matérielle, dans un monde meilleur, un ennemi gênant. Les recettes à ce sujet sont aussi nombreuses que leur application au cours des siècles. L'art de créer ce qu'on nomme les énigmes de l'histoire a toujours fleuri dans les gouvernements. Le prince Sixte de Bourbon dans son livre *Offre de paix*

séparé de l'Autriche (Paris, Plon, 1920, p. 115) dit très justement que « si l'Allemagne avait eu vent de mes négociations secrètes avec la France, je ne donnerais pas huit jours de vie au jeune empereur Charles d'Autriche, suivant l'exemple de l'héritier du trône de Turquie, Youssouf-Yzzedine, *suicidé* par les jeunes Turcs parce que trop ententophile ».

Et n'avons-nous pas dans cette troisième République française, si radical-socialistement démocratisée, notre Tchéka dont se servent les élus du bétail électoral pour se maintenir au pouvoir quand leur démagogique nullité n'y suffit plus. Nous avons ainsi les assassinats des Syveton, Barème, Alméreyda, de M^me^ Blanc, concierge et confidente de celui-ci, de son fils, de Rigaudin et de son beau-frère, détenteurs de papiers importants, du petit Philippe Daudet, du Président Doumer, et, en dernier lieu, le sauvage assassinat du malheureux conseiller Prince. Les inspirateurs de ces crimes sont connus, sont montrés au doigt; ils se pavanent en des situations aussi élevées que lucratives, prennent des airs de protecteurs et distribuent des honneurs, au lieu d'être pendus haut et court. Certes, les Hongrois n'auraient point à rougir du crime de Tisza, car au moins celui-ci n'aurait pas fait assassiner l'héritier du trône pour mieux pouvoir dépouiller l'épargne nationale.

Il y a d'autres rapprochements troublants : aucun des faits et gestes de l'archiduc héritier ne fut jamais dirigé contre les Slaves au nom desquels il fut assassiné, Il n'aimait pas Guillaume II dont la politesse obsédante à son égard visait surtout sa femme pour l'influence qu'elle pourrait exercer sur lui. Il détestait la Prusse comme l'usurpatrice de la mission historique de l'Autriche à la tête de l'Allemagne. Il n'aimait point les Italiens à cause de la duplicité de leur caractère

disait-il, mais en vérité parce qu'ils avaient su expulser sa maison de leur territoire, et qu'ils avaient souvent été les alliés des révolutionnaires magyars. Il plaignait paternellement Nicolas II pour s'être laissé entraîner dans une alliance, une mésalliance disait-il, avec la France maçonnique et impie. Ses idées étaient aussi bornées qu'arrêtées et rebelles à tout raisonnement. Il n'avait d'intelligence que ce qu'il faut pour être archiduc. Son programme politique consistait en une reconstitution de l'ancienne Autriche sur la base d'autonomies locales raciennes, en une lutte contre la Prusse partout où celle-ci étendrait ses tentacules en concurrence avec l'Autriche. La haine des Magyars semble avoir été parmi ses idées les plus clairement définies.

Il s'en suit que Junkers prussiens et Junkers ou hobereaux magyars, puis les archiduchesses à la tête de la Cour, avaient seuls un intérêt vital à voir disparaître, ce personnage qui, répétons-le, n'était guère bien intéressant. *Qui prodest scelus, is fecit.* Que s'est-il passé entre Berlin et le comte Tisza au cours des premiers mois de 1914 ? Seul le docteur Louis Thallöczy, secrétaire d'Etat au Ministère de Bosnie, à Vienne, *intimus* de Tisza pour lequel il faisait en février 1914 la navette entre Budapest et Berlin, mort dans l'accident de chemin de fer de Herceghalom (1er décembre 1916) pourrait donner à ce sujet des éclaircissements.

Je suis obligé ici de reprendre en partie ce que je dis à ce sujet dans mon précédent ouvrage (p. 141 et suiv.), les Hongrois y ayant répondu par un concert de silence.

Or, toute la Yougoslavie austro-hongroise se trouvait alors entre les mains du comte Tisza et de ses fidèles.

De 1903 en 1912, le baron Burián, autre *intimus* de Tisza et qu'on appelait le « noir souci qui monte en croupe derrière son patron » avait dirigé le Ministère de Bosnie. Quand, toujours sur l'influence de Tisza, Burián eut les Affaires étrangères de la Monarchie, Thallóczy fut bombardé secrétaire d'Etat à la Bosnie afin de pouvoir « seconder » utilement un ministre novice, non Magyar et ignorant des choses, en la personne du chevalier de Bilinsky, polonais autrichien, Excellence interchangeable et bouche-trou, qui avait fait précédemment à peu près tous les départements administratifs viennois. La Croatie, autre partie de la Yougoslavie autro-hongroise mais administrativement rattachée à Budapest, eut depuis 1913, pour gouverneur, fonctionnaire appelé *Ban,* le baron Ivan Skerlecz, troisième intime de Tisza.

Constatons avant de continuer que toutes ces nominations, et bien d'autres dont je n'ai pas à parler ici, se firent vers 1912-1913, période pendant laquelle Tisza revint sur la scène politique au titre d'homme providentiel : « Pour briser comme disait le *Pesti Hirlap* du 27 mai 1913, tous les antipodes de sa politique, afin de tenir le pays dans sa main de fer dans un but supérieur, ce qui se résume en un formidable point d'interrogation *derrière lequel se dresse une inconnue angoissante.* »

Et les résultats de cette main-mise de Tisza non seulement sur l'administration des provinces sud-slaves de la Monarchie, mais encore sur tous les leviers de commande de la politique extérieure austro-hongroise, tels les principales ambassades ? N'insistons pas, ce sujet pourrait nous entraîner en dehors du cadre du présent travail. Il serait à souhaiter qu'un historien de bon sens et qui ne travaille pas d'après des documents

que les fauteurs de la guerre exhibent partout, pût traiter cette matière, pour l'épurer de tout ce que les camoufleurs de la vérité y ont mis.

Retournons dans le Sud-Est austro-hongrois. Rien d'étonnant que cette campagne de presse, faisant de François-Ferdinand un ennemi de la race yougoslave, ait fort bien réussi, Magyars, Prussiens et seigneurs de cour y aidèrent chacun par ses moyens. La presse hongroise de l'opposition a si souvent relevé cette extraordinaire campagne dans laquelle, sur l'inspiration de Vienne et de Budapest, on magnifiait tout ce qui était panserbe, que je me dispenserai ici de fournir des preuves. Elle dépassa du reste si bien le but que ses inspirateurs austro magyars s'étaient proposé que le 16 juillet 1914, soit trois semaines après le drame de Sarajévo, le baron Skerlecz fut lui-même victime d'une tentative d'assassinat qui devait être suivie d'attentats contre les comtes Tisza et Khuen-Hédervàry s'il faut en croire les aveux des meurtriers Schäfer et Hercegonje. Cela s'appelait, dans le jargon politique austro-hongrois, faire du *divide et impera* entre Serbes et Croates pour le bien de la monarchie et pour la solidité du trône.

Les premières traces connues des assassins de Sarajévo nous conduisent à Zagreb. La police de la capitale de Croatie connaissait en effet par lettre anonyme de Belgrade, confirmée par une autre lettre venant d'Amérique, un mois avant l'attentat, les préparatifs comme les noms et adresses des conjurés à Belgrade.

Quelques jours après l'arrivée de ces lettres, un avocat résidant à Belgrade, M. le docteur Marco Gagliardi, serbophile connu, et en rapports avec les milieux politiques de la capitale de Serbie où il exerçait, voulant libérer sa conscience de ce qu'il savait, vint en personne

à Zagreb prévenir les autorités qu'une conspiration contre la vie de François-Ferdinand se tramait dans la capitale serbe. Les bureaux du baron Skerlecz répondirent simplement qu'ils allaient transmettre le dossier à Budapest, et qu'en attendant la réponse, qui du reste ne vint jamais, les choses devaient en rester là. La police d'Agram reçut même ordre de ne pas gêner dans leurs mouvements Princip et consorts s'ils venaient à passer dans sa circonscription.

Les révélations sur cette singulière affaire ont été publiées chez Payot, à Lausanne, en 1917, avec tous les attributs de l'authenticité, sans que jamais personne ait jugé utile, soit de les confirmer, soit de les infirmer, et cependant, elles représentent pour ainsi dire la clef du mystère. Ce M. Gagliardi existe-il encore ? Qu'est devenu le commissaire de police de Zágreb, Klobutcharitch qui reçut ordre du baron Skerlecz de surseoir à l'enquête; que sont devenus les dossiers transmis d'une part au comte Tisza et de l'autre au ministre de Croatie à Budapest et qui cependant doivent avoir laissé des traces ? Ce sont là des questions qui ne semblent plus intéresser personne à Budapest.

Mêmes mystères en Bosnie, où les Magyars directement ou indirectement protégés par Thallóczy et Tisza, étaient dans tous les services et tout particulièrement dans la police, invasion provenant du temps de l'annexion, où, pour satisfaire aux réclamations de la Hongrie dont la Bosnie fut jadis fief de la couronne, il avait fallu faire par compensation, à l'élément magyar, une large place dans la gestion du nouveau *Reichsland*.

Ainsi, le docteur Edmond Gerde, chef de la police de Sarajévo, et qui le 28 juin 1914 commandait le cortège des voitures où se trouvait le couple archiducal, était Magyar, protégé du baron Kolas, de même Ma-

gyar, secrétaire général du commandant militaire de Bosnie, général Potiorek. Kolas était ami du comte Tisza. On sait ce qui arriva : Gerde, dans la première voiture, ayant fait prendre au cortège, retour de la visite à l'Hôtel de Ville, une direction jugée dangereuse en raison de la première bombe jetée à l'aller contre les voitures, et qu'il ne devait pas prendre, le fit arrêter très précisément de manière à ce que l'automobile, dans laquelle se trouvaient François-Ferdinand et la duchesse de Hohenberg sa femme, vint stopper à un mètre du revolver de Princip. Comme hasard, c'est à peu près inadmissible.

On a cherché, très timidement du reste, à excuser l'absence de police sur le parcours du cortège officiel, par le fait que la visite de l'héritier du trône à Sarajévo avait un caractère purement militaire, et que c'eût été à l'armée d'obvier à la sécurité du couple princier. Mais alors, pourquoi le général Potiorek, et à son défaut le baron Kolas, ne prirent-ils pas des mesures, et pourquoi la police surgit-elle de toutes parts quand le coup était fait. Elle était donc présente et ne voyait rien, et même une première bombe, jetée par Gabrinovic, ne put guérir sa cécité. Qu'est devenue la déposition de la demoiselle Srnec qui se trouva tout près de Princip dans cette rue François-Joseph, à peu près déserte parce que personne n'y attendait le cortège, et qui put ainsi, jusqu'au moment de l'attentat, remarquer ses allures louches sans apercevoir un policier pour les lui signaler. Cette demoiselle, à peu près le seul témoin oculaire qui ait tout vu, et dont le récit fait aux journalistes a paru dans la presse de Vienne et de Budapest le 1er juillet 1914, a-t-elle seulement été entendue par un juge d'instruction ? Sa déposition ne figure nulle part dans le procès.

Jamais, d'autre part, il n'a été projeté la moindre lumière sur le fait que les assassins ont pu franchir, sans encombre, les 300 kilomètres qui séparent Belgrade de Sarajévo, brownings et bombes dans des cartons à sucre, sans passeports, à pied, en voiture ou en chemin de fer, et qu'ils n'aient rencontré sur ce parcours ni gardes-frontières, ni gendarmes, ni douaniers, dans un pays où toutes les mesures étaient déjà prises comme en Hongrie, en vue d'événements prochains.

Et le coup fait, les assassins positifs, comme dit Diderot, arrêtés, aucune sanction n'est prise, aucune enquête n'est ouverte pour fixer les responsabilités. On eut dit que les fauteurs négatifs du crime se félicitaient de leur œuvre. Gerde fut impliqué, plus tard, dans une affaire crapuleuse d'argent, mais il ne fut pas autrement inquiété (1).

Cui prodest scelus, is fecit, encore une fois. En bonne justice, la réunion judicieuse de présomptions graves suffit pour établir avec un maximum de certitude une culpabilité qui n'a pas laissé de traces palpables. Il y avait visiblement un mot d'ordre donné de traiter cette affaire en conspiration de gamins et d'avoir, auprès des conspirateurs, un bon agent provocateur. C'est ce que j'ai dit dans mon précédent ouvrage et c'est ce que je maintiens jusqu'à preuve du contraire. Quel vaste champ pour la propagande hongroise que la réfutation de ces arguments... de pamphlétaire, ainsi qu'elle se plaît à me qualifier toutes les fois que je la poursuis en ces lieux inconfortables.

Je passe au rôle du comte Tisza dans la déclaration de la guerre. Tisza ne voulut pas la guerre, dit la légende populaire hongroise. Cependant, il la voulut

(1) V. *Neue Freie Presse* de Wien, N° 18,832 et 18,833, des 11, 26 et 27 janvier 1917.

bien un an avant à ce que nous a révélé en 1916 M. Sonnino, ministre italien des Affaires étrangères. Mais il y a à ce sujet des faits bien plus accablants pour Tisza, et sur lesquels il ne restera à la propagande hongroise que de faire le silence : or, deux mois avant l'entrée en guerre de l'Italie, soit en mars 1915, le même Sonnino, après de longues négociations avec les Kossuthistes de la gauche parlementaire et en mémoire de la vieille amitié entre l'Italie et le parti hongrois, dit de 1848, consentit à ce que, en cas de victoire des Alliés de l'Entente, l'Italie renonçât à prendre Fiume et le littoral hongrois, en s'employant, par ailleurs, auprès de la Roumanie pour que celle-ci réduisît au minimum ses prétentions sur la Transylvanie, à condition qu'en Hongrie se constituât un ministère de coalition de tous les partis, dont seraient exclues l'influence et la personne de Tisza, « considéré à l'étranger comme le *spiritus rector* de la guerre ». Sonnino ajouta que cette promesse tiendrait jusqu'à fin mai 1915, époque où l'entrée en guerre de l'Italie aux côtés de l'Entente lui paraissait inévitable (la déclaration de guerre de l'Italie est du 23 mai).

Aussitôt cette réponse connue à Budapest, les chefs de tous les partis de l'opposition se réunirent en conseil et décidèrent de la constitution d'un Cabinet dans lequel Tisza resterait comme chef de la majorité, mais au titre de ministre de ressort seulement et dont la présidence serait confiée à une personnalité moins discutée et moins engagée vis-à-vis de l'Allemagne. Les comtes Andrássy, Apponyi et Zichy se rendirent à Vienne pour soumettre la proposition à François-Joseph, qui l'approuva. Cependant Tisza mis au courant, refusa net de quitter le gouvernail, où disait-il, l'intérêt du pays le rendait indispensable; et la Hongrie perdit

Fiume, le littoral hongrois, et, en plus de la Transylvanie, une partie importante de la région transtissienne tout simplement parce que Tisza voulut rester en place et faire sa guerre. Jamais *pereat mundus* ne fut plus fatal à un pays. On vient d'élever une statue à Tisza; une association pro Tisza cultive sa mémoire, et l'anniversaire de sa mort est considéré comme deuil national, du moins par le monde officiel (1). Il est, aux yeux de l'autocratie magyare, un grand homme, pourquoi ?

Et jusqu'à la fin, où la partie commençait à être fort compromise pour les Centraux, nous voyons Tisza se cramponner désespérément à sa guerre ainsi que je l'ai démontré au chapitre II du Livre I.

Mais il est parfaitement permis, d'autre part, d'inférer de tout ce que nous savons au sujet de l'attentat de Sarajévo, que la guerre qui vint subitement en sortir, dépassait ses prévisions en lui inspirant tout d'abord quelques flottements. De là probablement cette lettre que malgré sa haine des Serbes de Serbie que Tisza qualifiait volontiers de tapageurs, ivres dans un bouchon de champagne et qu'un gendarme magyar arriverait vite à dégriser, il écrivait en date du 3 juillet 1914, au chevalier de Bilinsky, ministre de Bosnie et dans laquelle il s'élève contre le danger qu'il y aurait à attribuer à la Serbie tous les torts dans l'attentat « alors que la propagande serbophile s'étalait sans frein dans toute la Bosnie-Herzégovine ».

Afin d'innocenter Tisza, la propagande hongroise fait grand bruit d'un discours prononcé par Tisza en Conseil des Ministres contre l'entrée en guerre et où le chef du gouvernement hongrois faisait, en effet, ses réser-

---

(1) Mémoires du comte Théodore Batthyany. I, pp. 127-129.

ves, qui ne furent du reste pas écoutées. Elle met en vedette également une lettre de Tisza à François-Joseph en date du 8 juillet 1914 dans laquelle il déclarait ne pouvoir prendre la responsabilité d'une déclaration de guerre à la Serbie. Mais, fait inouï dans les annales d'un pays si profondément attaché à la lettre de sa Constitution, Tisza, qui ne peut prendre la responsabilité de la guerre, la garde, la soigne et fait la guerre avec toute son énergie. La propagande hongroise pour expliquer cette énigme, invoque son patriotisme et la conviction qu'il avait d'être l'homme providentiel, celui qui rendrait la Hongrie grande par sa caste de hobereaux. Pour moi qui ai scruté ces questions dans le tréfond, je suis persuadé que la lettre à François-Joseph et ses protestations furent une manœuvre à la Tisza; qu'il protestait par la même raison qu'il venait d'écrire à Bilinsky, mais que ces protestations durent demeurer platoniques parce que Berlin le tenait pour bien des raisons, dont l'affaire de Sarajévo ne paraît pas avoir été la moindre.

On a récemment essayé en Hongrie d'éclairer, à l'aide de documents tirés des archives secrètes des Habsbourg accessible aux chercheurs depuis quelque temps, ce qu'on est convenu encore d'appeler l'énigme Tisza, à savoir :

Tisza a-t-il ou non voulu la guerre ? S'il ne l'a pas voulue, comme l'affirment les « innocentistes » magyars, pourquoi ne menaça-t-il pas de donner sa démission au moment où cette guerre paraissait imminente, ce qui en aurait certainement reculé l'échéance et peut-être l'aurait empêchée ? Et, s'il la voulait, pourquoi a-t-il protesté contre elle, d'abord au Conseil des ministres communs, puis dans sa lettre à François-Joseph.

Autre question demeurée sans réponse : à quels moyens ce farouche défenseur de la suprématie des Magyars en Hongrie comptait-il recourir — avant le crime de Sarajévo bien entendu — pour empêcher la mise à exécution des projets de François-Ferdinand qui promettait, une fois sur le trône, d'effacer le royaume de Saint-Etienne de la carte de la monarchie en affranchissant les allogènes de la tutelle magyare ?

Troisième question : comment un esprit aussi sagace que celui d'Etienne Tisza ne s'est-il aperçu qu'en 1918 — c'est-à-dire quand il était trop tard — de la volonté de l'Allemagne de faire de la Hongrie une province prussienne, volonté que Berlin avait manifestée dès le commencement de la guerre ?

Or, voici ce que disent les historiens hongrois indépendants :

Dès son premier ministère, en 1903, Tisza était dominé par le pressentiment que la « Hongrie historique » — cette mosaïque de nationalités, dominées par les Magyars, — courait à une épreuve de fond d'où dépendrait son existence même, et que toute sa politique devait consister à mettre le pays en état de sortir victorieusement de l'épreuve. De crainte de semer l'alarme parmi les siens, et d'affaiblir leur faculté de résistance, il se gardait de parler de ces sombres préoccupations, mais tous ses actes gouvernementaux en portaient la trace. C'est ainsi qu'il défendit le compromis de 1867, sans chercher à l'élargir au profit des Magyars, car il voulait éviter tout conflit avec l'Autriche, garante du *statu quo* de sa caste et de sa race en Hongrie. De même, il s'opposa de toutes ses forces aux revendications des kossuthistes, qui demandaient une armée hongroise distincte de l'armée autrichienne, parce qu'il estimait que la Hongrie seule serait trop

faible pour tenir tête à l'orage qui montait à l'horizon. C'est pareillement le souci de la sécurité de sa caste et de sa race qui lui faisait envisager l'alliance avec l'Allemagne comme une réassurance contre un éventuel fléchissement du soutien autrichien, les Habsbourg penchant de plus en plus à céder aux revendications des populations allogènes dans le sens du fédéralisme. Pour l'alliance avec l'Allemagne, il était encore plus ferme que les deux Andrássy, ses promoteurs. C'est en vain que les François Kossuth, les Batthyány, les Holló, les Justh, lui démontraient qu'à la prochaine guerre, en cas de victoire comme en cas de défaite, l'alliance avec Berlin serait le tombeau de la « Hongrie historique ».

Le tourment perpétuel de Tisza, ce furent ses démêlés avec les cabinets autrichiens. Ne se vit-il pas obligé, en 1903, de qualifier publiquement le président du Conseil autrichien, Körber, à propos d'une intrusion dans le droit public hongrois, d' « étranger distingué se mêlant d'affaires qui ne le regardaient pas » ? Il ne cessait de déplorer l'aveuglement de la Cour de Vienne, qui refusait de comprendre que la suprématie magyare en Hongrie était une garantie de l'existence de l'Autriche et de la dynastie.

En raison de ses convictions religieuses, Tisza ne demeurait pas insensible aux besoins des masses, mais là aussi, le souci de défendre la suprématie de sa classe lui dictait sa conduite. De même en matière électorale : il était persuadé qu'un parti recruté et soudoyé par lui était la seule barrière efficace contre les aspirations des kossuthistes et des socialistes, qui menaçaient cette suprématie.

La guerre venue, ses idées et sa position l'engagèrent dans des conflits de conscience et des contradictions

inextricables. Ainsi, en 1914, après avoir tenu le langage de Cassandre devant son souverain et devant le Conseil des ministres, lorsqu'il s'agit de choisir entre la perte de l'alliance allemande et la guerre, il opta pour celle-ci, de peur de perdre le soutien allemand et de se trouver seul en face d'une Autriche mal disposée à l'égard de la Hongrie. Pour lui, le royaume de Saint-Etienne devait rester magyar dans sa structure et dans sa constitution, sous peine de n'être plus qu'un insignifiant morceau de l'Europe, sans caractère, sans force et sans raison d'être. Buté comme il l'était, il ne paraît pas avoir jamais prévu que ce serait précisément l'Allemagne qui ferait disparaître cette « Hongrie historique ».

J'emprunte textuellement à la magistrale étude de M. Friedmann, dans le *Magyar Hirlap* du 22 avril 1934 — la meilleure sans conteste de celles qui viennent d'être consacrées au souvenir de Tisza — cette phrase significative concernant les moyens dont l'homme d'Etat hongrois comptait user pour déjouer les intentions menaçantes de François-Ferdinand : « *Il faut croire que les moyens dont Tisza comptait se servir contre François-Ferdinand demeureront éternellement un secret.* »

Je souligne que tout ce qui est dit ici sur Tisza n'infirme en rien la présomption d'avoir été l'inspirateur du drame de Sarajévo, dans le but de faire disparaître un ennemi juré de sa caste et de sa suprématie parmi les peuples de Hongrie. *Au contraire.* Quant à la guerre, il la voulait de son vivant pour avoir compris que sa caste était à bout de force dans sa lutte contre les nationalités et qu'il fallait risquer le tout pour le tout pour la sauver, ce dont lui seul se croyait encore capable. On a toujours, au moment de s'engager dans

une action grave un mouvement d'hésitation, ce qui ressemble au choc en retour du canon.

Le comte Batthyány, convoqué comme témoin au procès contre les assasins du comte Tisza, sommé par le président de la Cour, de s'expliquer franchement au sujet des responsabilités dans la déclaration de guerre, imputées au premier ministre hongrois, après avoir refusé de répondre une première fois, sur une deuxième et pressante sommation, déposa : « Si Tisza n'avait pas voulu la guerre, il n'avait qu'à menacer de donner sa démission, et je suis convaincu que dans ce cas la guerre à ce moment n'aurait pas eu lieu, parce que l'ultimatum à la Serbie n'aurait pas été expédié. Cet ultimatum a été le résultat d'une délibération approfondie de tous ceux qui furent alors les conseillers de François-Joseph, parmi lesquels Tisza était un des plus influents et des plus entreprenants. Pendant toute la guerre, ce fut lui et sa majorité parlementaire qui fomentèrent l'esprit guerrier. Le Parlement autrichien étant paralysé par l'action des Tchèques et des Yougo-slaves, Tisza se trouvait toujours à la tête de l'agitation « jusqu'auboutiste ». Loin de moi, dit Batthyány dans sa déposition, de vouloir fournir de l'eau sur les moulins de l'Entente, voilà pourquoi je me bornerai cette fois à constater ce fait sans y ajouter tout ce que je sais. » (Extrait du rapport sténographié de l'audience de mon agent d'information Petrovits.)

Batthyány, dans ses Mémoires, confirmant le rapport ci-dessus, nous dit avoir déclaré : « *A mon avis, si fin juillet 1914, le comte Etienne Tisza déclare à l'empereur-roi François-Joseph I qu'il décline la responsabilité d'un conflit à main armée avec la Serbie, et qu'il préfère quitter le pouvoir plutôt que d'y consentir, la guerre à ce moment n'aurait pas éclaté. Je n'ai pas à*

en dire davantage ici, étant donné qu'on ne me le demande pas; d'ailleurs en son temps comme aujourd'hui, il me semble peu opportun que cette question soit trop remuée dans les détails par nous autres Hongrois (de még ma is helytelenitem, ha mi Magyarok ezt a kérdést részletesen fejtegetjük; Batthyány, Beszámolóm, I, p. 120).

Tenons-nous-en aux déclarations solennelles de ce grand honnête homme que fut Théodore Batthyány, chef honoré du parti de l'opposition Kossuth, incapable de mentir, terreur de tous les politiciens parasitaires et qui connaissait à fond les intrigues austro-hongro-germaniques.

La victoire de la vérité est difficile et dure, péniblement elle vainc l'erreur, surtout quand celle-ci est lucrative, mais une fois victorieuse, rien ne peut plus la détruire. Elle peut donc attendre, car elle aura la vie longue.

— FIN —

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS 7

LIVRE I.

Le Régime sous lequel vit le peuple Hongrois

CHAPITRE I

La psychologie du Régime 11

CHAPITRE II

Fluctuat nec mergitur, ou les vicissitudes du régime depuis la guerre 31

La situation lors de l'avènement de l'Empereur Charles 31

Les derniers jours du régime Tisza 37

Les prodromes de la révolution 41

Le traitre « national » comte Michel Károlyi, « sa » révolution et « sa » République.... 44

Le pillage rouge et les rois en exil 62

Le « Horthy bunkó » 76

LIVRE II.

Les liaisons dangereuses et la politique extérieure de la Hongrie.

CHAPITRE I

Les liaisons dangereuses 91

CHAPITRE II

La politique extérieure de la Hongrie et la psychologie des relations franco-hongroises depuis 1867 119

LIVRE III.

La Campagne Révionniste hongroise et la Révision du Traité de Trianon.

CHAPITRE I

La propagande hongroise 133

CHAPITRE II

Les différentes thèses de combat de la propagande hongroise 153
La thèse de la Hongrie, boulevard de la civilisation 153
L'argument des droits historiques 154
L'argument irrédentiste 159
La lettre d'envoi de M. Millerand 166
La question de la responsabilité du Gouvernement hongrois dans la guerre 168

Imprimerie spéciale des Editions Figuière. — Paris.

ÉDITIONS FIGUIÈRE

166, Boul. Montparnasse, PARIS (XIVe)

Mahatma Gandhi :	**Le Guide de la Santé........**	**10 fr.**
Paul Brulat :	**La Faiseuse de Gloire.......**	**12 »**
Rosita Girardot :	**La Confession d'une Femme**	**12 »**
Mce de Laborderie :	**L'Amant de la Solitude.....**	**12 »**
Bnne Marie Surcouf :	**La Coupe de Jade...........**	**12 »**
Jean Valmy-Baysse :	**Angèle Planterose...........**	**12 »**
André Salmon :	**Comme un Homme...........**	**12 »**
Léon Frapié :	**L'Enfant Perdu.............**	**10 »**
Edouard Herriot :	**Paroles d'Aujourd'hui.....**	**8 »**
Maurice Rostand :	**L'Homme que j'ai tué** (pièce)	**12 »**
— —	**Marchands de Canons** (pièce)	**12 »**
Fernand Divoire :	**Choix de Poèmes............**	**12 »**
Eugène Figuière :	**Les Bonheurs Intimes.......**	**20 »**
Jean-Bernard :	**Miettes d'Histoires..........**	**12 »**
L. de Gonzague-Frick:	**Vibônes ....**	**7 »**
Jean Ajalbert :	**En Amour.....................**	**10 »**
Charles Daniélou :	**Finis Terræ..................**	**12 »**
— —	**Choix de Poèmes............**	**12 »**
J.-M. Renaitour :	**Choix de Poèmes............**	**12 »**
Marg Burnat-Provins:	**Choix de Poèmes............**	**12 »**
André de Lorde :	**Figures de Cire.............**	**12 »**
Benito Mussolini :	**Paroles Italiennes..........**	**8 »**
Xavier Privas :	**Trente Ans de Chansons...**	**12 »**
Louis de Robert :	**De l'Amour à la Sagesse....**	**6 »**
Juliette Adam :	**Les Arbres....................**	**6 »**
Eugénie Buffet :	**Ma Vie, Mes Amours, Mes Aventures.................**	**12 »**
Polaire :	**Polaire par Elle-Même......**	**15 »**

Envoi du Catalogue sur demande

(Chèque Postal Paris 364-76)

IMPRIMERIE SPÉCIALE DES ÉDITIONS FIGUIÈRE -- PARIS -- 12-1934